

1524

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DE L'HABITAT
ELABORATION DU DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE
ENQUETE PERCEPTION PAUVRETE AU SENEGAL

RAPPORT REGIONAL DE TAMBACOUNDA

Réalisé par : MM. Bocar DIALLO
Diamane DIOME

(Version provisoire)

Juillet 2001

RESUME ANALYTIQUE

Cette étude menée selon une approche qualitative et avec des méthodes et des techniques socio-anthropologiques met, en évidence un processus de paupérisation des ménages et des populations de la région de Tambacounda.

Cette pauvreté est principalement perçue par les populations de la région de Tambacounda comme «un état dégradant de conditions de vie et d'existence pour un individu». Elle est considérée comme étant un problème multidimensionnel du fait de ses incidences économiques, sociales, psychologiques et culturelles sur la vie de la personne ou de la communauté. Cet état de pauvreté dans lequel se trouvent les populations de la région orientale du pays découle d'un faisceau de déterminants dont les principaux sont :

✓ La Baisse des revenus agricoles

Cette baisse des revenus est très largement citée comme un des déterminants majeurs de la pauvreté en zone rurale. En effet, le paysan a vu ses revenus chuter du fait d'un ensemble de facteurs liés, entre autres, à la dégradation des systèmes écologiques, aux systèmes et techniques de production inadaptés mis en œuvre, à la cherté, du matériel et intrants agricoles et aux politiques publiques agricoles. L'agriculture qui devrait s'intensifier et produire davantage est cantonnée dans une forme traditionnelle avec comme principale conséquence une production de subsistance qui arrive à peine à couvrir les besoins alimentaires des ménages.

✓ L'enclavement de la zone

L'enclavement de la zone participe à l'explication du phénomène de la pauvreté dans la région. Le département de Kédougou, constitue la partie la plus accidentée et la plus inaccessible. Les pistes et les routes sont défectueuses et impraticables surtout en hivernage. Des localités comme Fongolimbi, Dimboli, Salémata dans le Kédougou et les villages de la poche de la Falémé dans le Bakel constituent les zones les plus enclavées de la région voire du Sénégal.

✓ Le chômage

Le chômage est considéré par les populations et principalement par les jeunes comme étant une des causes fondamentales de la pauvreté aussi bien rurale qu'urbaine. Le chômage est une fonction inverse du niveau de vie. En effet, plus le niveau de vie diminue plus le chômage augmente ce qui contribue à expliquer la montée du chômage en milieu rural.

✓ Les déterminants religieux

Certaines populations recourent à des explications d'ordre religieux pour justifier leur état de pauvreté. En effet, pour les tenants de cette thèse les gens naissent avec des chances différentes et ceci par la volonté de Dieu. L'individu n'est pauvre que parce que Dieu l'a voulu. La pauvreté est donc perçue comme une décision émanant de la volonté divine. Elle émane donc du Tout Puissant et entre dans sa logique qui ne peut être percée par les humains : «*Worsëkk jiiituna boroom bamu judoogul*». La chance a précédé l'individu sur terre.

Ces déterminants de la pauvreté s'exercent dans un milieu à paradoxes.

En effet, cette pauvreté à multi déterminants couvre paradoxalement une région qui dispose de réelles potentialités minières, agricoles, pastorales, hydrauliques et économiques.

D'abord, la pauvreté qui sévit dans le département de Kédougou contraste nettement avec la richesse de son sous-sol (Fer à Goto et Faragallia, or à Sabodala et kérécounda, marbre à Ibel, Bandafassi et Ndébou, etc.) et les potentialités importantes en produits forestiers.

Ensuite, la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouvent les populations du département de Tambacounda est contradictoire avec les potentialités agricoles de la vallée du fleuve Gambie et avec la très forte concentration des effectifs de bovins, ovins, caprins, etc de ce département dont la seule valorisation serait une source très importante de ressources financières.

Enfin, l'importance des transferts financiers, opérés par les émigrés, en direction du département de Bakel (3 milliards de francs CFA par an)¹ ainsi que la présence du fleuve Sénégal sur près de 200 km constituent des atouts et potentialités extrêmement importants qui contrastent fortement avec la situation dans laquelle se trouvent les populations du département.

La situation de vulnérabilité des ménages et des populations dans la région de Tambacounda se traduit principalement par une détérioration des conditions de vie et d'habitat, par une incapacité notoire de ces populations à satisfaire les besoins alimentaires, vestimentaires, sanitaires de leur progéniture.

Les conditions de vie dans certains cas sont dégradants. En effet, les habitations arrivent à manquer de tout : eau potable, système d'évacuation des eaux usées, électricité, etc. Cette faiblesse voire ce manque en services sociaux de base combiné à l'insalubrité constituent véritablement des

¹BA S.G.(2000) : Les manifestations de la pauvreté dans la région de Tambacounda. *Enquête Perception de la Pauvreté au Sénégal : Rapport Régional de Tambacounda. Juillet 2001*

indicateurs objectifs de mesure de la pauvreté. Les ménages n'arrivent pas ainsi à prendre en charge leur cadre de vie.

D'abord, les habitats sont principalement construits en milieu rural et dans les quartiers périphériques des centres urbains avec des matériaux locaux (paille, bois de bambou, etc.). Ce sont généralement des maisons à cases carrées ou rondes. Ces concessions n'offrent pas toujours des conditions de vie d'habitabilité adéquates. Elles ne sont pas durables car les toits par exemple sont refaites à chaque approche d'hivernage. Ces réparations peuvent engendrer des dépenses en ressources financières et ceci dans un contexte de paupérisation.

Ensuite, l'alimentation constitue un casse tête pour les ménages et les populations rurales comme urbaines. Celles qui ont accès à une alimentation suffisante, de qualité et régulière sont numériquement moins nombreuses. La question de l'alimentation figure parmi les tout premier indicateur de cette pauvreté.

Enfin, l'incapacité des ménages à habiller correctement et décemment leur progéniture est aussi révélateur des conditions difficiles dans lesquelles vivent les populations de cette partie Est du Sénégal.

Mais l'installation de la pauvreté dans certains ménages peut résulter d'aspects et de phénomènes aussi bien structurels que conjoncturels. Ainsi, le décès, le divorce, les politiques publiques de l'Etat, l'héritage mal géré, etc. sont autant de points de rupture qui peuvent faire basculer des ménages ou une personne dans la pauvreté. Ces points de rupture qui revêtent le plus souvent un caractère «dramatique» pour l'individu

Les populations, les ménages, et les classes vulnérables aussi bien en milieu rural qu'en zone urbaine développent des dispositifs de survie pour sortir des méandres de la pauvreté. Les populations ne gèrent que le présent.

Ce sont des ajustements qui permettent aux populations et aux ménages de régler des problèmes ponctuels d'habillement, de logement, de santé, de nourriture, etc. C'est des stratégies de survie et qui n'autorisent pas de projections dans le futur.

Par rapport à la question de l'alimentation, l'axe majeur de ces ajustements consiste à la cueillette et à la consommation de produits forestiers notamment par les ménages ruraux, et aussi à la pratique de la reconduite des mets selon le moment de la journée. C'est le phénomène du «Goberdiassé» chez les Wolofs ou du «Khira mbota» chez les Peuls.

Ces pratiques peuvent avoir plusieurs variantes : «Agn ci reer ci, Reer ci ndéki

ci, *Agn reer*» en fonction du moment de la journée ou de la disponibilité de ressources financières à temps pour préparer. Ces pratiques sont maintenant banalisées par les ménages. D'autres ajustements comme le «*Xarane*» ou le «*Sibor*» sont très courantes et se font de façon très ingénieuse.

Les ajustements par rapport à la santé se caractérisent par le recours à la pharmacopée et à la médecine traditionnelle mais aussi par le fractionnement ou la priorisation dans l'achat des médicaments. Ces fractionnements et priorisation sont des pratiques très fréquentes malgré l'existence de l'Initiative de Bamako (IB) qui ne concernent malheureusement pas tous les médicaments.

Aussi, les populations font recours ailleurs régulièrement aux fétiches et autres procédés mystiques («*Dialan*» par exemple dans le Kédougou) pour résoudre des problèmes de santé que la médecine moderne ne peut résoudre ou pour contourner les coûts élevés de soins.

Par rapport à la question de l'habillement, le recours à la friperie par les ménages, les jeunes filles et les jeunes garçons. Ensuite, les emprunts, les échanges d'habits auprès de personnes proches, de frères, de sœurs ou d'amis sont courants et se font sans aucuns gênes dans les villes.

Les ajustements à la pauvreté sont complétés par des stratégies de sortie de crise. En effet, face à l'ampleur de la crise, les populations et les ménages tentent de faire face en mettant en place des mécanismes de sortie de crise. Ici, les populations gèrent le présent en pensant au futur.

Il s'agit de stratégies de captation de ressources principalement financières. Ces stratégies de captation peuvent être différentes selon que l'on est au niveau des centres urbains ou des campagnes. Elles sont variées et couvrent pratiquement tous les secteurs d'activités. Les stratégies les plus revenues au cours des entretiens concernent :

En milieu rural, les stratégies comprennent principalement la vente de produits forestiers notamment dans le Bakel et dans le Kédougou, l'élevage et la vente de bétail ou de volaille. L'artisanat constitue également une stratégie de sortie de crise développée par certains groupes comme par exemple les Bassaris ou les Tendras dans le département de Kédougou.

Ensuite, les marchés hebdomadaires «*loumas*» (Koutiaba le dimanche, Salémata le jeudi, Ndogo Babacar le samedi, Nétéboulou le mardi) jouent un rôle très important non seulement pour le développement des échanges économiques entre les différents agents économiques mais participe de façon fort remarquable à lutter contre le manque, la privation en ressources financières.

Toutes les catégories socio-économiques tirent profit des activités engendrées au cours de ces marchés. Les revenus tirés individuellement par les différentes catégories socio-économiques peuvent être très importants.

Ces différentes stratégies qui ne sont pas les seules permettent aux populations rurales de disposer de revenus leur permettent de se prendre en charge et de prendre en charge leur progéniture et autres parents proches.

En milieu urbain, les stratégies sont beaucoup plus collectives et tournent autour de regroupements à caractère social et économique. Les formes les plus dynamiques sont les Groupements de Promotion Féminine (GPF) et les tontines. Ces structures gérées naturellement par les femmes sont de véritables pôles d'échanges et de solidarité entre elles.

Les GPF qui ont un caractère beaucoup plus formel s'investissent dans moult activités génératrices de ressources financières dont les plus revenues concernent, entre autres : le maraîchage, l'agriculture, la teinture, la couture, l'artisanat, le commerce.

Les activités de promotion sociale non moins importante se mènent à travers la mobilisation et la sensibilisation des populations sur des thèmes en rapport avec la santé maternelle et reproductive, l'assainissement, l'hygiène, etc. Certaines femmes de ces GPF ont d'ailleurs reçu des formations en techniques d'animation familiale ce qui constitue une innovation majeure dans le processus d'évolution et d'adaptation de ces structures au contexte actuel.

Les tontines qui ont certes un caractère informel jouent un rôle très important aussi bien dans le processus de socialisation que dans la capacité à générer des ressources financières associées de plus en plus à des ressources en nature (tissus, produits cosmétiques et de beauté, ustensiles de cuisine, etc.).

Ce qui est important c'est qu'il existe d'autres issues de sortie de crise et de captation de ressources non moins importantes mises en branle par les populations et les ménages pour tourner le dos complètement à la misère et à la pauvreté.

Ces stratégies socio-économiques de captation de ressources sont le plus souvent appuyées et soutenues par des institutions et structures de développement.

L'intervention de ces institutions se fait principalement à travers : la construction et l'équipement d'infrastructures à caractère socio-économique (poste de santé, maternité, école, adduction d'eau, voirie, etc.), le financement

de micro projets et d'initiatives privées de développement, l'encadrement et la formation des organisations communautaires de base dans les domaines liés à leurs activités.

Dans la région de Tambacounda, les expériences majeurs dans domaine de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration des conditions de vie des ménages son menées par Le Projet de Promotion des Micro Entreprises Rurales (*PROMER*), le Fonds de Développement Local de Kédougou (*FDL*) qui est une initiative du FENU (Fonds d'Équipement des Nations Unies) et du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et le Sous Programme 1 du Programme Elargi de Lutte contre la Pauvreté (*PELCP*) appuyé par PNUD.

Enfin un ensemble d'actions prioritaires ont été identifiées par les populations elles-mêmes. Ces actions qui constituent des attentes fortes chez les populations tournent essentiellement autour de la mise en place d'unités de production de transformation de produits naturelles pour lutter contre le chômage surtout chez les jeunes, de la décentralisation et de l'accessibilité du crédit aux groupes les plus démunies, du désenclavement notamment dans le Bakel et dans le Kédougou et aussi de l'équipement en matériels agricoles.

PREMIERE PARTIE

PREMIERE PARTIE : PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1.1. Le contexte national

Cette Enquête Perception Pauvreté au Sénégal (EPPS) se déroule dans un contexte particulier marqué par un retour de la croissance économique. Selon les estimations, le Produit Intérieur Brut (PIB) a progressé en moyenne de plus de 5% depuis 1995.

Cette situation économique n'a pas pour autant amélioré les conditions de vie des populations urbaines et rurales et les indicateurs du développement humain sont toujours au rouge : le taux brut de scolarisation pour l'enseignement primaire se situe encore à 70 %, tandis que le taux global de scolarisation tourne autour de 32%. Les indicateurs de santé sont aussi en deçà des normes édictées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), même si des progrès ont été réalisés.

Pour face à l'amplification de la détérioration des conditions de vie des populations et des ménages, le Sénégal s'est engagé, à Copenhague lors du sommet mondial sur les établissements humains en 1995 à définir une stratégie de réduction de la pauvreté. En plus des programmes sectoriels dans le domaine de la santé, de l'éducation, des infrastructures de base, un Plan de Lutte contre la Pauvreté en cours d'exécution a été formulé en 1997. Au sommet de Libreville en janvier 2000, le Sénégal, comme d'ailleurs la plupart des Etats africains, s'est à nouveau engagé à redoubler d'efforts pour promouvoir une croissance forte et durable et réduire la pauvreté à l'horizon 2015 conformément aux engagements de Copenhague.

Les grandes lignes de la stratégie tracée à cet égard mettent en exergue la mobilisation des décideurs, les différents acteurs pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion à travers un renforcement du lien entre la réduction de la pauvreté et la programmation macroéconomique. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés à laquelle le Sénégal est éligible s'inscrit dans ce cadre et le Sénégal s'est aussi engagé auprès des institutions de Bretton Woods à élaborer un « Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) avant la fin de l'année 2001.

1.2. Le contexte régional

L'Enquête Sénégalaise sur les Priorités (ESP, 1992) réalisée par le Ministère de l'Economie des Finances et du Plan a permis d'identifier des groupes cibles vulnérables et de fournir des indications sur les conditions de vie des ménages sénégalais. Cette étude place la région de Tambacounda parmi les plus

pauvres du Sénégal. Cette situation a conduit les autorités régionales sous la direction du Conseil Région à élaborer un Plan Régional de Développement Intégré (PRDI).

Le PRDI est un outil de pilotage et d'orientation, un cadre stratégique de référence qui vise la réalisation d'un développement harmonieux et durable pour la région de Tambacounda. C'est donc un outil de planification qui devrait permettre à la région de fixer les objectifs de développement local dans le cadre de la décentralisation en cours, les stratégies appropriées pour promouvoir ce développement.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

2.1. Objectif général

Cette étude a pour objectif général de saisir la réalité socio-anthropologique de la pauvreté dans la région de Tambacounda.

2.2. Objectifs spécifiques

- Analyser les perceptions et représentations des populations de la pauvreté et déterminer les formes et les mécanismes de vulnérabilité, d'insécurité, de risques, d'exclusion et de marginalisation.
- Déterminer les points de rupture dans le vécu des populations et les tendances du vécu au quotidien de celles-ci.
- Déterminer les ajustements des populations face à cette pauvreté et analyser les stratégies socio-économiques mises en oeuvre par ces dernières;
- Analyser les impacts des perceptions sur la pauvreté et le bien être dans l'organisation des cités et faire une typologie de la sémiologie populaire relative à la pauvreté;
- Analyser l'action des institutions gouvernementales ou privées intervenant dans la lutte contre la pauvreté et de définir les actions et stratégies prioritaires de la réduction de cette pauvreté dans la région de Tambacounda.

II. FINALITE DE L'ETUDE

Cette étude a pour finalité de déterminer un cadre de référence stratégique pour la région de Tambacounda en matière de lutte contre la pauvreté et de formulation de politique économique régional pour le développement socio-

économique de la zone.

Ce document qui s'appuiera sur les programmes existants sera : (i) un outil de coordination pour impulser le partenariat entre les acteurs intervenant dans la région; (ii) un instrument de mobilisation de ressources et de recentrage des actions de développement de l'Etat dans la région autour d'objectifs clairement définis, assortis d'indicateurs de performance et d'impact; (iii) un cadre pour un développement communautaire efficace pour la région. Le document doit aider à :

- L'élaboration du «**Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)**» que le gouvernement du Sénégal a pris l'engagement d'élaborer auprès des institutions de Bretton Woods afin de bénéficier de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés.
- Définir un cadre stratégique de référence national pour la lutte contre la pauvreté tenant compte des objectifs économiques et sociaux à viser et spécifier les différentes réformes à conduire pour leur réalisation.

III. RECENCEMENT DES PRINCIPAUX TRAVAUX RELATIFS A LA PAUVRETE DANS LA REGION DE TAMBACOUNDA

Il existe peu de travaux consacrés sur la pauvreté à la région de Tambacounda. Certains de ces travaux ne sont pas disponibles sur le terrain. C'est le cas notamment de l'étude sur la pauvreté de M. Salam FALL, sociologue à l'IFAN. Les principales études consultées sont :

1. BA. S. G, 2000 : **Les manifestations de la pauvreté dans la région de Tambacounda**. Service Régional de la Statistique de Tambacounda.
2. Conseil Régional, 2001 : **Plan Régional de Développement Intégré de Tambacounda 2001-2006**.
3. Conseil Régional de Tambacounda, SP 2 (PNUD), 2000 : **Programme d'investissement d'urgence de la poche de la Falémé. Arrondissement de Keniéba/Département de Bakel**. Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire/Direction des Collectivités Locales, PNUD/PELCP.
4. Volontaires du Service Civique National, 2001 : **Initiative pour le développement local : Approche des problèmes des populations du « mythe » du département de Kédougou : Fongolimbi**.

IV. PRESENTATION DES AXES OU HYPOTHESES MAJEURS DE RECHERCHE DES PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE

Un certain nombre d'hypothèses recherche des perceptions de la pauvreté peuvent être décrites.

- **Le modèle d'ascension sociale est incarné par les émigrés «Francenabé».**

Ces derniers grâce aux capitaux emmagasinés occupe une position sociale enviable. Ces derniers en peu de temps arrivent à faire des réalisations (maisons en durs, étages, etc.) que ceux qui sont restés et qui ont un travail stable n'ont pas pu faire. Les plus grands et les plus beaux bâtiments en campagnes comme en ville sont la propriété de ces émigrés. Les populations estiment que les ménages sans émigrés n'ont d'autre soutien que l'agriculture.

- **La paupérisation des ménages ruraux découle principalement de la crise des systèmes de production**

En campagne, les ménages aisés avaient comme principale source de revenus les activités agricoles. Mais la crise climatique et les pratiques agricoles inadaptées ont déclenché un processus de paupérisation des masses rurales.

- **La crise est un facteur de déstructuration des cadres sociaux tandis qu'un fort ancrage aux coutumes participe au maintien de ces références sociales.**

En ville, la crise est un facteur de redistribution des rôles au sein de la famille. Cela engendre un effritement du rapport d'aînesse au profit de ceux qui drainent le plus de ressources. Toutefois, en campagne la tradition et son poids constituent des formes de résistances encore solides. Malgré la crise, les aînés sont toujours obéis et écoutés

V. CONTEXTE DE LA ZONE DETUDE

1. PRESENTATION DE LA REGION

La région de Tambacounda est située entre les latitudes 12° 20 ET 15° 10 Nord et les longitudes 11° 20 et 14° 50 Ouest. C'est la région administrative la plus vaste du pays avec 59602 km² soit 30% du territoire national. Elle est limitée :

Au Sud par la République de Guinée Conakry;

A l'Est par les Républiques du Mali et de la Mauritanie;
 A l'Ouest par la République du Gambie et les régions de Kolda et de Kaolack.
 Au Nord par la République Islamique de Mauritanie et les régions de Louga et de Saint-louis.

La région compte trois départements : Tambacounda, Kédougou, Bakel, 13 Arrondissements, 35 Communautés Rurales, 3 Communes, 1465 Villages, 413 Hameaux. (Tableau n° 1)

2. CONTEXTE PHYSIQUE

A la différence du reste du pays plat, monotone, le relief de la région de Tambacounda peut être globalement considéré comme accidenté. On distingue deux types contrastés de modèles : Le socle ancien qui comporte les reliques de montagnes du Fouta Djallon, se caractérise par des hauteurs de 250 à 540 m d'altitude, constitué principalement par les Monts Bassari et les collines du Boundou. Le Continental Terminal est marqué par une pénéplaine entrecoupée par des dépressions ou vallées alluviales appartenant aux systèmes du bassin fluvial de la Falémé notamment de la Gambie.

La région est située dans les zones phytogéographiques Soudano sahélienne et Soudano guinéenne. La pluviométrie varie du Nord au Sud entre 600 et 1300mm voire 1500mm à l'extrême Sud.

On distingue deux grandes périodes de régimes thermiques : La période de basses températures de juillet à février avec cependant plus de fraîcheur au mois de Décembre et de janvier (25 à 28°C). La période de hautes températures entre Mars et juin (29 à 33°C).

Les principaux types de sols de la région sont :

- Les vertisols;
- Les sols minéraux bruts d'érosion (lithosols) ;
- Les sols peu évolués d'érosion gravillonnaire
- Les sols hydromorphes et halomorphes.
 - Les sols ferrugineux tropicaux non lessivés, lessivés sans concrétions et lessivés à concrétions;

Les sols ferrugineux tropicaux et les sols peu évolués d'érosion sont prédominants.

Le réseau hydrographique comprend le Sénégal, la Falémé, la Gambie et leurs affluents. Les ressources en eau souterraine proviennent de la nappe phréatique du Continental Terminal souvent profond et de la nappe captive du Maestricien exploitable par les forages.

La végétation est abondante et variée compte tenu des conditions écologiques favorables à son développement et de la diversité des écosystèmes. On note la présence du Parc National du Niokolo Koba (913000ha), de la Zone d'Intérêt Cynégétique de la Falémé (260678 ha) et des forêts classées (1861309 ha) qui font de la région le dernier bastion de la faune et de la flore du pays.

Tableau n° 1 : Situation administrative actuelle de la région de Tambacounda

DEPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	COMMUNAUTE RURALE
BAKEL	<i>Balla</i>	<i>Bani israel, D ougué Kothiary</i>
	<i>Diawara</i>	<i>Ballou, Gabou, Moudéri</i>
	<i>Goudiry</i>	<i>Goudiry, Koulor</i>
	<i>Kidira</i>	<i>Bele, Sinthou Fisa</i>
	<i>Kéniéba</i>	<i>Sadatou, Gathiary, Médina foulbé</i>
KEDOUGOU	<i>Bandafassi</i>	<i>Bandafassi, Tomboronkoto</i>
	<i>Fongolimbi</i>	<i>Fongolimbi, Dimboli Médina baffé</i>
	<i>Saraya</i>	<i>Khossanto, Missira sirimana Saraya</i>
	<i>Salémata</i>	<i>Salémata, Daka teli</i>
TAMBACOUNDA	<i>Koumpentoum</i>	<i>Koumpentoum, Bamba ndiayene, Kouthiaba Wolof Malem niani</i>
	<i>Koussanar</i>	<i>Koussanar, Sinthiou Malem</i>
	<i>Maka</i>	<i>Maka, Kayene, Ndogo babacar</i>
	<i>Missira</i>	<i>Missira, Dialakoto Nétéboulou</i>

Source : PRDI, 2001-2006.

3. LES STRUCTURES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

3.1. Aperçu sur l'histoire du peuplement régional

L'histoire du peuplement de l'ère géographique de la région est fortement liée aux vagues paléo migratoires qui se sont succédées dans la sous région à la suite du déclin de l'empire du Ghana et du Mali. En ce qui concerne la région de Tambacounda Mamadou Saliou BALDE explique par exemple l'installation

des Malinkés (qui venaient du Nord et de l'Est) au XIIIème siècle sur les terres fertiles de la région aurifère de Kédougou. Les Malinkés succédaient à un certain nombre de populations parmi lesquelles on note les Koniaguis, les Dialonkés et les Soninkés.

Au XIXème siècle un commerçant du Gadiaga, zone dans laquelle se trouve la ville sénégalaise de Bakel, Saliem BA , accompagné de son frère fonda avec l'autorisation des maîtres Malinké (Dugutigi), le village de Kédougou, qui sera plus tard érigé en chef-lieu de cercle, puis en Capitale départementale. Ce mouvement migratoire va se poursuivre pendant toute la moitié du XX ème siècle avec une prédominance de l'émigration en provenance du sud (Fouta Djallon). De nos jours, malgré l'inexistence du contexte historique qui prévalait à l'époque, la région de Tambacounda continue à être une zone d'accueil des migrants de la sous région et des autres régions du pays.

3.2. Evolution et accroissement de la population

En 2000, la population de la région était estimée selon la Direction Prévision et de la Statistique (DPS) à 518040 habitants. Cette population est passée de 162713 habitants en 1961 à 287313 habitants en 1976 pour atteindre 385982 habitants en 1988. Entre 1961 et 2000, la population de la région a été multipliée par 3 et durant la période 1976-1988 le taux d'accroissement moyen annuel se situait autour de 2,5%. Ce niveau de croissance démographique est relativement élevé.

3.3. Structure de la population

La répartition de la population en 1988 par grands groupes d'âges et par sexe fait apparaître la prédominance de la tranche d'âge 0-19 ans, caractérisant ainsi l'extrême jeunesse de la population. En effet les jeunes de moins de 20 ans représentent 58% de la population totale. En considérant le sexe on constate que dans la tranche d'âge de 60 ans et plus, les hommes sont plus nombreux que les femmes en 1976 et en 1988. Par ailleurs, dans la tranche d'âge des moins de 20 ans, les hommes sont numériquement plus importants que les femmes.

3.4. Répartition de la population

3.4.1. Evolution de la répartition de la population selon les départements

La répartition de la population selon les départements est déséquilibrée. Le département de Tambacounda concentre 56 % de la population régionale avec une densité de 14 hbts/ km². Le poids de la population du département de Tambacounda en valeur relative dans la population s'est renforcé entre 1976 et 2000. En effet de 47% en 1976, cette part est passé à 52% en 1988 pour

atteindre 56% en 2000. L'augmentation du poids de la population du département de Tambacounda dans la population régionale s'est faite au détriment des départements de Bakel et de Kédougou. Au niveau des arrondissements et des communautés rurales, l'inégale répartition de la population se traduit par de grands écarts de densité allant de 2hbts/km² à 27hbts/km² pour les arrondissements et de 0,4hbts/km² à 58hbts/km² pour les Communautés Rurales.

3.4.2. Evolution de la répartition de la population urbaine et rurales

La population de la région de Tambacounda est à plus de 80% rurale. Cette population rurale est très mal répartie entre les départements. En effet, la population est concentrée dans le département de Tambacounda. Cette population rurale est passée de 147713 personnes en 1961 à 426558 personnes en 2000. La population urbaine représente 18% de la population totale et se caractérise par une répartition déséquilibrée entre les départements. En effet le département de Tambacounda concentre à lui seul 72% de la population urbaine contre respectivement 17%et 11% pour les départements de Kédougou et de Bakel. La population urbaine de la région est passée de 15000 personnes en 1961 à 91482 personnes en 2000

3.4.3. Répartition de la population selon l'ethnie.

Le groupe Pulaar est le plus important de la région (41,1%, RGPH 1988). Le groupe Manding et le groupe Sarakholé constituent respectivement 17,4% et 11,2%. Ces deux groupes ethniques sont très présents dans le département de Bakel où ils constituent 30,8% de la population totale. Le groupe Wolof par contre représente 8,8%de la population régionale. Les Bambaras et les Sérères qui représentent respectivement 3,2% et 3% de la population régionale. Il y a ensuite d'autres groupes minoritaires, comportant en général des ethnies autochtones comme les: Bassaris, les Koniaguais, les Tendas, les Djallonkés, etc. et des ethnies allogènes comme les Diolas, les Mankagnes, les Mandjack. Les ethnies autochtones résident principalement dans le département de Kédougou.

3.5. La dynamique de la population

3.5.1. Les mouvements naturels

Les données en matière de fécondité, de mortalité et d'accroissement naturel de la population font défaut dans la région. Néanmoins, d'après les enquêtes réalisées dans le cadre de EDS II, les niveaux actuels de la mortalité se présentent comme suit pour les régions de Saint louis et de Tambacounda (Tableau n°2).

Tableau n° 2 : Taux de mortalité

	St louis/Tamba
Mortalités	Taux pour 1000
M. Néonatale	43
M. postnatale	54
M. infantile	96
M. juvénile	66
M. infantilo juvénile	156

Source : PRDI, 2001-2006.

3.5. 2. Les migrations

Compte tenu de sa position géographique et de son appartenance à un espace ethnolinguistique sous régionale, la région de Tambacounda est le centre d'importants mouvements migratoires.

Les migrations internationales : Ce type de migration n'est pas maîtrisé même s'il est connu que la région reçoit d'importants flux migratoires en provenance des pays voisins. Selon les données issues des recensements de 1976 et 1988, les étrangers représenteraient respectivement 4% et 5% de la population régionale dont plus de la moitié sont des ressortissants de la Guinée Conakry. La région connaît cependant d'importants départ vers les pays développés et certains pays africains. Ces départs affectent particulièrement le département de Bakel.

Les migrations inter régionales : Selon les données du recensement de 1988 la région de Tambacounda est une zone d'émigration. Ensuite il a été dénombré au courant de ces 5 dernières années 8168 immigrants contre 6660 émigrants soit un solde positif de 1508 personnes. Concernant la « migration durée de vie », il a été dénombré 54186 migrants au recensement de 1988. Parmi ces migrants, 30409 sont des immigrants et 23777 des émigrants soit un solde migratoire de 6632 personnes. Les immigrants représentent 8% de la population régionale et 78% d'entre eux se sont installés dans le département de Tambacounda.

- Les migrations intra régionales

Selon le recensement de 1988, 27753 personnes ont été affectées par ce phénomène, dont 17826 résidents absents et 9927 passagers, représentant 7% de la population totale. Au niveau des résidents absents et des passagers, les hommes constituent respectivement 60% et 64% de l'ensemble. Parmi les

résidents absents, 83% sont des ruraux.

4. ATOUTS ET CONTRAINTES DE LA REGION

4.1. Le Sous secteur agricole

Les possibilités de développement de l'agriculture reposent sur la disponibilité d'importantes terres arables (2092000 ha), la disponibilité d'importantes ressources en eau de surface et souterraine, l'existence de terres irrigables (150000 ha), l'adaptation des variétés au milieu, une pluviométrie favorable comprise entre 500 et 1500mm, l'amorce d'une dynamique organisationnelle au niveau des populations et enfin la disponibilité de la fumure organique.

Les principaux obstacles au développement agricole se résument : à l'enclavement de la zone qui rend difficile l'intervention des services d'encadrement et l'écoulement des productions, à la faiblesse de l'accès au crédit, aux conditions climatiques, à la baisse de la fertilité des sols, au faible niveau d'équipement agricole et à l'état obsolète du matériel agricole, au coût élevé des intrants agricoles.

4.2. Sous secteur de l'élevage

Du point de vue des potentialités, la région compte un cheptel important et diversifié, les pâturages naturels exploitables représentent 16% du territoire national, l'existence d'importantes quantités de coton et de résidus de récoltes céréalières non valorisés, les qualités de rusticité de la race Ndama et de sa trypanotolérance, l'existence de race adaptée aux conditions écologiques, la disponibilité de l'eau et du fourrage en hivernage, la disponibilité d'un marché extérieur pour la race Ndama, l'amorce d'une dynamique organisationnelle des éleveurs.

Les principales contraintes qui freinent le développement de l'élevage sont : l'insuffisance du maillage des points d'eau pour l'abreuvement du bétail, la destruction des pâturages naturels par les feux de brousse, le manque d'organisation de la commercialisation, les conditions d'octroi de crédit non adaptés, l'insuffisance des moyens en personnel et logistiques, le caractère extensif de l'élevage qui fait qu'on a des performances en deçà des potentialités zootechniques du cheptel (productivité faible), l'insuffisance des établissements de transformation conforme aux normes admises, le manque d'équipement de collecte, de conservation et de traitement de lait et enfin l'importance du vol de bétail.

D'autres facteurs en amont expliquent cette situation à savoir : insuffisance des services vétérinaires, difficultés d'accès aux produits usinés, etc.

4. 3. Sous secteur forêt et protection de la nature

De par ses conditions climatiques, l'importance de son domaine forestier, la région de Tambacounda constitue l'une des dernières réserves du pays. Les principales potentialités reposent sur d'importantes formations forestières diversifiées couvrant 5406300 ha soit 91 % de la superficie régionale et comprenant : 20000 ha de forêt galeries, 1496600 ha de savanes boisées, 5400 ha de steppes arborées, 3684500 ha de savanes arborées et 200000 ha de savanes arbustives, une bonne pluviométrie et une diversité écologique, la politique de décentralisation et l'adoption d'un nouveau code forestier qui responsabilise davantage les communautés dans la gestion et l'exploitation de la ressources ligneuse, l'existence d'un syndicat d'initiative du tourisme et d'une association des professionnels du tourisme. Les productions forestières concernent les combustibles ligneux (charbon de bois et bois de chauffe), le bois d'œuvre, le bois de service et les produits de cueillettes. Les recettes tirées de cette exploitation varient entre 600 et 800 millions de f CFA dont près de 95 % sont constituées par les recettes des combustibles ligneux.

Les contraintes identifiées dans ce sous secteur s'articulent autour des points suivants : la surexploitation de ressources forestières, les feux de brousse, l'extension des défrichements, le manque de personnel d'encadrement et de moyens logistiques.

4.4. Sous secteur du tourisme

La nature fait de la région un cadre idéal pour le développement et la diversification des activités touristiques. C'est ainsi que nous avons plusieurs formes de tourisme comme le tourisme cynégétique, culturel, de découverte, de vision et de safari photo.

Les principales potentialités :

- Le Parc National du Niokolo Koba
- La Zone d'Intérêt Cynégétique et des zones amodiées (772000 ha);
- Les vestiges historiques comme le pavillon René CAILLE de Bakel, les forts de Bakel et Sénoudébou, la zone de mégalithes;
- Les manifestations culturelles avec les fêtes traditionnelles Bassari;
- Les paysages variés et pittoresques constitués par les massifs forestiers, les contreforts du Fouta Djallon et les chutes d'eau de Dindifélo.

Les contraintes majeures concernent :

- L'enclavement de la région et l'insuffisance des infrastructures touristiques;
- La persistance du braconnage et la dégradation de l'environnement;
- L'absence d'une politique de promotion de la destination Tambacounda ;

- La faiblesse des capacités techniques des ressources humaines.

4.5. Sous secteur de l'hydraulique rurale

Les principaux atouts de ce sous secteur se résument à la disponibilité de l'eau souterraine dans le bassin sédimentaire, l'existence d'un important réseau hydrographique, la priorité accordée à l'alimentation en eau potable des populations par les pouvoirs publics et la dynamique organisationnelle des populations.

Les contraintes du sous secteur sont les suivantes : La présence du socle dans la façade Est de la région, la préférence pour certaines populations de l'eau de surface à l'eau des puits, la diversité des marques et types de pompes et moteurs entraînent des difficultés pour la constitution d'un stock de pièce de rechange, le mauvais fonctionnement des comités de gestion, la dispersion des villages, la vétusté des équipements mécaniques et le manque de moyens matériel et humain des services techniques.

4.6. Sous secteur de l'hydraulique urbaine

La desserte touche 19% de la population régionale. Au niveau de la région, 8 forages fonctionnels approvisionnent les villes. Le taux de couverture des besoins urbains se situe autour de 116,3%.

Les contraintes liées au développement de l'hydraulique urbaine concernent : les coûts élevés des investissements, de la maintenance et du fonctionnement, la non généralisation des nappes souterraines dans le socle, la dispersion de l'habitat et la faible taille de population des agglomérations, le manque de dynamisme organisationnel des populations, la cherté de l'eau.

4.7. Sous secteur de l'industrie

Les principaux atouts de la région résident dans la mise en valeur des énormes potentialités minières et la valorisation des importantes ressources animales et agricoles. La région est actuellement en marge de l'activité industrielle en détenant seulement 2% des emplois permanents et en ne contribuant qu'à hauteur de 2% à la Valeur Ajoutée Nationale. La région dispose que de deux unités de dégraissage de coton implantées à Tambacounda et à Kédougou et appartenant à la SODEFITEX. L'industrialisation est encore à un stade embryonnaire dans la région de Tambacounda. Son développement est limité par : la faiblesse des infrastructures routières qui rend difficile l'accès aux zones de production, la faiblesse du pouvoir d'achat de populations qui n'offrent pas de débouchés pour permettre l'implantation d'unités de fabrication de produits de consommation finale ou pour l'artisanat, la faiblesse de la production agricole

qui ne permet pas sauf pour le coton de dégager des excédents justifiant l'implantation d'unités de transformation, le faible taux d'électrification, l'étroitesse du marché local, le coût élevé des facteurs de production, le caractère saisonnier de l'activité industrielle.

4.8. Sous secteur mines et géologie

Le potentiel minier localisé essentiellement dans le socle ancien qui couvre environ 31000 km² constitue d'importantes réserves de minerais de fer de bonnes qualités, d'or et de marbre. On note également la présence d'importantes ressources minières non encore exploitées (manganèse, nickel, diamant, platine, phosphate, argent, cuivre, etc.). Le coût élevé des investissements et l'enclavement constitue les principaux facteurs handicapant au développement de ce sous secteur.

5. SERVICES SOCIAUX DE BASE

5.1. Santé et l'hygiène

La situation de la région a connu de réels progrès ces dernières années. Toutefois, la partie Sud Est de la région se caractérise encore par la présence de maladies endémiques notamment l'onchocercose et le ver de Guinée. Le paludisme reste encore de très loin la principale cause de mortalité dans la région. La couverture en infrastructures de la région est relativement faible. En effet, la région ne dispose que d'un hôpital. On compte 1 centre de santé pour 112129 habitants et la distance moyenne qui sépare les centres de référence des postes de santé est de 75 km.

En milieu rural, on note un élan de mobilisation des populations par la réalisation d'infrastructures, et par l'achat de médicaments. Malgré cet effort, les populations continuent de faire de longues distances pour se soigner. La couverture en personnel de santé de la région est la suite : 7 médecins, soit 1 médecin pour 100000 habitants, 77 infirmiers soit 1 infirmier pour 4000 habitants, 17 sage femmes soit 1 sage femme pour 6596 femmes en âge de procréer.

Les contraintes dans le domaine de la santé tourment essentiellement autour de l'insuffisance numérique des infrastructures, des équipements sanitaires, du personnel qualifié et des structures d'éducation pour la santé; la forte prévalence de maladies endémiques et e MST/Sida, la pénurie fréquentes de médicaments et de vaccins, des difficultés d'évacuation des malade, le taux élevé de grossesses précoces et non désirées et de la mortalité maternelle et infantile, le coût élevé des appareils pour les handicapés et les médicaments, la menace de maladies à potentiel épidémique.

5.2. Assainissement

Le sous secteur présente des atouts que sont : la gestion de proximité, l'appui apporté aux collectivités locales par différents programmes et la décentralisation. Sa situation présente est marquée par l'absence de réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales au niveau des villes de la région. Aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, le péril fécal constitue un problème réel compte tenu de ses effets néfastes sur les nappes souterraines. Dans la région, seul 9% des concessions sont connectées au réseau d'adduction d'eau potable de la Société Des Eaux (SDE). La majorité des ménages s'approvisionnent au puits ou directement au niveau des cours d'eau. Ce système encore traditionnel présente des risques de parasitoses qui ne manquent pas d'affecter la santé des usagers (onchocercose, diarrhées, etc.).

Les principales contraintes sont : l'inorganisation de populations ainsi que le manque de moyens matériels et financiers, l'absence de réseau d'assainissement, l'insuffisance des infrastructures hydrauliques, le manque d'e formation et de sensibilisation des populations sur les méfaits du péril fécal et le manque de système opérationnel de collecte et de gestion d'ordures.

5.3. Scolarisation et alphabétisation

La région de Tambacounda occupe le 4ème rang en matière de scolarisation du pays. La dispersion et la taille des établissements humains font qu'on trouve rarement de gros villages capables de polariser en cas d'implantation d'école. Les statistiques scolaires se présentent comme suit :

Le préscolaire

5 établissements publics et 2 privés ;
49 garderies communautaires ;
815 élèves dont 400 filles.

L'élémentaire

520 écoles dont 17 non fonctionnels ;
1260 classes dont 84 non fonctionnels ;
55000 élèves dont 24525 filles ;
1275 maîtres dont 496 instituteurs, 132 maîtres contractuels, 779 volontaires.

Enseignement moyen secondaire général

2 lycées d'enseignement général ;
13 collèges d'enseignement moyen dont 9 publics et 4 privés ;

Enseignement technique et formation professionnelle

- 1 lycée technique industriel et minier à Kédougou ;
- 3 centres d'enseignement technique féminin ;
- 1 centre d'enseignement technique privé à Tambacounda.

En ce qui concerne l'alphabétisation, la région est encore à un taux de 21% ce qui montre les importants efforts à déployer les adultes.

Les contraintes du sous secteur sont : la faible fréquentation des établissements scolaires surtout en milieu rural, le nombre élevé d'école à 1 et 2 classes et d'abri provisoire, la réticence de parents à scolariser leurs enfants, notamment les jeunes filles, la dispersion de l'habitat et la faible densité de la population, le déficit en équipement et en locaux fonctionnels, le manque d'établissement d'enseignement technique et professionnel, le faible revenu des populations.

5.4. L'emploi

La région compte 142605 actifs dont 7553 chômeurs soit un taux de chômage de 3.5 %. Les capacités d'offre d'emploi de la région sont limitées par son faible niveau de développement malgré l'importance de ses ressources et potentialités. Les sous secteur agricole et artisanal constituent les principaux pourvoyeurs d'emploi. Le développement de l'offre est handicapé par : l'insuffisance de débouchés et de la qualification professionnelle des demandeurs, la faible implantation du système de financement décentralisé, les difficultés d'accès au crédit (apport personnel difficilement mobilisable), l'abandon des activités rurales avec l'exode des jeunes, un esprit entrepreneurial peu développé et enfin une faible maîtrise des filières de production.

5.5. Le transport

Pour le *transport routier*, les atouts majeurs sont :

- La volonté politique pour le désenclavement de la région ;
- La mise en valeur des ressources économiques de la région ;
- La disponibilité de matériau de construction de route comme la latérite ;
- La position de plaque tournante de la région par rapport à la sous région.

Les statistiques pour le réseau routier se présentent comme suit :

Routes Nationales : 750 km dont 670 revêtues et 80 non revêtues ;
Routes Départementales : 2408 km dont 61.5 revêtues et 2346.5 non revêtues.

revêtues.

Concernant le *transport aérien*, la région dispose d'un aérodrome d'intérêt national à Tambacounda et de deux aérodromes d'intérêt secondaire à Bakel et Kédougou. Dans le cadre de la mise en valeur des potentialités de la région, des pistes d'atterrissages existent à Simenti, Niokolo Koba, Koudékoura, Garebouya et Sabodala. Les principales contraintes restent le coût élevé du transport, la faiblesse du pouvoir d'achat des populations et l'irrégularité du transport.

S'agissant du *transport ferroviaire*, les atouts sont constitués par le caractère sous régional du réseau, la capacité importante de transport, la valorisation des énormes potentialités de la région et le développement des échanges dans la sous région. La voie ferrée Dakar-Bamako traverse la région sur 300 km. Les contraintes concernent l'état vétuste de la voie ferrée et du matériel roulant ce qui explique la fréquence des déraillements, l'insécurité et la mauvaise qualité des services.

5.6. Urbanisme et habitat

Dans la région, la qualité et le confort de l'habitat sont assez précaires. Les opportunités sont : la responsabilisation des collectivités locales dans la planification urbaine et la gestion du cadastre rural, l'engouement des émigrés à investir dans le bâti, l'existence d'un potentiel important de matériaux locaux adaptés à la construction. L'habitat planifié est très peu développé dans la région où il n'y a environ que 188 logements de type économique réalisés par la SNHLM. Cependant, avec les émigrés qui investissent massivement dans le sous secteur, la qualité et le confort de l'habitat se sont considérablement améliorés. Les contraintes sont liées à la cherté des matériaux de construction importés, le manque de viabilisation des lotissements, le manque d'instruments actuels de planification et de gestion du développement des villes.

DEUXIEME PARTIE

DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE

I. LE CIBLAGE DES ZONES A ENQUETER

Il s'agissait de mener des enquêtes dans les zones les plus pauvres selon la perception des populations. Ces enquêtes devaient couvrir aussi bien les zones rurales que les localités urbaines. Ainsi, il fallait intervenir à différents niveaux :

- ✓ Trois (3) villes pour chaque région;
- ✓ Trois (3) quartiers par ville;
- ✓ Trois (3) villages dans trois arrondissements différents.

II. LES CRITERES DE CHOIX DES SITES D'ENQUETE

Pour l'enquête rurale, les résultats préliminaires de la base de données des villages² ont été mis à profit. En effet, ce document propose des données de différenciation désagrégée par communauté rurale à l'échelle de tout le pays. Différentes variables relatives aux services sociaux de base sont documentées : Point d'eau, école primaire, poste de santé, commerce, route. Nous avons ensuite procédé par sommation des scores obtenus par variables afin de faire un classement par moyenne dans chaque région des communautés rurales les plus exposées à la déficience en infrastructure de base.

Cependant, compte tenu des réalités fortement handicapantes rencontrées sur le terrain et du classement effectué par niveau de vulnérabilité selon la perception des informateurs clés rencontrés sur place, nous avons apporté des ajustements par rapport à nos critères de départ. Ainsi, les zones rurales contenues dans le tableau n°3 ont été enquêtées :

Pour l'enquête urbaine, nous avons combiné le classement par ordre de vulnérabilité fait par des informateurs clés à celui effectué par les agents des services techniques rencontrés (Service Régionale de la Prévision et de la Statistique, Service Régional de la Planification, Service Régional de l'aménagement du territoire, des mairies etc.).

Ces deux classements en réalité se recoupent et convergent vers les mêmes quartiers considérés comme étant les plus vulnérables de la commune. (Tableau n° 4)

²Direction de la Prévision et de la Statistique, Programme de lutte contre la pauvreté, Projet de fonds d'investissement Social, 2000, Mise à jour de la base de données des villages. Résultats préliminaires, juin.
Enquête Perception de la Pauvreté au Sénégal : Rapport Régional de Tambacounda. Juillet 2001

Tableau n° 3 : Villages enquêtés en zone rurale

DEPARTEMENTS	TAMBACOUNDA	KEDOUGOU	BAKEL
COMMUNAUTES RURALES	Ndogo babacar Kouthiaba wolof Néttéboulou	Fongolimbi Dimboli Bandafassi	Gathiary Dougué Koulor
VILLAGES ENQUETEES	Chef lieu CR de Ndogo babacar Chef lieu CR de Kouthiaba wolof Chef lieu CR de Néttéboulou	Chef lieu CR de Fongolimbi Chef-lieu CR de Dimboli Chef lieu CR de Bandafassi	Chef lieu CR de Gathiary Chef lieu CR de Dougué Chef lieu CR de Koulor

Tableau n° 4 : Quartiers enquêtés en zone urbaine

COMMUNES	TAMBACOUNDA	KEDOUGOU	BAKEL
QUARTIERS ENQUETES	Gourel diadie Saré guilel Afia (Plateau)	Diguessou Togoro Dalaba	Bakel coura Daresalam Grimpallé

III. OUTILS DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DONNEES

Pour atteindre les objectifs assignés à l'étude nous avons privilégié des méthodes et techniques qualitatives de collecte et d'analyse de données. Ces méthodes sont basées sur des outils socio-anthropologiques. Il s'agit principalement de :

Le focus groupe : C'est un entretien de groupe homogène. Il vise à recueillir simultanément l'expérience et le point de vue de différentes personnes directement concernées par le problème en question. L'intérêt est de recueillir le vécu des acteurs «sans idées préconçues ni hypothèses à vérifier». C'est un outil qui s'inscrit dans une approche hypothético-inductive. Le guide d'entretien semi-directif qui est l'instrument d'animation doit comporter un nombre limité de points (2 à 4 au maximum).

Les entretiens de groupes ou individuels : Ces entretiens ont surtout été

privilegiés pour contourner la difficulté de mobiliser rapidement un groupe homogène. Ils ne peuvent se substituer au focus groupe mais permettent d'avoir une vue assez globale de la zone à enquêter (entretien de groupe) ou d'approfondir un certain nombre de thèmes qui sont difficilement abordés en public (entretien individuel).

Les biographies: Etant donné que la vie des individus reflète la vie sociale, l'approche biographique permet à partir des histoires individuelles de retracer celle de toute la société, de faire apparaître le contexte social. Elle vise la valorisation de l'expérience humaine pour mieux comprendre la société, sa dynamique. Selon que nous ayons une ou plusieurs sources d'information nous aurons un récit de vie ou une histoire de vie.

La matrice des revenus et des dépenses : L'objectif de cet outil est de comprendre la composition et la répartition des revenus et des dépenses selon les sources et le genre. Il permet aussi de quantifier les différentes sources de revenus et les postes de dépenses des membres de la communauté (hommes, femmes, groupes socio-économiques).

L'arbre à problèmes : Cet outil permet d'approfondir la compréhension des principaux problèmes, les causes, les effets et les solutions. Il permet aussi de mettre au clair les problèmes pouvant trouver une solution au niveau local, ceux qui nécessitent une assistance extérieure et ceux qui semblent insolubles, par exemple les catastrophes naturelles.

La carte sociale : Elle révèle la structure sociale, la composition selon les différents critères : richesse, ethnie, caste, religion, chef de ménage, taille, migration, etc. Elle sert d'introduction aux débats sur l'inégalité. Lors de son application, il faut s'assurer qu'aucun groupe socio-économique n'a été laissé de côté.

Le profil institutionnel : Il permet de mieux connaître les institutions déjà identifiées par les populations. Chaque institution est analysée au niveau de ses réalisations et de ses blocages pour l'avancée dans ses objectifs. Dans une démarche de développement local où se sont les acteurs locaux qui doivent porter les projets, il est important de s'assurer des capacités de ses acteurs.

Etudes de cas des expériences réussies de lutte contre la pauvreté : Il s'agit d'identifier diverses expériences en cours ou ayant déjà été menées. Cela concerne des programmes ou projets principalement axés sur la lutte contre la pauvreté mais également d'expériences de développement à la base.

Analyse contextuelle : Il s'agit de prendre en compte dans l'analyse :

Analyse contextuelle : Il s'agit de prendre en compte dans l'analyse :

- L'accès aux services sociaux de base : éducation, santé, eau potable, énergie domestique, transport, etc.
- L'accès aux ressources : revenus, ressources naturelles, ressources matérielles (équipement domestique, et biens), ressources culturelles, etc.
- L'accès à l'emploi, au logement, à la sécurité sociale et aux autres formes de mutualité.
- Les structures sociales : famille, taille du ménage, composition sociale, réseaux mobilisables, pratiques de coexistence et de solidarité, segmentation, réseaux relationnels.

IV. LES CONTRAINTES ET DIFFICULTES

Les contraintes sont de deux ordres principalement: celles liées au milieu naturel et celles relatives à la période de déroulement de l'étude. Il est aussi possible de mentionner une difficulté secondaire: le plurilinguisme de la zone.

Les contraintes relatives au milieu naturel : La région de Tambacounda du fait de son relief accidenté et de la distance importante entre les établissements humains est une zone où la mobilité est très réduite. Cet élément handicapant a été un des principaux obstacles au bon déroulement de l'étude. Certains villages déjà ciblés n'ont pu être atteints à cause de ces difficultés. Aucun véhicule n'a accepté de nous acheminer à Salémata qui faisant parti pourtant de notre ciblage. Par ailleurs, l'étape de Fongolimbi a entamé près de la moitié du budget de transport.

Dans l'avenir, de telles contraintes pourraient être levées si les spécificités de la zone en matière de mobilité étaient bien prises en compte par les structures commanditaires d'études

La période de la mission : La période durant laquelle s'est déroulée l'étude a coïncidé avec le début des travaux agricoles. Il a été parfois difficile de tenir des entretiens individuels ou collectifs avec les ruraux. Cette période était marquée par la célébration du Gamou ce qui n'a pas facilité la rencontre avec les autorités et les services techniques régionaux. Le début des pluies a accentué les difficultés de déplacement et le bon déroulement de l'étude.

V. LIMITES DES DONNEES RECUEILLIES

Il faut reconnaître que malgré les atouts certains présentés par la méthode de

collecte des données, un certain nombre de biais peuvent entacher la valeur scientifique des données. Parmi celles ci nous avons :

- ✓ **L'assimilation de l'enquêteur à un bailleur potentiel** : Les populations prennent souvent l'enquêteur comme un recenseur des gens à aider. Ceci les pousse à se décrire quelle que soit leur situation comme très démunis ; nous donnant ainsi de fausses informations.
- ✓ **L'obstacle au niveau de la perception populaire qui trouve indécent de s'affirmer comme aisé**. Cette perception fait que presque tous les ménages ou individus se classeront toujours comme pauvre même si au fond il ne le pense pas. Cela peut ainsi être source de biais.

VI. LES ENSEIGNEMENTS MAJEURS DE L'ETUDE QUALITATIVE DE LA PERCEPTION DE LA PAUVRETE

Cette étude perception est originale aussi bien du point de vue de la démarche que des informations recueillies. Les populations qui sont très rarement habituées à cette approche ont été véritablement surprises par la masse d'information variée et originale qu'elles ont elles-mêmes produites. La souplesse et la flexibilité de la démarche ont été très largement appréciées. Le formalisme a cédé la place à la spontanéité et au non programmé.

Par cette démarche, les populations dans la majorité des cas étaient plus à l'aise, plus décontractées et par conséquent plus disponibles à donner le maximum d'informations. Cette étude qualitative a pu briser certains tabous et faire ressortir des facteurs de vulnérabilité, des modes d'ajustements à la pauvreté et des points de rupture dans le vécu encore insoupçonnés.

La démarche a aussi permis de contourner le facteur guidage des autorités et notables locaux, de même que celui des auteurs et autres références classiques. L'approche non officielle par l'affranchissement de la couverture des autorités a facilité l'atteinte des véritables cibles. Cela a poussé les populations à se donner à cœur ouvert et à fournir leurs perceptions sur la pauvreté et leurs sentiments sur les institutions étatiques et la gestion des affaires de la communauté.

Les discussions ont revêtu un caractère interactif et dynamique. Cela a permis de nous plonger dans l'environnement social, économique et socioculturel des classes vulnérables. En somme, la démarche a été très enrichissante aussi bien pour le consultant que pour les populations locales

TROISIEME PARTIE

TROISIEME PARTIE : LES RESULTATS DE L'ETUDE

I. LES CONDITIONS DE VIES DES POPULATIONS ET DES MENAGES

Les populations de la région de Tambacounda aussi bien dans les localités rurales qu'urbaines vivent dans des conditions assez difficiles. Ces conditions se traduisent par : La dégradation de leur cadre de vie corrélée à l'accès difficile aux services sociaux de base (santé, eau potable, assainissement, etc.). et aux difficultés d'ordre alimentaire et vestimentaire.

✓ La dégradation du cadre de vie

Le cadre de vie est l'environnement dans lequel l'individu évolue. Ce cadre met en évidence un certain nombre de type d'habitats. Il s'agit :

- Des habitats essentiellement construits à partir de matériaux locaux avec des toits en paille, parfois sans palissade pour la clôture et à l'intérieur desquels on ne trouve pas de mobiliers véritables. Ce type d'habitat a été retrouvé presque partout avec cependant une nette individualisation au niveau des quartiers périphériques et des villages ;
- Des habitats qui ne sont pas connectés aux réseaux (eau potable, électricité, assainissement, évacuation d'eau de pluie, etc.) ;
- Des habitats situés dans des zones accidentées et où la configuration du milieu est incompatible avec un tracé urbanistique. C'est le cas notamment à Fongolimbi et particulièrement dans la Commune de Bakel;
- Des habitats situés au creux de montagnes comme à Dimboli ou à Bandafassi ou perchés en hauteur. Dans ce dernier case dernier cas ;
- Des habitats où l'insalubrité est perceptible au premier coup d'œil et où donc le problème de l'hygiène se pose avec acuité;
- Des habitats situés sur d'anciens lits de cours d'eau qui sont inondés ou isolés dès les premières pluies intenses. C'est le cas de Gourel diadjé.
- Des habitats en banco ou en durs le plus souvent dans les quartiers centraux ou proches du centre et dans lesquels un certain nombre de commodités sont réunies (eau, électricité, assainissement individuel, etc.)

Cette catégorisation de l'habitat renseigne sur des conditions de vie pénible et traduit une situation de vulnérabilité même si certains populations pensent que l'habitat n'est pas toujours un critère fondamental dans la détermination de la

l'habitat n'est pas toujours un critère fondamental dans la détermination de la pauvreté. Nous pensons que l'habitat contribue à la définition de la pauvreté.

✓ Des difficultés d'accès à une alimentation saine et suffisante

Dans la région de Tambacounda et particulièrement en zone rurale, les ménages éprouvent de grandes difficultés à satisfaire les besoins alimentaires de leur progéniture. Selon les populations, en moyenne deux (2) familles sur cinq (5) parviennent à assurer les trois repas quotidiens. La typologie des ménages en fonction de l'accès à la nourriture laisse apparaître :

- Des ménages qui assurent les trois (3) repas dans la journée. Ce sont les ménages qui ont des revenus réguliers : fonctionnaires, grands commerçants, des émigrés, «francenabés» par exemple;
- Des ménages qui assurent les trois repas (3) en reconduisant le soir le repas de la mi-journée. Ce sont les ménages moyennement aisés et dont les revenus sont relativement réguliers mais pas très importants;
- Des ménages qui cuisinent une fois dans la journée mais qui mangent deux (2) dans la journée. Le repas de la mi journée est reconduit le soir ;
- Des ménages qui restent une journée entière sans cuisiner. Ce sont les ménages pauvres dont les revenus sont très faibles et irréguliers;
- Des ménages qui restent plusieurs jours sans cuisiner. Ce sont les ménages très pauvres sans aucunes ressources et sans aucun soutien.

Dans les ménages très pauvres et pauvres, l'alimentation est insuffisante et très faible du point de vue nutritionnel. En zone rurale, la nature des mets varie rarement et la dépense quotidienne des ménages est également très faible. (encadré n°1)

Encadré 1 : Dépense journalière d'une famille rurale de 5 personnes en période de soudure dans la CR de Bandafassi.

La dépense journalière varie entre 250 et 500 francs CFA. Elle se répartit comme suit :

1 kilogramme de riz 250 F CFA
 Poisson fumé 25 F CFA
 Jumbo 30 F CFA
 Sel 25 F CFA
 Poudre d'arachide 125 F CFA
 Condiments («Nététou», etc.) 25 F CFA

Total : 480 F

L'analyse de ce budget met en évidence les conditions difficiles d'alimentation des ménages ruraux. Cette situation est généralisable à des variations près à la presque totalité des localités rurales. Les ménages à cette période de l'année ont épuisé leur stock alimentaire. La situation est d'autant plus préoccupante que ces familles n'ont aucun soutien et donc aucune entrée de fonds.

II. TYPOLOGIE SOCIO ECONOMIQUE DES MENAGES

Nos enquêtes ont révélé quatre (4) principaux types de ménages. Ces ménages se distinguent, entre autres, par leur capacité à assurer leur survie, à mobiliser des ressources financières ou en nature, à disposer d'équipements (domestiques ou agricoles), à disposer de biens (maison, terres, magasins, etc.), à aider ou à être aidé.

✓ Les ménages très pauvres

Ces ménages vivent grâce à l'apport des autres. Ce sont des ménages gérés pour la plupart par handicapés (aveugles, lépreux, paralytiques, etc.) ou par de vieilles personnes sans soutien. C'est les «*Karaxan*» en Malinké, «*Baaso*» en Peul et «*Xonditoone*» en Djallonké, «*Ajobo sampeko*» en Bassari, «*Korinte*» ou «*Tampinté*» en Soninké; «*Miskine*» en Wolof. Ils sont obligés de tendre la main pour pouvoir subvenir à leurs besoins. Ils sont sans moyens, sans biens, sans ressources et ne comptent que sur les autres pour assurer leurs besoins alimentaires, sanitaires, vestimentaires, etc.

✓ Les ménages pauvres

Ils vivent au jour le jour. Leur alimentation est insuffisante et faible au plan nutritionnel. Ces ménages sont faiblement équipés (équipements domestiques, agricoles, etc.). Ils vivent dans des habitations modestes. Ils sont cependant très actifs car travaillent dur pour assurer ne serait-ce que le minimum. Ce sont les «*Tampudo*» en Peul, les «*Semeexo*» en Djallonké, les «*Fangantan*» en Malinké, les «*Fasonteñaani*» en Soninké, les «*Neew jidoole*» en Wolof, «*Ajobo ben njaaknu*» en Bassari.

✓ Les ménages moyennement aisés.

Ces ménages ont résolu la question alimentaire. Ils assurent les trois repas quotidiens même si la pratique de la reconduction des repas est observée de temps à autre. Ils parviennent à assurer leur quotidien et à régler certains de leurs problèmes mais pas tous. Ils ont accès aux services sociaux de base et ont un minimum de commodités chez eux. Cependant, ils n'ont pas de capacités d'accumulation de biens ou de capitaux. Ces sont les «*Sebaye*» en Malinké, les «*Samordo*» en Peul, les «*Tanne*» en Wolof.

✓ Les ménages nantis

Ce sont pour la plupart les familles ayant un ou des membres à l'étranger donc bénéficiant d'appui financier. Ce sont aussi les familles de grands commerçants, les propriétaires terriens et de bétail, certains travailleurs du secteur privé et certains fonctionnaires peuvent figurer dans cette catégorie. Ces ménages ont les moyens de nourrir leurs familles et proches, de survenir à tous leurs besoins, d'épargner des ressources en nature ou en espèce. Ce sont les «*Nafulkanñara*» en Djallonké, les «*Fagaman*» en Malinké, les «*Gallo*» en Peul, les «*Ñi fekh*» en Wolof, les «*Foogume*» en Soninké.

Classes	Soninké	Djallonké	Malinké	Peul	Wolof	Bassari
Très pauvres	Tampinte	Xonditone	karaxan	Baaso	Miskine	Ajobo sampeko
Pauvres	Fasontenani	Semeexo	Fangantan	Tampoudo	Neew dollé	Ajobo Ben njaaknu
Moyennement aisés			Sebaye	Samordo	Tanee	
Nantis	Foogume	Nafula kannara	Fagaman	Gallo	Feex	

Tableau n°5 : Récapitulatif des sémiologies de la typologie des ménages.

III. LES POINTS DE RUPTURE DANS LE VECU DES ACTEURS : FAITS STRUCTURANTS ET LEURS MODALITES OPERATIONNELLES

L'étude a montré que certains faits, évènements ou phénomènes pouvaient à bien des égards constituer des sources de précarité et de vulnérabilité chez certaines populations. Ainsi, on a pu identifier un certain nombre de points de rupture qui revenaient assez fréquemment. Ce sont principalement : Le décès, le divorce, la déflation, l'héritage mal géré, etc.

1. Le décès

Le décès du soutien de famille a été souvent cité comme est point de rupture fondamental. Le récit de vie suivant qui est celui d'une femme veuve est d'ailleurs très édifiant. (Encadré n°2).

Encadré n°2:

Récit de vie d'une femme veuve

«J'ai perdu mon mari depuis vingt ans. Il m'a laissé quatre enfants au moment de son décès. De son vivant nous vivions dans des conditions tout à fait acceptables. On assurait les trois repas par jour même des quelques fois il arrivait que le repas de midi soit reconduit pour le soir. Mon mari était cultivateur, mais faisait également de la maçonnerie. C'est avec ces revenus que l'on parvenait à habiller les enfants et à les soigner s'il arrivait qu'ils tombent malade.

Aujourd'hui, je me pose même la question de savoir si mes enfants et moi vivons vraiment. Nous pouvons rester une journée entière sans manger. Mes enfants sont devenus grands mais ils ne travaillent pas. L'aîné a plus de vingt ans. Je n'ai aucun soutien. Il arrive que je reste une semaine sans toucher de l'argent du doigt. En saison des pluies, je fais mon petit champs pour espérer survivre. Quelques fois, si les enfants parviennent à avoir de l'argent avec les petits boulots qu'ils font (fendre le bois et le revendre, manœuvre, journalier, etc.) ils participent à la gestion de la famille en payant du riz, du savon et d'autres denrées de première nécessité. Aujourd'hui, je préfère mourir que de vivre»

Ce récit de vie met en exerce l'apparition d'une situation de précarité au sein d'une famille à la suite d'un événement malheureux. Cette famille sans véritable soutien et qui vivait relativement bien a glissé dans la précarité car n'ayant pas pu s'adapter à la nouvelle situation. Le décès du chef de ménage, principal soutien, a eu des répercussions négatives sur la capacité du ménage

à survivre et à développer de nouvelles stratégies d'adaptation. La situation au sein de cette famille est exacerbée par le manque de travail véritable des deux membres de la famille qui développent un ensemble de stratégie de survie.

2. Le divorce

Le divorce peut également constituer un facteur de basculement dans la précarité. Cette situation a été particulièrement remarquée chez les Bassaris. Dans cette société, la femme constitue la principale pourvoyeuse de ressources pour le ménage. La femme Bassari est très active et participe de façon considérable à la gestion quotidienne du ménage en menant à la fois des activités agricoles et des activités de services (lingère, bonne de maison, etc).

L'absence de celle-ci au sein du foyer plonge le mari, habitué généralement à des travaux ponctuels et personnels (refonte clôture des maisons, des chaumes, fabrication de meubles traditionnels issus des produits de la forêt, etc.), dans une situation précaire qui va inéluctablement évoluer vers une situation de vulnérabilité totale. Isolé affectueusement et sans ressources pérennes, l'homme se retrouve jeté dans l'univers de pauvreté et de misère.

3. L'héritage mal géré

Il ressort que l'héritage est un élément incontournable dans l'analyse des causes de paupérisation des populations de la région de Tambacounda. En effet de sa transmission ou non dépend particulièrement les comportements des individus et des ménages face à la crise. Il en est de même de sa gestion après héritage.

Il a été observé que l'une des caractéristiques particulières des pauvres est que leurs ascendants ne leur ont pas laissé de biens matériels ou financiers. Ces appuis leurs faisant défaut, ils se trouvent dès le début dans une situation assez précaire qui les rend très tôt vulnérables à la crise. Une autre particularité des pauvres est aussi qu'ils n'ont pas pu maintenir sinon fructifier leur héritage.

Avec la disparition de cet héritage, leurs conditions de vie, relativement stables avant, se dégradent de jour en jour et ils basculent ainsi dans un état de privation prononcé.

4. La déflation

Elle est dans les zones urbaines surtout, un élément déclenchant un processus de paupérisation des ménages. En effet, la rareté de l'emploi fait qu'au niveau des familles urbaines c'est souvent une seule personne qui occupe un emploi

rémunéré et stable. Dès lors, c'est sur les épaules de cette seule personne que repose les besoins primordiaux de tout le ménage, les apports des autres membres ne sont que subsidiaires. Ces types de ménages basculent totalement dans la pauvreté dès l'instant où le soutien perd son emploi par déflation. (Encadré n°3).

Encadré n° 3: Récit de vie d'une personne déflatée

Je m'appelle M. K. C., j'ai 54 ans, marié à une épouse et divorcé d'une autre, j'ai 14 enfants. J'étais mécanicien de motopompe et de groupe électrogène à la SAED. J'y étais recruté le 12 avril 1976 et j'y suis resté pendant 18 ans de service comme permanent.

En juillet 1994, plusieurs employés reçurent chacun une lettre dont moi-même. En substance la lettre disait qu'il fallait que nous options pour le départ négocié. L'entreprise avait paraît-il des difficultés et avant nous des encadreurs avions été licenciés. Ceux qui refuseront d'adopter le départ volontaire pourraient dans un proche avenir être renvoyer purement et simplement. Il faut dire que l'on nous a permis après réception des lettres de rester mais la situation financière de la boîte selon, les cadres, était telle qu'il fallait décompresser le personnel. En tant qu'ancien dans l'entreprise et aussi père de famille je ne voulais pas être renvoyé sans droit. Alors je fis parti de ceux qui acceptèrent le départ négocié. Je souhaitais après le paiement de mes droits investir l'argent dans le maraîchage et le faire fructifier.

Je ne tenais plus à revivre une certaine situation de privation qui était la mienne avant mon recrutement par la SAED. En effet, avant mon recrutement j'ai exercé des emplois précaires et mal rémunérés. C'est ainsi que j'ai eu à apprendre la mécanique à Kaolack et de retour à Bakel j'ai ouvert mon atelier de mécanique qui me créait des problèmes plus qu'il n'en résolvait.

Au début de mon embauche je touchais un salaire mensuel de 22.000 F.CFA et j'étais avec mes deux épouses. L'une était avec moi à Nianga où on m'avait affecté et l'autre était resté à Bakel.

J'étais donc obligé de diviser le salaire entre les deux épouses. A celle qui était restée à Bakel, j'envoyais 12.000 F. CFA à la fin de chaque mois et avec l'autre j'essayais de vivre avec les 10.000 F CFA.

En même temps que la famille s'élargissait, j'eus des promotions et le salaire suivait. Ce qui me permit de voir mon niveau de vie s'améliorer nettement. J'atteignais dans les années 1990 un salaire de 70.000 F CFA, si on y ajoute les diverses indemnités et la prime de transport j'avais un montant avoisinant les 90.000 F CFA par mois. Malgré le fait qu'aucun de mes enfants ne travaillait j'arrivais à satisfaire les besoins de ma famille en nourriture, en habillement et à payer leurs frais de scolarité.

C'est dans ce contexte qu'est survenue notre déflation.

Au début je ne sentais pas le chômage car avec les 2.600.000 F CFA que l'on avait donné à chaque agent déflaté, je continuais à gérer correctement la famille. C'est d'ailleurs cela qui mit mon projet à l'eau. Je demandais l'appui de mon frère C.A.K.C. pour un projet de maraîchage que je comptais financer avec l'argent des droits de licenciement. Il fallait une caution de 2.000.000 F CFA et les besoins familiaux avaient déjà entamé une bonne partie de mon argent. Le projet était définitivement enterré, alors commençât la galère. Je n'arrivais plus à acheter régulièrement une ration alimentaire complète à la fin du mois et il fallait d'énormes sacrifices pour assurer les frais scolaires de mes enfants.

Mon métier de mécanicien me sauve car il me permet de temps en temps d'être sollicité par les agriculteurs surtout qui ont des ennuis techniques avec leurs motopompes. Je profite de ces prestations de services occasionnels pour régler quelques besoins familiaux. Je suis soutenu dans ces prestations de services par mon fils qui est mon apprenti en quelque sorte. Je n'ai même pas les moyens de mettre sur pied un nouvel atelier.

Il apparaît clairement que la déflation constitue pour ce chef de famille une cause de basculement vers la paupérisation. Il ressort aussi que le salaire du chef de famille est la seule source de revenu et dès que l'emploi salarié est perdu la famille tout entier en subira les conséquences. Par ailleurs, les charges familiales et les multiples sollicitations ont largement contribué à projeter ce chef de ménage dans cette situation de vulnérabilité.

IV. LES PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE SELON LES POPULATIONS ET LES MENAGES

Les perceptions des populations de la pauvreté varient en fonction des expériences diverses des uns et des autres et de l'environnement socio-économique.. Toutefois la pauvreté fait toujours référence au manque et à l'insatisfaction d'un certain nombre de besoins qui sont exprimés en fonction de ces cadres socio-économiques et dont les principaux concernent :

1. L'alimentation

Quel que soit le cadre socio-économique, l'incapacité à subvenir à ses besoins alimentaires est perçue comme le premier indicateur de la pauvreté du ménage.

L'incapacité à se nourrir suffisamment est en effet considérée comme un critère de pauvreté. En milieu paysan, c'est la faillite des systèmes de production classique qui est souvent mis en cause. Le pauvre est celui qui a ses greniers vides avant la récolte suivante. «*Daram doufekante*». Cette situation parfois dénote de l'inadaptation des systèmes d'ajustement à la crise dans la satisfaction des besoins du ménage.

Ensuite, la qualité de l'alimentation est également déterminante. En effet, selon la perception des populations surtout urbaines, la personne aisée est celle qui mange du riz au déjeuner, de la viande le soir, des fruits et légumes en permanence. La qualité des mets se juge par la diversité et la cherté des éléments mis à contribution. Est pauvre celui qui ne mange pas bien.

2. La santé

La capacité à se soigner correctement en cas de maladie est aussi un critère discriminatoire entre pauvreté et bien être. Ce critère se diffuse dans tous les cadres socioéconomiques. En effet, aussi bien pour le rural que l'urbain dans la région de Tambacounda l'impossibilité de se soigner faute de moyens ou même la maladie prolongée ou répétée est opposée au bien être. Se soigner n'est pas seulement aller vers la médecine moderne et pouvoir payer ses consultations et ordonnances, c'est aussi pouvoir rémunérer le guérisseur du coin ou du village. Les populations classent ainsi les maladies en deux types.

coin ou du village. Les populations classent ainsi les maladies en deux types. Celles qui sont soignées par la médecine moderne et celles prises en charge par le guérisseur. Ne pas pouvoir recourir à chacune de ces spécialités en fonction des types de maladies identifiées est perçu par les populations comme un signe de pauvreté.

3. L'existence de bétail

Cette perception se rencontre davantage dans le milieu rural. En effet, dans les conceptions populaires et traditionnelles le bétail est considéré comme un signe de richesse. Les pauvres, selon ces conceptions, sont ceux qui n'ont pas de cheptel (bovins, ovins, caprins, etc.). Ceci est un signe de précarité notoire car cette situation expose les ruraux au risque de basculement définitif dans la paupérisation dès qu'un élément de rupture survient. Comme l'affirme les populations, «le cheptel est le capital du rural», «*mooy compte bancaire beykatt*».

4. L'emploi

Les ménages dont aucun membre ne détient un emploi sont parmi les ménages taxés de démunis. L'emploi doit obéir à un certain nombre de critères tels que la stabilité, la régularité de la rémunération et surtout des revenus conséquents. Dès l'instant qu'un de ces critères venait à faire défaut le ménage et l'individu sont rangés dans les classes pauvres. Une famille dont plusieurs membres s'exercent dans des activités précaires à revenus aléatoires et faibles, est perçue comme une entité vulnérable donc pauvre. Une haute fonction dans la fonction publique ou dans une grande entreprise d'un membre de la famille, la rend perceptible comme aisée même s'il est le seul à y travailler.

5. La capacité à subvenir aux besoins des autres

Cette capacité est perçue comme un signe d'aisance. Dans un contexte de crise où la quasi-totalité des populations assure difficilement ses besoins primaires, aider les autres est un signe d'autosuffisance. De société traditionnellement solidaire, nous transitons progressivement avec la crise vers des sociétés individualistes où chacun limite strictement ces biens et revenus à soi. Ceux qui arrivent à satisfaire les autres disposent dès lors d'un capital humain qui en fait des seigneurs. Ils disposent d'une masse humaine corvéable à merci.

6. L'habitat

Le fait d'avoir sa maison personnelle est considérée comme signe apparent de richesse. Une famille qui n'est pas propriétaire de maison est considéré en

Le fait d'avoir sa maison personnelle est considérée comme signe apparent de richesse. Une famille qui n'est pas propriétaire de maison est considéré en milieu urbain comme démunie. En ensuite, une maison sans certaines commodités comme l'eau courante, l'électricité, un système d'assainissement, un bâti moderne est classée comme habitat de personnes démunies.

L'existence ou non de mobiliers modernes et adéquats est aussi signe de pauvreté du ménage. En effet en milieu urbain, le ménage aisé doit pouvoir se doter de ces éléments de confort. Le lit est un élément déterminant dans la discrimination entre ménages démunis et ménages aisés. Le ménage qui ne possède pas de lit, qui se couche sur des nattes ou sur des matelas traditionnels (sac rembourré de pailles) est perçu comme pauvre.

7. L'habillement

La nature de l'habillement est perçue par certaines populations citadines comme un reflet de richesse. Ne s'habille que celui qui a une certaine aisance. L'habillement du pauvre n'est pas diversifié, il est fait de tissus de moindre qualité et à faible coût. L'état de cet habillement est délabré. Le riche n'attend pas la fin de l'année ou l'approche d'une fête pour se payer de nouveaux habits contrairement au pauvre qui est obligé de remettre le même habillement continuellement.

8. Le cadre de vie

En ville, le cadre d'évolution des populations est fondamental dans l'émergence des types de perceptions. Habiter certains quartiers dans la ville est perçu comme un indicateur de pauvreté aussi bien par les habitants de ces quartiers que par les autres. Les habitants des quartiers périphériques sont fortement stigmatisés comme des démunis. La faiblesse voire l'inexistence de la couverture de ces zones en services sociaux de base contribue à expliquer cette situation. Ce sont souvent des quartiers spontanés sans organisation aucune et où se regroupent la majorité des ruraux qui arrivent en ville, et les réfugiés comme c'est le cas à Bakel.

D'autres critères comme le fait d'avoir une voiture, des biens divers sont aussi des éléments majeurs dans la distinction des catégories socio-économiques.

9. Les perceptions selon les différentes entités géographiques

La perception de la pauvreté varie selon que l'on est à Kédougou, Bakel ou Tambacounda. Toutefois ces critères sur lesquels on se base sont présents dans toute la région mais sont plus accentués selon que l'on est dans telle ou telle autre entité géographique.

l'émigration n'ont d'autres sources de revenus que l'agriculture. Le commerce est monopolisé par les Baol baol et Saloum saloum. La plupart des emplois de l'administration sont occupés par des étrangers.

A Tambacounda, notamment dans le monde rural, le niveau d'équipement agricole permet de distinguer le riche du pauvre. En effet, le riche dans ce contexte est celui qui dispose de plusieurs charrues et charrettes, d'animaux de traits, d'ouvriers agricoles «sourgha». Le pauvre c'est celui qui n'a pas ce matériel. Il se limite au petit matériel aratoire artisanal comme les houes, la baba, la hilaire. Il prête ses services aux propriétaires du matériel et en profite pour utiliser ce matériel à son compte.

V. FORMES ET MECANISMES DE VULNERABILITE, D'INSECURITE, DE RISQUES, D'EXCLUSION, DE MARGINALISATION, ETC.

Un ensemble de paramètres peut constituer, selon les populations, des causes aiguës de vulnérabilité. Ces paramètres renvoient à :

1. L'enclavement de la région

Dans la commune de Kédougou, pendant l'hivernage, les populations sont confrontées à des problèmes de mobilité. A Dinguéssou, par exemple, le quartier est coupé en deux parties ce qui annihile le mouvement des personnes et des biens. Le pont prévu pour relier ces deux parties tardent toujours à se réaliser. Ensuite, la présence d'un affluent de la Gambie fait que les populations sont obligées de déboursier 100 francs par jour pour pouvoir rejoindre leurs champs situés de l'autre côté du fleuve. Par ailleurs, la présence du fleuve constitue une source de maladies d'origine hydrique (onchocercose, bilharziose, etc.). En zone rurale, le principal obstacle est constitué par le relief. L'enclavement pose des problèmes de mobilité, de communication et d'échanges (économiques, culturels, etc.) pour les populations. Dans la communauté rurale de Dimboli par exemple il n'y a pas de boutiques ce qui pose de réels problèmes de circulation monétaire et d'échanges économiques. Les évacuations sanitaires du fait notamment de la configuration physique du milieu et de l'état défectueux des routes se font dans des conditions extrêmement pénibles pour les populations. (Encadré n° 4).

A Bakel, la dispersion des établissements humains, comme d'ailleurs c'est le cas dans toute la région de Tambacounda, contribue à accentuer cet enclavement. Les routes sont coupées en hivernage et dans la poche de la Falémé (arrondissement de Kéniéba), il n'est pratiquement pas possible de se déplacer. La Falémé se remplit dès les premières pluies et isolent toute la zone durant trois mois. Même le détour par le Mali devient impossible car les autres affluents se remplissent aussi. Le sous préfet est obligé de s'installer à Kidira c'est à dire de l'autre coté de la Falémé durant tout l'hivernage. Les

enseignants anticipent sur la fermeture des classes pour ne pas être bloqués dans la zone pendant cette saison pluvieuse. Il ressort donc que cet enclavement est handicapant à plus d'un titre. Le fonctionnement normal de l'administration, l'éducation des enfants, les échanges (économiques, culturels, sociaux, etc.) sont fortement perturbés.

Encadré 4 : Anecdote sur les difficultés d'évacuations sanitaires

Un honorable député de la région en partance pour Fongolimb est tombé en pleine brousse sur une femme entrain d'accoucher. Cette dernière assise au bord de la route et sans assistance souffrait énormément. L'honorable député après avoir attendu la délivrance de la jeune femme l'a prise dans sa voiture et l'a ramené au village. Il était tellement affecté qu'il n'a pas pu se retenir de pleurer. Arrivé au village, les populations banalisèrent le cas qui ne constituait pas une nouveauté pour elles. Elles rajoutent que des situations plus graves et plus poignantes que celle là se produisent assez régulièrement. L'honorable député, après avoir entendu le récit des populations sur leurs conditions de vie et sur les difficultés de transport, était complètement bouleversé et promis de tout faire pour les soulager de ces contraintes liées à l'enclavement de la zone. Il acheta beaucoup de produits alimentaires à la femme et lui remis une forte somme d'argent afin qu'il entretienne son bébé.

Dans le département de Tambacounda, cet enclavement est aussi cité comme un élément de vulnérabilité. Cette zone est caractérisée par des échanges économiques divers : de produits agricoles (maïs, riz, mil, sorgho, etc.), pastorales (petit bétail), forestiers, artisanaux, etc. Cette importance des échanges est mise en évidence par le nombre important de marchés hebdomadaires (louma). La non praticabilité des routes en hivernage constitue un facteur limitant au développement de ces échanges. A cet effet, le marché hebdomadaire de Ndogo Babacar ne fonctionne pas pendant l'hivernage. L'état défectueux de la route a plongé cette Communauté rurale dans un état de léthargie car les échanges économiques du fait principalement des difficultés d'accès, ont fortement périclité.

Il faut également signaler, aussi bien à Tambacounda, Bakel et Kédougou, les difficultés de réception radio dans la zone. Même la chaîne régionale est difficilement reçue dans certaine localité. Ce qui isole les populations et les met dans un état de désinformation total par rapport au reste du pays.

2. L'action des prédateurs

La région de Tambacounda est l'une des plus pourvue en ressources faunistiques du pays. Aussi bien dans le rural que dans l'urbain, les hommes cohabitent presque avec les animaux le plus souvent prédateurs des cultures. Cette cohabitation est rendue très difficile par le fait que l'agriculture, principale activité des populations est menacée par ces prédateurs. En effet, l'action de ces prédateurs sur les cultures contribue fortement à réduire les niveaux de production et contraint les populations à être beaucoup plus vigilante. Cette situation réduit fortement le temps consacré à d'autres activités de production. Pour les populations, une bonne protection contre ces prédateurs aurait le double avantage d'augmenter la production agricole et de les libérer des tâches de surveillance quasi quotidienne des champs et ainsi leur permettre de s'adonner à d'autres activités de production. L'action des prédateurs est d'autant plus difficile à gérer que les populations sont interdites de toutes actions répressives contre eux.

3. Le déficit en infrastructures, en équipements et en ressources humaines :

Ce déficit concerne pratiquement toute la région et tous les secteurs d'activité (agriculture, santé, eau potable, assainissement, éducation, transport, etc.). Cette faiblesse en équipements constitue un facteur de vulnérabilité très important. Au plan agricole, par exemple, le sous équipement en matériel explique pour une grande part la faiblesse des rendements agricoles, par conséquent la baisse des revenus qui déclenche un processus de paupérisation des masses rurales. Cette faiblesse en matériel maintient l'agriculture sous une forme extensive et traditionnelle donc incapable de générer des revenus substantiels. Ensuite, l'insuffisance et le sous équipement en infrastructures médicales ainsi que la faiblesse en personnel participent aussi à la vulnérabilité des populations. A Dimboli par exemple, les populations disent préférer évacuer leurs malades par hamac ou prendre en location une voiture à 25000 francs CFA pour se rendre à Kédougou que d'aller au poste de santé de Fongolimby où il n'y a ni personnel ni médicaments. Cette situation vécue par les populations a de graves répercussions au plan de la productivité car une personne malade ou pas en bonne santé a un niveau de productivité très faible. La situation est d'autant plus préoccupante que plusieurs maladies sont endémiques dans la zone (Onchocercose, bilharziose, dysenteries, etc.). Enfin, l'inexistence de réseau de collecte des eaux usées et des eaux pluviales mais aussi le manque d'eau dans certaines localités rurales et ceci malgré l'importance des précipitations constituent autant de facteurs qui expliquent la difficulté des conditions de vie des populations de la région.

4. Les vols de bétail, de récolte, et les braquages

Les vols de bétail sont opérés par des bandes armées et prennent de plus en plus un caractère transfrontalier. Il arrive qu'un troupeau entier soit volé et les pertes financières peuvent s'élever à des dizaines de millions de franc CFA.

Les vols de récolte prennent également de l'ampleur. Les voleurs peuvent en l'espace d'une nuit transporter la production d'un champ à l'aide de véhicule ou de charrettes.

Les braquages de véhicule de transport en commun se signalent dans la province historique du Boundou. Au cours de ces opérations armées, des milliers voire des millions de francs et des biens considérables peuvent disparaître au grand dam des victimes pour la plupart «francenabés» ou grands commerçants. Ces braquages connaissent actuellement une accalmie.

Ces vols constituent des formes de vulnérabilité et d'insécurité pour les populations. Ils plongent les victimes et leurs familles dans un processus irréversible de précarité.

5. Les atteintes à l'environnement et la crise des systèmes de production

Les populations notamment rurales pour subvenir à leurs besoins exercent des pressions parfois très intenses sur l'environnement et les ressources naturelles. Ces pressions d'ordre anthropique ont entraîné un profond déséquilibre des écosystèmes naturels de la région. L'aspect le plus visible de ces atteintes reste incontestablement l'exploitation des ressources ligneuses à des fins de production de charbon de bois, d'augmentation des superficies agricoles et l'exploitation de produits forestiers pour la commercialisation. La crise environnementale est aussi une crise des systèmes de production. En effet, la mise en pratique de techniques et méthodes culturelles inadaptées à l'environnement physique et socio-économique de la zone a également influencé la baisse de la productivité agricole. La combinaison de ces deux crises a plongé les populations de la région dans un état de dénuement total.

6. L'absence de retombés économiques de l'exploitation des ressources locales pour les populations

C'est là l'un des paradoxes très visibles de la situation socio-économique de la région. En effet, la région cataloguée comme très riche en ressources naturelles diverses (minières, forestières, hydrologiques, etc.) présentent malheureusement les seuils de pauvreté les plus critiques. Cette situation traduit l'image d'un «mendiant assis sur des lingots d'or».

La cause principale de cette situation est surtout politique. Malgré les mutations notées dans la gestion des ressources naturelles avec le transfert des compétences aux Collectivités locales, des blocages persistent toujours. De plus, le pouvoir d'achat réduit des populations autochtones fait qu'elles ne peuvent prendre en charge les frais inhérents à l'exploitation des ressources locales. Dès lors, ce sont des allochtones représentés par de grands hommes d'affaires qui monopolisent l'activité et empêchent ainsi les populations locales de jouir des retombées de la mise en valeur des potentialités naturelles de la région. Les populations de la région ne se contentent alors que des résidus de ressources et se voient presque interdites d'accès à ce trésor inestimable. Les potentialités qui devaient ainsi servir à leur décollage économique sont prélevées par d'autres et ceci sans compensation aucune.

7. Les structures sociales

La société renferme en elle-même les germes de sa vulnérabilité. Un certain nombre de pratiques structurelles aux sociétés traditionnelles de la région représentent dans le contexte actuel des «facteurs bloquants»

Il en est ainsi des **mariages précoces** qui peuvent contribuer à verser l'homme et son épouse, dans une situation de précarité prononcée. Le jeune homme qui assurait difficilement ses besoins quotidiens se voit confronté à des charges supplémentaires (dépense quotidienne et de circonstance comme l'habillement de l'épouse lors des fêtes, etc.) sans qu'il y ait une augmentation des revenus. Il n'y est pas préparé mais il est obligé de le faire très tôt parce que c'est la coutume qui le veut. Les charges vont bientôt s'exacerber, car des enfants vont naître. L'ascension sociale des individus se trouve ainsi perturbée sinon bloquée. On constate alors qu'ils deviennent très vulnérables et peuvent d'un moment à l'autre basculer dans la paupérisation.

Un autre élément structurel aux sociétés est la **propension à la polygamie et la grande taille des ménages**. Ces deux éléments sont même considérés comme un élément de prestige. Chez les Sarakholé et les Manding, l'essentiel des ressources des plus aisés est consacré à l'acquisition d'épouses ; ce qui a souvent comme corollaire un nombre élevé d'enfants et donc de populations économiquement inactives et à charge. Dans le Bakel, des familles ont jusqu'à trente personnes et sont gérées par un seul émigré. Devant cette multiplication des charges, les ressources sont dispersées et les sommes importantes envoyées par l'émigré ne peuvent empêcher le ménage de sombrer dans de difficiles conditions de vie.

8. Le repli identitaire propre aux ethnies minoritaires

Ce repli constaté chez les Bassari, les Koniagui et autres groupes minoritaires constitue un frein à l'ascension sociale. Ces ethnies, par tradition, se renferment sur elles même et limitent au minimum leurs rapports avec les autres ethnies. Cette attitude peut être analysée de plusieurs façons :

- Il faut savoir que c'est une attitude qui découle de forts préjugés développés par les ethnies minoritaires à l'encontre des autres.
- L'ethnie se marginalise et finit par être marginalisée par les autres ethnies. Ce qui exclut ses membres le plus souvent des grands centres de décision de la communauté et mine la cohésion sociale.
- Il devient aussi difficile de mobiliser toutes les forces sociales autour de projets fédérateurs de développement. Une frange de la communauté sera toujours absente pour relever les défis.

9. Les visites et séjours inopinés chez les plus aisés

Ce phénomène consiste en de séjours fréquents et prolongés de visiteurs dans le domicile de parents plus aisés. Chez les Soninké en ville comme au village, notamment chez les familles d'émigrés et celles des grands commerçants, un flux ininterrompu de visiteurs se déroule tout au long de l'année. Ces visiteurs sont des parents proches ou éloignés qui pour faire vivre les liens séjournent chaque année dans le ménage hôte pendant une période assez longue. Le problème se trouve au niveau de l'importance numérique des visiteurs et de la fréquence des visites. La maison ne désemplit pas. Parfois c'est plus d'une dizaine de visiteurs qui séjournent en même temps au niveau d'un seul ménage. Pendant la durée de leur séjour ces visiteurs improductifs, constituent une surcharge pour le ménage et ceci surtout sur le plan du logement, et de la nourriture, etc.). Il faut souligner que le ménage est tenu pour des raisons de prestige de relever un peu plus son niveau de vie en améliorant sensiblement par exemple la qualité des mets. A la fin de son séjour, le visiteur est couvert de présents divers et de valeurs qui sont pour relever le prestige des hôtes. Au sortir de chacune de ces visites le ménage vit une période de crise. Le ménage avant même qu'il ne se relève de cette crise reçoit une autre visite et le cycle reprend.

En résumé, les ressources du ménage sont essentiellement consacrées à l'accueil et à l'entretien des visiteurs. Ces visites qui ne sont pas souhaitées par les hôtes sont ainsi une forme de sociabilité devenue de nos jours handicapante. Ainsi nous voyons qu'un ensemble de paramètres qui découlent des conceptions propres à la société et aux différentes ethnies peut obstruer la mobilité sociale en plaçant les individus et les ménages dans des

situations de risques, de vulnérabilité, de marginalisation, etc.

10. Endémismes de plusieurs maladies

Les milieux naturels de la région du fait de leur couverture végétale et de leur maillage relativement dense par le réseau hydrographique sont des zones de prolifération d'un certain nombre de maladies dont les plus en vue sont l'Onchocercose, le Vers de Guinée, le Paludisme, la Bilharziose. Ces menaces constantes sur les populations de la région minent les efforts et actions de développement entreprises dans la zone. Une fois atteinte, les populations deviennent improductives et celles qui ne sont pas atteintes consacrent une bonne partie de leurs ressources et de leurs temps pour prendre en charge les malades.

11. Non-transmission de patrimoine

Dans une société où les systèmes de production connaissent une crise structurelle aiguë et quasi-chronique, où avoir une source de revenu stable est presque impossible, les individus ne peuvent plus espérer que des legs en biens matériels de leurs géniteurs. Malheureusement, ces géniteurs confrontés à la crise n'ont pu réussir une accumulation de biens ou ont tout mis dans la gestion quasi quotidienne de la crise. Ces jeunes trop tôt responsabilisés traînent l'handicap de n'avoir aucun viatique pour la vie. Lâchés sans défense aucune, l'ascension sociale leur est difficile, au mieux leur situation restera fluctuante, au pire ils connaîtront un processus de paupérisation.

12. Conflits entre les acteurs politiques

Les sociétés de la région d'étude sont à référence fortement traditionaliste. Cette lourdeur de la tradition se fait sentir dans tous les domaines la vie quotidienne. Aussi bien dans l'organisation sociale que spatiale, elle est présente. Ce sont des sociétés fortement hiérarchisées (nobles, homme de caste, esclaves). Ainsi, les chefs de villages sont toujours choisis selon un régime monarchique : seuls les descendants (les nobles) du fondateur du village et les plus âgés d'entre eux sont habilités à être chefs de village. Avec l'émergence d'une nouvelle conscience d'émancipation, ceci ne manque pas d'être source de blocage. C'est ainsi qu'il arrive que le Président de la Communauté rurale soit un homme casté ou qu'il soit moins âgé que certains chefs de village. Alors des conflits ouverts où latents se déclenchent et bloquent le bon fonctionnement de la collectivité locale. C'est le cas dans le village de Dougué (arrondissement de Bala) où le Président de la Communauté rurale est un homme casté. Il en est de même dans le village de Néttébouiou (arrondissement de Missirah) où le Président de la Communauté rurale bien qu'étant issu de la famille fondatrice soit en conflit avec la famille de son aîné, le chef de village.

13. Importance des jeunes filles mères

L'une des conséquences majeures de cet effritement de l'autorité parentale reste malheureusement l'augmentation du nombre de jeunes filles mères et célibataires. En effet, les jeunes filles s'affranchissent et jouissent de beaucoup plus de liberté dans leur vie sexuelle. Une fois mères, elles sont prises en charges par les familles déjà éprouvées par la crise. Elles restent, pendant une bonne période, improductives économiquement, plaçant ainsi la cellule familiale dans une posture beaucoup plus vulnérable.

VI. PRINCIPALES TENDANCES DU VECU AU QUOTIDIEN DES MENAGES ET DES ACTEURS INDIVIDUELS

Nos enquêtes ont relevé que de nouveaux phénomènes, de nouvelles manifestations ou de nouveaux paradigmes apparaissent au sein des ménages et des populations de la région, du fait de l'exacerbation du phénomène de la pauvreté. Ainsi, on peut noter les principales tendances suivantes :

1. L'effritement de l'autorité des parents et dégradation des mœurs

Les parents n'ont plus aucune autorité sur leur progéniture. Cette situation résulte du désengagement parental qui est multiforme (alimentaire, vestimentaire, médicales, etc.). Ainsi, devant l'insatisfaction de leurs besoins sans cesse croissants par les parents sans ressources, les enfants s'affranchissent et prennent leur destinée en main.

Pour noyer leur désarroi ou résoudre leurs problèmes financiers, ils s'adonnent de plus en plus à des pratiques déviantes (drogue, prostitution, délinquance, libertinage sexuel, etc.). L'augmentation du nombre de jeunes filles mères, de drogués et d'alcooliques chez les jeunes restent les principales résultantes de cet effritement des liens familiaux.

La prolifération des campements touristiques notamment dans le Kédougou et le nombre impressionnant de débits de boissons alcooliques traditionnelles favorisent largement ces pratiques déviantes et particulièrement la prostitution. Ce sont là en fait des stratégies déviantes de gestion de la crise.

2. Le développement des mouvements associatifs

De nouvelles formes de solidarité sociale et économique apparaissent surtout chez les jeunes et les femmes. Ces dernières s'illustrent à travers de regroupements dont les plus fréquents sont : Les groupements de Promotion Féminine, les associations de jeunes, les associations de jeunes femmes, les ententes inter villageoise, les organisations villageoises, les associations de base de producteurs

Ces structures et organisations s'activent dans des activités productrices et communautaires. Actuellement, presque chaque village dispose au moins d'un groupement de femmes ou d'une association de jeunes. Dans le département de Kédougou, plus cinquante groupements de femmes sont officiellement reconnus. Dans ces regroupements, on retrouve auprès des formes classiques et formelles des formes de solidarité informelles à des échelles beaucoup plus petites sous forme de «*tontines*», de «*Mbotay*», de «*tours*».

3. Le décloisonnement ethnique

Devant l'exacerbation de la crise, les ethnies qui vivaient jadis en autarcie perdent ces réflexes isolationnistes et acceptent de plus en plus la vie en société pluriethnique. C'est le cas des Tendas à Bandafassi qui vivaient sur les hauteurs et maintenant cohabitent avec les autres communautés (Peuls, Djallonkés). Les mariages interethniques très fréquents de nos jours témoignent de ce décloisonnement ethnique.

4. La disparition des barrières sociales

Les sociétés de la région de Tambacounda traditionnellement très hiérarchisées et étanches connaissent un début de perméabilité. Cet état de fait est tributaire à un certain nombre de raisons dont principalement la monétarisation des référentiels sociaux. Certaines catégories des classes au bas de l'échelle sociale connaissent une ascension alors que du coup d'autres parmi les classes au sommet prennent le sens inverse. Les raisons sont les suivantes :

- La crise n'épargne aucune classe. Dans toutes les classes nous comptons les différentes catégories socio-économiques ;
- Les réactions face à la crise dans leurs diversités se retrouvent dans toutes les classes. Elles peuvent aussi réussir dans toutes les catégories sociales. C'est le cas de l'émigration qui est un phénomène commun à toutes les classes. Il faut d'ailleurs dire que c'est l'un des catalyseurs principaux de la disparition de ces barrières. Car il permet aux hommes de caste d'accéder sinon de dépasser le niveau de richesse des catégories nobles ;
- L'accès libre à l'éducation est aussi à placer parmi ces catalyseurs en permettant aux basses classes sociales d'occuper un certain nombre de postes de responsabilités. Tout cela pour dire que certaines catégories de ces classes voient leur statut social s'améliorer et peuvent prétendre aux mêmes aspirations que les nobles.

5. La banalisation du phénomène des filles mères célibataires

Dans la quasi-totalité des familles rencontrées, il y a au moins une fille célibataire et mère. Le phénomène est tellement répandu que les filles et les parents ne s'en offusquent pas outre mesure. La «défaite» des parents dans la satisfaction des besoins de leurs enfants explique l'émancipation grandissante de ces derniers à leur autorité. Cet effritement de l'autorité parental a comme conséquence un libertinage généralisé, surtout au niveau de la vie sexuelle des enfants. Mal encadrées et mal informées, les filles s'exposent à des grossesses non souhaitées.

Les parents finissent par accepter cet état de fait. Les pères de ces enfants de filles célibataires se sont substituer à eux, ne serait-ce qu'une fois, dans la satisfaction des besoins de leurs progénitures.

Cette tendance beaucoup plus répandu en ville commence à prendre de l'ampleur en campagne. On le retrouve dans toutes les ethnies mais avec plus d'insistance chez les Bassari et les Koniagui. Cela s'explique par le fait que ce sont des populations souvent démunies et évoluant dans des milieux exposés. Les quartiers à dominante Bassari et Koniagui sont le lieu où l'on compte une plus forte densité de débits clandestins de boissons alcooliques.

QUATRIEME PARTIE

QUATRIEME PARTIE : REACTIONS DES ACTEURS FACE A LA PAUVRETE

L'ampleur de la crise et ses incidences est telle que les différents acteurs touchés développent des mécanismes de survie et des mécanismes de sortie de crise. Ces mécanismes ont essentiellement pour socle les cadres locaux.

I. LES AJUSTEMENTS A LA PAUVRETE

La région de Tambacounda se caractérise par l'imprécision des frontières entre le monde rural et le monde urbain. En effet les quartiers périphériques surtout sont en quelque sorte des villages dans la ville. Les habitants s'adonnent aux même pratiques et activité que les ruraux. Cela s'explique par le fait que d'abord la majorité des ruraux s'installe dans ces quartiers et ensuite un certain nombre de villages voisins ont été ou sont en voie d'être engloutis par les villes. Ceci est beaucoup plus sensible à Tambacounda avec le phénomène des villages rattachés. Ils sont devenus des sous quartiers sans que les mutations nécessaires s'opèrent. Les infrastructures n'ont pas suivi, les mentalités rurales persistent. Dans ce même ordre d'idées, il faut dire qu'au cœur même de la ville, des pratiques propres au monde rural sont notées

I. LES AJUSTEMENTS A LA PAUVRETE

1.1. Les ajustements par rapport au mode de vie

1.1.1. Les ajustements par rapport à la question alimentaire

Ces types ajustements se rencontrent à l'échelle du ménage et de plus en plus à l'échelle individuelle notamment au niveau des centres urbains.

- En milieu rural par exemple, les ménages font *recours aux produits forestiers* pour combler le manque de ressources. Ces produits sont consommés soit cru (fruits, tubercules, légumes sauvages, etc.) soit cuisinés sous forme de mets locaux. Par exemple *Cordyla pinnata* constitue la base de l'alimentation durant les périodes de soudure (juillet, août). Les ménages ruraux vendent également ces produits au marché local ou au marché hebdomadaire pour pouvoir acheter des denrées de première nécessité et satisfaire leurs besoins alimentaires.

- *La chasse et la pêche* participent également de cette dynamique d'ajustements par rapport à la pauvreté. Dans certains villages, en période de soudure, ce sont les hommes devant aller aux champs qui sont privilégiés et servis pour le petit déjeuner au détriment des femmes.

- *Les repas sont reconduits de manière systématique.* C'est le phénomène du «*Gobarjaase*» en wolof, du «*Xira mbotta*» en peul, et du «*Genekaanaka apra*» en Bassari.. Cette reconduction de mets peut avoir trois particularités : d'abord, une partie du dîner est reconduit pour le petit déjeuner «*Reer ci ndeeki ci*», ensuite le déjeuner reconduit pour le dîner «*añ ci reer ci*». Enfin, le repas de la mi journée peut également pris tardivement vers le crépuscule et servir à la fois de déjeuner et de dîner. C'est le phénomène du «*Añ reer*».
- *La participation des membres de la famille* pour assurer la dépense quotidienne est également notée. Ce phénomène du «*Dioxe*» qui n'est pas une obligation se fait en fonction de la disponibilité de ressources financières des membres de la famille. Cette situation se rencontre au niveau des familles nombreuses dont plusieurs de leurs membres exercent une activité régulière ou pas. Le repas est partagé collectivement.
- Le «*yekale*» est aussi une pratique très courante aussi bien dans les zones rurales qu'en zone urbaine. Ainsi, les enfants des ménages démunis et n'ayant pas préparé de repas sont systématiquement pris en compte dans le partage de la nourriture par les ménages ayant préparé un repas. Un bol de mets est mis à leur disposition. Cette pratique peut se faire entre les voisins d'un même quartier ou entre des parents, amis ou proches n'habitant pas le même quartier.
- Le «*woote*» est également une stratégie d'ajustement à la crise opérée par les ménages ayant préparé en direction des ménages confrontés à des difficultés alimentaires, donc n'ayant pas préparé. Ainsi, si les concessions sont contiguës ou peu éloignées les uns des autres, il arrive très souvent que les enfants des ménages n'ayant pas préparé soient invités à partager avec le ménage ayant préparé le repas.
- Le «*Xaaran* » constitue aussi une stratégie de survie face à la douloureuse question alimentaire. Les visites inopinées à l'heure des repas sont effectuées dans les ménages ayant cuisinés. Cette pratique concerne aussi bien les personnes adultes que les enfants. Pour les enfants, il arrive que cette invite soit provoquée. En effet, les ménages n'ayant pas préparé envoient avant l'heure du déjeuner, leur progéniture jouer dans les maisons où la cuisine a été faite de ce fait les enfants pourront manger.
- La *migration temporelle* à certains moments de l'année peut constituer aussi un ajustement par rapport à la crise alimentaire. Pendant les périodes de soudure par exemple, certains paysans quittent systématiquement leur milieu pour s'installer chez une connaissance proche ou lointaine en ville qui est leur «*njaatigi*».
- Le personnel de maison, devant les difficultés alimentaires, rentre avec *une partie du repas du soir qui sera alors partagé* avec les autres membres de leur famille. Il faut dire que ces domestiques sont souvent plusieurs dans la maison

et par ces apports multiples arrivent à assurer le dîner de la famille.

1.1.2. Les ajustements par rapport à la question du logement

Les ajustements varient selon que l'on est en ville ou en campagne. Toutefois comme souligné plus haut, pratiquement toutes les habitudes de la campagne ont des adeptes en ville surtout dans les quartiers périphériques

En campagne, le problème du logement ne se pose pas avec acuité car il y est de tradition de recourir aux matériaux locaux dans l'habitat (mûrs en briques de banco, toits en chaume, clôtures en tiges de mil, en piquets, ou en mûrs de banco). Ce recours aux matériaux locaux permet à chaque jeune garçon de se doter de sa case dès l'âge de la maturité.

Le jeune garçon est soutenu dans cette entreprise par ces autres camarades qui sont présent durant les différentes étapes de la confection de la case.

La jeune fille célibataire en ce qui la concerne ne dispose pas le plus souvent d'une chambre à elle. Elle occupe la chambre avec sa vieille maman qui ne partage plus la chambre avec son vieux mari ou avec sa belle sœur lorsque le mari est absent (exode, émigration).

Il faut aussi signaler que dans ces régions, la rigueur du climat continental fait que les populations dorment sans exclusive à la belle étoile. Ce délaissement des chambres au profit des cours des maisons constitue à la fois un moyen d'éviter la promiscuité et de pallier l'inconfort des chambres du fait de la chaleur. Les cours des maisons sont encerclées par des lits confectionnés traditionnellement à partir des perches de *Myragina inermis* ou des lits en briques de banco recouvertes d'une pellicule de ciment.

L'innovation apparaît aussi dans la construction du logement. Devant les difficultés de mobiliser assez de ressources pour se payer une quantité de ciment suffisante pour le bâtiment, les populations démunies du monde rural optent pour le banco. C'est ainsi que surgissent de terre de véritables bâtiments avec plusieurs pièces faits de briques de banco. Certains disposant de quelques ressources les enduisent avec du ciment, d'autres utilisent l'argile comme enduit ou les bouses de vaches. Même le collage des briques se fait avec de l'argile.

- En ville, toutes ces stratégies de la campagne se retrouvent, mais avec des innovations spécifiques au monde urbain. Selon que le quartier est ancien ou périphérique et récent, les stratégies s'apparentent plus ou moins au monde rural. Ceci pour dire qu'au niveau des quartiers périphériques et récents nous avons en plus des situations propres à la ville celles du monde rural.

Les jeunes issus de familles disposant d'un logement exigu, squattent les chambres d'autres jeunes pour régler leurs problèmes de logement. Il faut souligner la tendance des jeunes citadins à s'approprier la chambre d'un de leurs amis qui sert alors de lieu de rencontre et d'assouvissement de leurs loisirs. C'est le cas de ces jeunes du quartier Grimpallé de Bakel qui ont baptisé la chambre d'un de leurs amis fils d'émigré du nom de leur star: «TUPAC». Tout ce qui se trouve dans la chambre est partagé par le groupe et chaque membre y a accès à n'importe quelle heure. La chambre sert à la fois aux séances de thé, aux jeux de cartes et de lieu de rendez-vous des jeunes avec leurs copines.

Les anciens quartiers sont aussi des zones qui alimentent les nouveaux quartiers en habitants. Les maisons devenues trop étroites rejettent leurs surplus vers les zones périphériques. Ces nouveaux habitants qui se sentent à l'étroit dans les anciens quartiers choisissent la périphérie parce que la valeur locative ou celle foncière faible est à hauteur de leur bourse. Il en est de même des ruraux nouveaux arrivants en ville qui occupent ces quartiers et qui sont adeptes d'activités précaires et à revenus faibles. C'est le cas des Guinéens de Conakry, des Bassari et Koniagui et des membres des autres ethnies venant des villages environnants des villes.

1.1.3. Les ajustements par rapport à la question de l'habillement.

Les jeunes filles notamment dans les zones urbaines, recourent de plus en plus à l'emprunt et à l'échange de vêtements et de bijoux notamment pendant les périodes de fêtes ou pendant les manifestations traditionnelles ou de jouissance. Cette pratique de «*abass*» est absente en zone rurale car considérée comme dégradante.

Les jeunes filles tout comme les jeunes garçons recourent aussi à la friperie «*fëgg jaay*» pour pallier la non-consistance de leur garde robe. Par ailleurs, les tailleurs développent des pratiques allant dans le sens d'aider les populations à résoudre leurs problèmes habillement en cousant des vêtements en échange d'une rémunération en nature (riz, mil, arachide, bétail, volailles, etc.).

Les populations les plus démunies bénéficient de l'appui des gens aisés sous forme de dons d'habits. Ce don qui peut avoir un caractère religieux et destiné aux «*miskiin*» participe de cette dynamique d'ajustement. Il existe aussi d'autres types de dons d'habits dont on peut bénéficier par l'intermédiaire d'un ami, d'un voisin, d'une personne proche ou à la suite de décès. Ainsi, la pratique du «*retailer*» et du «*retâper*» des habits est courante. En effet, les bénéficiaires de ces dons doivent ajuster les mesures de ces vêtements à leur taille.

1.1.4. Les ajustements par rapport à la question de la santé

Les populations qui n'ont pas suffisamment de ressources pour se soigner développent des stratégies allant dans le sens de la prise en charge de leurs besoins en matière de santé. Elles sont cependant unanimes à reconnaître que la santé n'a pas de prix « *wérgu yaram ammul prix* ».

Elles recourent fortement à la médecine traditionnelle et aux guérisseurs. Certaines personnes notamment en zone rurale peuvent rester une année entière sans se faire consulter. Cette consultation n'intervient que si le problème empire et s'aggrave. L'utilisation de racines, de feuilles, d'écorces, de fruits, de poudre, etc. pour se soigner est une réalité indéniable, un palliatif par rapport à la non disponibilité de ressources financières, à la non accessibilité aux structures médicales.

La vente de proximité dans les boutiques ou au cours des marchés hebdomadaires de certains médicaments (aspirine, paracétamol par exemple) permet aux populations démunies de régler de façon ponctuelle et simple des maux passagers (maux de tête, de ventre, courbatures, etc.) sans aller se consulter dans une structure de santé quelconque.

Les populations qui parviennent à aller dans une structure sanitaire, n'ont pas toutes la possibilité d'acheter les ordonnances prescrites. Dans la majorité des cas, elles procèdent à une fragmentation de l'ordonnance. Une sorte de priorisation des médicaments en fonction de la disponibilité financière, de la nécessité d'acheter un médicament (le principal) par rapport aux autres (les secondaires), de l'intensité du mal. Dans les villages des médicaments sont donnés à crédit aux malades démunis ce qui est facilité par la forte connexion sociale.

En zone rurale, face au manque de matériels et d'équipements médicaux, les populations, en face d'un problème sanitaire urgent n'hésitent pas à développer des stratégies traditionnelles d'évacuation de leurs malades et des femmes enceintes à terme. L'évacuation se fait à charrette ou en civières vers les centres sanitaires les plus proches. A Dimboli, par exemple, les malades sont évacués en civières jusqu'à Kédougou. Dans le Bakel tout comme dans les autres localités rurales, devant l'absence d'ambulance ou de véhicule, les charrettes sont mises en profit pour l'évacuation des malades. Ensuite, devant le manque de personnel, il arrive que les jeunes filles soient formées pour devenir des matrones.

1.1.5. Les ajustements par rapport à la mobilité

La mobilité de la population de la région bute sur un certain nombre d'obstacles dont l'absence de moyens de transport et la cherté du trafic. Ces obstacles sont des corollaires au relief accidenté et à la dispersion des

établissements humains. Dans un tel contexte, les populations avec un pouvoir d'achat très réduit essayent de s'ajuster avec des fortunes diverses.

Parmi les trois principales villes de la région, seul Tambacounda dispose de transport urbain. Ainsi la marche constitue le seul moyen de déplacement dans des villes comme Bakel et Kédougou. A Tambacounda, nous avons les calèches et les taxis urbains. Ces derniers ne sont pas à la portée de tout le monde. La course est à 250F CFA le jour et à 350F CFA la nuit.

Toutefois, on note un nombre important de cyclomoteurs et de bicyclettes. Ces moyens de transport servent au déplacement aussi bien des femmes que des hommes. L'une des principales stratégies consiste en l'emprunt de bicyclettes et de mobylettes pour les déplacements à l'intérieur des villes ou pour rallier les localités. Selon la distance à parcourir, il faudra payer le carburant car le propriétaire a lui-même des difficultés à le faire pour ses besoins.

Chez les jeunes, une autre stratégie est mise en pratique : c'est en quelque sorte du covoiturage. Connaissant le chauffeur ou le client mais, n'ayant pas la même destination, ces jeunes font une partie du chemin dans ce véhicule. Ils font le reste du chemin à pied ou attendent un autre véhicule qui les aidera à finir le trajet.

En zone rurale, devant l'irrégularité de la desserte en véhicule et de sa cherté, les populations utilisent comme moyen de locomotion la charrette sur de longues distances. Les vélos constituent également des moyens de transport très utilisés par les ruraux. Soulignons que la marche est très usitée et exceptionnellement, des personnes font plus d'une vingtaine de kilomètres de marche. Les voitures de l'administration et des projets de développement constituent aussi d'importants moyens de locomotion de ces populations rurales.

1.1.6. Les autres types ajustements

Il existe d'autres formes d'ajustements face à l'ampleur de la crise. On peut noter le phénomène du «*Niamakala*». Cette pratique traditionnelle à ses débuts est entrain de prendre une tournure économique. Un orchestre mobile avec des instruments traditionnels rarement modernes pénètre dans les maisons et s'attire les largesses de ménages ou de certaines populations. Cette pratique qui avait des principes et qui se déroulait à des moments précis de l'année s'observe actuellement partout et à tout moment. Dans ces conditions, «*Niamakala*» est une forme de griotisme.

Le griotisme sous sa forme actuelle est aussi une stratégie de survie. Des personnes complètement déboussolées par la gravité de la pauvreté se convertissent en griots et tentent de soutirer le maximum d'argent à des

ménages nantis.

On n'a aussi le phénomène du «*douze métiers*». En effet, nous avons rencontré des personnes qui peuvent exercer plusieurs métiers : maçon, menuisier, plomberie, soudeur, bricolage, etc. Ces personnes tirent profit de cet avantage qui constitue par ailleurs un moyen de captation de ressources non permanentes et temporaires.

Il y a également le phénomène du «*Beuthieuk*» développé par les jeunes filles et les femmes particulièrement pour acquérir soit de la vaisselle soit des habits ou soit des produits de beauté et toilette. C'est des formes de prêts en nature octroyés, par un commerçant ambulancier, aux femmes et jeunes filles. Le paiement est journalier et le versement est fixé d'un commun accord. Cette pratique permet donc à ces dernières, incapables de déboursier des sommes d'argent importantes ou de payer cash, de s'équiper.

1.2. Les échanges et les formes de sociabilité

Malgré la crise, il existe une très forte solidarité entre les membres de la communauté. Ces liens dynamiques qui existent entre les gens d'une même communauté mettent en évidence une très forte connexion sociale. L'entraide et le soutien mutuel en période de crise (décès, incendies, etc.) ou en période de jouissance (baptêmes, mariages, etc.) constituent autant de signes d'affection, d'estime et de respect entre les différentes catégories de la population.

Les réseaux relationnels sont denses entre les membres d'un même quartier, ou d'un même village. Cette solidarité est naturelle car faisant partie des traditions, des us et coutumes notamment en milieu rural. D'ailleurs, c'est dans ces milieux ruraux et au niveau des quartiers périphériques que le degré de liaison entre les membres de la communauté est le plus élevé.

Les formes de sociabilité qui sont nombreuses et variées sont à la fois des stratégies de sortie de crise, des stratégies d'adaptation face à l'exacerbation des conditions de vie. Elles peuvent revêtir trois formes différentes interdépendantes.

D'abord, on a les formes d'entraide. Ces formes s'activent circonstanciellement à l'occasion d'événements culturels, religieux. En cas de décès par exemple dans la famille, les gens apportent différentes aides en espèce ou en nature (riz, mil, savon, etc.) en direction de la famille endeuillée.

Ensuite, il y a les formes de cumulation de ressources principalement financières et d'affectation de ces ressources cumulées à un membre de l'association. C'est le principe des tontines classiques. Cependant, d'autres types de tontines peuvent, toujours suivant le même principe, concerner des

ressources non financières (tissus, vaisselles, produits de nettoyage et de beauté, etc.)

Enfin, on n'a des formes à plus grande échelle et qui concernent les regroupements à caractère communautaire et économique. Ce sont les Groupements de Promotion Féminine (GPF) à l'échelle villageoise ou à l'échelle du quartier.

Ces formes de sociabilité qui fonctionnent sur la base de la confiance mutuelle jouent un rôle important dans le processus de sociabilisation des masses aussi bien rurales qu'urbaines.

1.3. La gestion des loisirs

La région de Tambacounda se caractérise par l'insuffisance des infrastructures socio-éducatives et de loisirs. De plus, les ménages préoccupés par les difficultés des conditions de vie ne consacrent qu'une partie infime de leur temps à ces loisirs. Les classes les plus pauvres ne s'inscrivent pas dans ces logiques de loisirs.

Aussi bien en milieu rural qu'au niveau des centres urbains, les jeunes boivent du thé à longueur de journée. La baignade au fleuve est aussi très prisée dans les villes de Bakel et de Kédougou.

Pendant les vacances, les après midi sont consacrés au football. C'est la période des «navétanes» qui cristallise l'attention des jeunes pendant près de trois mois. Le soir des séances musicales publiques de dédicaces sont organisées. Ces dédicaces, à somme modique (50 F CFA), permettent à tout le monde, aisés comme démunis, d'écouter de la musique et de danser au rythme des sonorités du moment.

Dans les villages tout comme dans les villes, des soirées dansantes à entrée payante sont organisées et les prix ne dépassent pas 1000 F CFA. Des cérémonies traditionnelles devenues divertissement sont souvent organisées. C'est le cas du «*kancouran*» organisées par les communautés allochtones et des danses traditionnelles chez les jeunes filles surtout.

D'autres pratiques qui se retrouvent dans toutes les générations sont aussi noter : Les hommes tout comme les jeunes s'adonnent au jeu de cartes et de dame. Chez les femmes, c'est à l'occasion des tirages de tontines appelées «*tours*» qu'elles profitent pour se divertir. Récemment, les organisations de Miss Sénégal au niveau départemental puis régional sont aussi des formes de loisirs qui passionnent les jeunes filles. Chez les garçons, c'est l'organisation de manifestations comme «Oscars des vacances» qui fixent leur attention.

1.4. Les stratégies de camouflage

Certaines populations qui éprouvent des sentiments de honte, de gêne, de rejet par rapport à leur condition de vie ou d'existence développent des stratégies visant à cacher, à masquer une facette ou plusieurs points ou aspects de leur situation socio-économique. Cette pratique consiste non seulement à masquer mais à faire croire aux gens qui les entourent ou aux étrangers ce qu'elles ne sont pas réellement. Le camouflage n'est pas cependant une pratique très courante dans la région de Tambacounda comparée par exemple à Dakar. Quelques cas ont été cependant signalés par les populations. Il s'agit de :

- Hommes qui quittent la place publique à l'heure du repas et se dirigent chez eux faisant croire aux autres qu'ils vont déjeuner. Ils reviennent quelques heures après pour dormir ou continuer leurs activités.
- Familles qui cuisinent uniquement pour l'étranger et l'isolent pour qu'il ne sache pas que les autres n'ont pas mangé. D'autres ménages mettent la marmite sur le feu notamment le soir pour être vu par les voisins mais aussi pour tromper la faim des enfants.
- Le petit commerce exercé par certaines femmes sur les lieux publics (gars, carefours, et autres lieux de fortes fréquentations) n'est des fois qu'un prétexte pour s'adonner au libertinage sexuel.

Toutefois, en milieu rural, la paupérisation est tellement généralisée qu'elle est banalisée d'où la rareté des stratégies de camouflages.

1.5. Les inscriptions dans les espaces publics

Dans le monde rural, les espaces publics traditionnels sont les grandes places situées souvent au centre des villages. Ces espaces sont classés comme lieux de divertissement (jeu de cartes, de dames) et de discussions des hommes adultes. Ces espaces sont le plus souvent interdits aux plus jeunes. Ces grandes places existent aussi en milieu urbain mais avec un aspect beaucoup plus populaire et non restrictif par rapport aux autres catégories sociales. On n'en trouve partout, devant la mairie à Bakel, au garage Khotiari à Tambacounda, etc.

Dans la commune de Tambacounda, il y a des espaces qui font référence à la religion et à la spiritualité. C'est le cas de l'espace réservé aux prières et aux manifestations religieuses dans le quartier de «*Salikénié*» qui a d'ailleurs un nom évocateur qui signifie lieu de prière.

Dans la commune de Kédougou par contre, certains espaces font référence à

la prostitution, au libertinage sexuel. Il s'agit des espaces contiguës à certains campements touristiques.

Que ce soit à Tambacounda, Bakel ou Kédougou, des espaces sont assimilés à la consommation d'alcool. C'est le cas des lieux de vente de débits alcooliques traditionnels tenus pour la plupart par les Bassaris ou par d'autres populations autochtones. Les lieux de départ et d'arrivée du car de transport appartenant au marabout Serrigne Mourtada MBACKE sont aussi des espaces assimilés au voyage.

II. LES STRATEGIES SOCIO ECONOMIQUES DES PAUVRES ET DES AUTRES COUCHES SOCIALES

Les populations pauvres de la région de Tambacounda développent des stratégies socio-économiques pour faire face à la pauvreté. Ces stratégies sont pour la plupart des moyens de captation de ressources. Elles peuvent être individuelles, collectives, saisonnières ou permanentes. Elles peuvent également différer selon les classes d'âge ou selon qu'on est en milieu urbain ou rural

2. 1. En zone rurale

Les stratégies individuelles concernent pratiquement l'ensemble des couches de la population. Ces stratégies consistent à :

- ✓ **La cueillette et à la vente de produits forestiers dans les centres d'échanges pendant les marchés hebdomadaires ou au niveau des centres urbains.**

Les produits commercialisés peuvent être directement consommables et concernent : Les fruits de *Saba senegalensis* ou madd, ceux de *Parkia biglobosa* ou néré, le pain de singe (fruit de *Adansonia digitata*), le bois, la paille, les écorces, les exsudats. Il existe d'autres types de produits commercialisés comme le poisson, le miel, le karité ;

La vente de ces produits constitue des sources de revenus pour les populations. Quelques indications sur les prix de certains produits ont été notées. Ainsi, par exemple le sac de 50 kg pain de singe varie entre 1250 et 1750 F CFA dans le Bakel. Dans le kédougou, une planche de bois de Ven exploitée frauduleusement est vendue à 1000 F CFA. Le poisson pêché sur la Gambie à Kédougou est vendu à 600 F CFA le kilogramme ; à Nétéboulou dans le département de Tambacounda ce kilogramme de poisson tourne autour de 300 F CFA. La bassine de madd est vendue par les femmes entre 700 et 1000 F CFA.

✓ La vente de bétail ou de volaille

L'importance du cheptel dans la zone fait que les populations peuvent vendre leur bétail ou leur volaille en fonction des besoins. Dans le Kédougou par exemple le prix d'un coq varie entre 1000 et 1500 F CFA. La vente s'effectue au cours des marchés hebdomadaires ou dans les centres urbains.

✓ L'artisanat

L'artisanat est une activité qui permet à certains groupes d'engranger des ressources financières. Ainsi, la fabrication et la vente de mobiliers à partir des produits forestiers comme le *Raphia sudanica* par exemple ont été identifiées comme stratégies de captation de ressources. Ces activités sont menées par les Bassaris et les bédiks dans le kédougou.

Les forges sont aussi nombreuses dans la zone. Au-delà de l'aide qu'elles apportent aux populations paysannes par la fabrication et la réparation du matériel agricole, elles permettent pour les forgerons des sources de revenus assez importantes.

✓ Les marchés hebdomadaires

Ces marchés constituent des moments privilégiés pour l'ensemble des catégories socio-économiques d'engranger le maximum de ressources. Différentes activités sont menées avant, pendant et après le marché. Les plus importants concernent :

- Location d'espaces pour stocker des marchandises. Le prix va varier en fonction du type et de la taille de l'abri entre 500 F et 5000 F CFA;
- Construction rémunérée d'abris provisoires;
- Aide vendeur. La rémunération peut varier entre 300 et 800 F CFA;
- Transport par charrettes des biens, des marchands et des clients

✓ Les autres stratégies développées par les ruraux

Ces stratégies sont variées. Celles qui sont le plus le souvent citées sont :

- Commerce transfrontalier de produits frauduleux (Thé, sucre, tomate, riz, tissus, etc.);
- Pisteurs par les jeunes pendant la campagne de chasse;
- Exode vers les centres urbains pour exercer de petits métiers saisonniers. Certains jeunes écoliers (filles et garçons) vont en ville pendant les vacances pour s'adonner à des activités génératrices de revenus. Ce qui leur permet de pouvoir s'équiper et s'habiller pour l'année scolaire.

- Manœuvre pendant les opérations de collecte de coton de la SODEFITEX
- etc.

Les stratégies collectives

✓ **Soutien réciproque entre voisins**

Bien qu'il ait une tendance à la monétarisation des rapports en campagne, il faut dire que la gratuité des services y reste une donnée fondamentale. Ainsi, les populations font recours dans tous les domaines de la vie quotidienne à l'appui et au soutien des voisins. C'est ainsi que les populations rurales se rendent très souvent des services dans le domaine de l'agriculture par la prestation de services gratuits, le prêt d'équipements agricoles. Il en est de même dans la construction des cases et autres types d'habitats, etc.

✓ **Diversification des sources de revenus et participation commune des membres.**

Au niveau des ménages, on note la diversification des sources de revenus et la participation commune des membres dans la satisfaction des divers besoins. Par exemple, les jeunes qui sont en ville envoient régulièrement de l'argent au chef de ménage. Cet argent, combiné aux ressources (produits agricoles et numéraires) des membres restés au village permettent d'entretenir le ménage.

✓ **Enfants comme pourvoyeurs de ressources**

Devant les incidences de la crise, tous les enfants ne sont pas envoyés à l'école. Certains notamment les filles, sont délibérément laissées à la maison puis envoyées en ville où ils s'exercent dans des métiers rémunérés. Ces revenus sont alors destinés à accroître les ressources du ménage.

2.2. En zone urbaine

Les stratégies individuelles diffèrent en fonction des classes d'âge.

Les jeunes filles : Ces dernières pour subvenir à leurs besoins (alimentaires, vestimentaires, etc.) disposent d'un arsenal de stratégies dont les plus importants sont les suivants :

✓ **Activités de coiffures et de couture**

Elles peuvent s'adonner à des activités de tresses en raison de 500 à 1500 F par tête et par individu. Cette activité est très rentable surtout à l'approche de manifestations ou de festivités.

✓ Constitution en personnel de maison et domestiques

Elles se constituent en domestiques dans les maisons. Les ethnies Bassari, Koniagi, et Peuls sont plus versées dans cette activité notamment dans la commune de Tambacounda. Cependant, avec la gravité de la crise, cette activité est entrain de concerner toutes les ethnies. Les rémunérations restent malheureusement faibles et tournent entre 3000 F et 7000 F CFA. Elles sont cependant prises en charge pour la nourriture.

✓ Petit commerce

Les filles s'adonnent aussi au petit commerce (étalage de fruits et légumes, vente de jus de bissap, d'eau fraîche ou glacée, etc.). Ces activités permettent d'honorer leur engagement dans les tontines et autres formes de regroupement et régler certains de leurs besoins.

✓ La Prostitution et ses types déformés

Certaines filles préfèrent la voie de la prostitution. A Kédougou, cette prostitution est entrain de prendre des dimensions inquiétantes. Le développement des campements touristiques participe de façon fort remarquable à la pérennisation de cette activité. Les revenus tirés de cette activité sont importants. Pendant la saison touristique, les revenus atteignent 20.000 F par nuit et par fille.

Les phénomènes de « *Mbaraan* » et de « *Mbaxal* » commencent à prendre de l'ampleur dans les centres urbains. Ils participent de ces stratégies de captation de ressources. Les filles sont totalement prises en charge par ces petits copains qui n'hésitent pas à corrompre les parents par des « cadeaux » pour bien se positionner.

Les jeunes garçons : Ils mènent également des activités rémunératrices. Ce sont principalement :

✓ Petits métiers

Que ce soit à Bakel, Kédougou ou Tambacounda on note une prolifération des petits métiers. Les garçons quittent tôt les bancs de l'école et s'investissent après quelques années d'apprentissage vers des métiers comme la maçonnerie, la menuiserie, la mécanique, électricité, le transport de bagages (poussettes à Bakel) etc. Ces métiers permettent à ces jeunes de prendre en charge leurs besoins.

Certains optent tout simplement pour l'émigration et cette stratégie de survie qui a d'ailleurs toujours existé est considérée d'ailleurs par certains jeunes comme l'unique solution. Ce vœu d'émigration est devenu obsessionnel chez la majorité des jeunes. L'exode est aussi une forme atténuée de cette émigration. Il peut être saisonnier ou définitif. Certains jeunes et femmes retournent au village pour cultiver pendant la saison des pluies. Dans la commune de Kédougou, trois (3) femmes sur cinq (5) retournent à la campagne pendant l'hivernage.

Les jeunes garçons s'adonnent également à des activités de commerce. Ces activités de commerce sont variées et concernent pratiquement tous les secteurs.

Les stratégies collectives consistent essentiellement en :

✓ **La constitution de cadres de solidarité économique et social**

Ces cadres concernent aussi bien les femmes que les jeunes filles. Ces cadres s'organisent principalement en regroupement à vocation socio-économique et sont représentés par les tontines, les Groupements de Promotion Féminine (GPF), les Groupement d'Intérêt Economique (GIE). Les tontines qui sont basées sur la confiance et la solidarité constituent des stratégies efficaces de sortie de crise. Les cotisations cumulées pendant les «*teeggi*» constituent le plus souvent un point de départ pour débiter une activité génératrice de revenus. Les Groupements de Promotion Féminine constituent des formes plus évoluées d'organisation et de solidarité. Ces groupements mènent des activités productives et des activités purement sociales.

III. Typologie de la sémiologie populaire relative à la pauvreté et au bien être

Les populations utilisent couramment des expressions tirées soit de leur tradition soit des expériences locales vécues. Ces expressions permettent, entre autres, de définir et évoquer des notions relatives à la pauvreté et au bien être mais aussi de ressortir les stratégies et les ajustements développées par ces dernières.

3.1. La typologie par rapport à la définition

- **Les ménages très pauvres sont désignés sous les vocables de:**

«*Karaxan*» en Malinké;

«*Baaso*» en Peul ;

«Xonditoone» en Djallonké;
 «Ajobo sampeko» en Bassari;
 «Miskine» en Wolof;
 «Tampinté» en Soninké;

- **Les ménages pauvres sont désignés par :**

«Tampudo» en Peul;
 «Semeexo» en Djalloké;
 «Fangantan» en Malinké;
 «Fasontefñaani» en Soninké
 «Neew jidoole» en Wolof;
 «Ajobo ben njaaknu» en Bassari.

- **Les ménages moyennement aisés sont définis par les termes suivants :**

«Sebaye» en Malinké;
 «Samordo» en Peul;
 «Tanne» en Wolof

- **Les ménages nantis sont désignés par les expressions :**

«Nafulkanñara» en Djallonké;
 «Fagaman» en Malinké;
 «Gallo» en Peul;
 «feekh » en Wolof;
 «Foogume» en Soninké.

3.2. Typologie des sémiologies par rapport à la question alimentaire

Les sémiologies utilisées concernent :

- Le «Gobardiase» en Wolof, le «Khira mbotta» en Peul, le «Genekaanaka apra» en Bassari.

- Les expressions de : «Reer ci ndeeki ci», «añ ci reer ci», et le «Añ reer»

Ces sémiologies désignent des ajustements par rapport à l'alimentation en fonction du temps ou du moment de la journée.

- Le «Woote», le «yekale», le «Xaaran» sont autant ajustements opérés par les ménages ou en direction des ménages pour contourner cette cruciale question de l'alimentation au niveau des ménages et des populations.

3.3. Les sémiologies à caractère religieux

Il s'agit des formules de :

«*Ndogol yala*»;
 «*Loujott yomb*»;
 «*Sant yalla*»;
 «*Diapsiyala*»;
 «*Niak pekhe*».
 «*Mougn*».

C'est des sémiologies qui font référence à la fatalité, à la résignation, à la renonciation. Les tenants de ces thèses expliquent et ramènent tout à Dieu.

3.4. Les sémiologies développées par les populations déterminées à se défaire de la pauvreté et qui innovent.

Ces sémiologies sont en contradiction directe avec celles à caractère religieux. Ce sont des formules développées pour la plupart par les jeunes : Il s'agit principalement de :

«*Niefe*»;
 «*Djengou*»;
 «*Boul falé*»;
 «*Dor moudanou*»;
 «*takale*»

3.5. Les autres types de sémiologies

Ces sémiologies peuvent être propres à certaines catégories sociales. C'est le cas notamment pour les femmes des pratiques de «*Mbarane*», «*Mbaxaie*» comme stratégies de survie.

Pour les jeunes garçons, le terme qui le plus revu celui de l'émigration avec les expressions de «*Dieul pithimi*» ou de «*Yeek*» car disent ils «*Fiyorouko*».

Pour la résolution d'un problème immédiat, les ménages font du «*takale*» ou du «*Tablee*», le «*Dioxe*». Des sémiologies qui désignent des comportements de transgression vis-à-vis d'une situation quelconque ou en rapport avec la pauvreté. Des gens te disent que pour survivre, il faut savoir dès fois transgresser certaines normes, certaines règles préétablies. C'est le fameux terme de «*Dialgatti*».

Les populations et les ménages sont entrain de légitimer toutes ces pratiques qu'elles soient bonnes ou mauvaises. Ces pratiques sont ainsi des modes

d'agir ou de pensée. Certaines sont en contradiction directe : c'est le cas de «*Ndogol yalala*» et de «*Niefe*» ou de «*Djengou*».

IV. ANALYSE DU ROLE DES INSTITUTIONS DANS LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Un ensemble d'institutions et de structures organisent et appuient les populations à la base. Ces institutions qui s'investissent dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables peuvent avoir un caractère public, privé ou local.

Il existe donc une foule d'institutions intervenant sur toute l'étendue de la région. L'action de ces institutions est très variée et touche pratiquement tous les domaines de la vie des populations. Ce sont des institutions d'encadrement, de financement, d'appui et de conseil, d'assistance sociale et technique.

Cependant, malgré la diversité des domaines couverts, les actions de ces organisations n'ont pas encore, à ce jour, donné les véritables résultats escomptés même si des expériences réussies ou en voie de réussite dans le domaine de la lutte contre la pauvreté sont notées çà et là. De plus, il n'y a pas de coordination réelle entre ces différentes organisations qui tardent à avoir un impact réel.

Parmi, les expériences les plus en vue dans le domaine de la lutte contre la pauvreté sont menées par le Fonds de Développement Local de Kédougou (FDL) de Kédougou et le Projet de Promotion des Micro entreprises Rurales (PROMER) intervenant dans les régions de Tambacounda, Kolda, Kaolack et Fatcik. (Encadré n°5, 6)

Encadré 5 : Une expérience en matière de lutte contre la pauvreté : Le Fonds de Développement Local de Kédougou (FDL)

Le Fonds de développement Local (FDL) dans la région de Tambacounda est un programme financé par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU). Il constitue une expérience pilote de lutter contre la pauvreté par l'appui à la décentralisation actuellement mise en œuvre au Sénégal. Le programme qui intervient dans 14 collectivités locales des départements de Kédougou et de Tambacounda travaille essentiellement sur quatre axes : La planification, la réalisation d'investissements prioritaires, l'appui aux organisations de base, le renforcement des capacités.

La planification qui est à la base des programmes d'action a permis la reformulation de treize Plans de développement Local (PDL) et du plan d'investissement Communal (PIC) de la commune de Kédougou qui sont des instruments essentiels de développement pour les six années à venir. Près de deux ans après son lancement, le FDL a à son actif les activités suivantes :

a) Au niveau des infrastructures et des équipements :

- réhabilitation de la place Léopold Sédar Senghor de la commune de Kédougou ;
- extension et réhabilitation du réseau d'éclairage public de la commune ;
- construction d'un terrain de sport multi fonctionnel dans la commune ;
- construction et équipement de 13 maisons communautaires ;
- construction de 16 puits neufs ;
- extension de 2350 mètres de réseau d'adduction d'eau ;
- construction de 3 maternités rurales ;
- construction de 8 cases de santé ;
- réhabilitation de 2 salles de classe

b) Projets en faveur des organisations communautaires de base :

- projet de maraîchage ;
- projet d'aviculture ;
- projet d'installation de moulins à mil ;

c) Au niveau de la formation :

- formation de 225 élus locaux sur les thèmes relatifs à la planification, au budget, aux compétences transférées, au contrôle de la légalité ;
- formation de 21 matrones
- formation de 10 auxiliaires de santé communautaire ;
- formation de 17 vétérinaires ;
- formation de 18 pépiniéristes

Le FDL reste sans nul doute l'initiative de développement majeur dans le département de Kédougou. Cette initiative qui a pour objectif final de contribuer à la promotion économique et sociale des populations des départements de Kédougou et de Tambacounda, est entrain de mener des expériences intéressantes dans cette partie Sud Est du pays.

Cependant, même si ses réalisations militent en sa faveur, certaines populations du département perçoivent négativement la présence de cette

institution. Cette attitude est liée au fait qu'à ses débuts, le FDL n'avait pas suffisamment fédéré, par une approche participative et socio-anthropologique, les populations autour de ses objectifs et de sa mission. L'approche utilisée au début fait que les critères de sélection des organisations communautaires sont décriés souvent à torts ou à raison par certaines populations et associations.

Si le FDL arrivait à être reconduit, il devrait renforcer davantage ses activités dans le domaine du désenclavement de la localité, base de tout processus de développement et de l'hydraulique villageoise. Pour le désenclavement, des actions sont certes perceptibles à travers, entre autres, la mise en place de trois pirogues pour permettre aux populations de joindre leurs champs situés de l'autre côté de la rive, l'engagement de construire le pont de Dinguessou pour faciliter la circulation des personnes et des biens. Pour l'hydraulique rurale, des actions sont certes mises en œuvre mais paraissent insuffisantes par rapport au besoin en eau de la quasi-totalité des localités rurales.

Ensuite, même si la gestion de l'environnement fait partie de ses lignes directrices, il est fondamental que le FDL soit plus regardant sur les impacts environnementaux de ses réalisations. Dans le quartier de Togoro, certains axes routiers construits et/ou financés par le FDL sont considérés, par les populations, comme source d'inondations pendant la saison pluvieuse car certains aspects techniques n'ont pas été bien appréciés.

D'autres expériences sont entrain d'être menées dans la région avec des approches certes différentes mais convergents tous vers l'amélioration des conditions de vie des populations. Celles pilotées par le Projet de Promotion des Micro Entreprises Rurales (PROMER) est aussi illustratif de la dynamique en cours. Cette dynamique place les populations au cœur du processus et accompagne ces dernières dans l'identification et la résolution de leurs problèmes.

Encadré n°6 : Une initiative de développement en faveur des populations rurales pauvres : **le Projet de Promotion Micro Entreprises Rurales (PROMER)**

Titre : Projet de Promotion des Micro Entreprises Rurales

Localisation : Région de Tambacounda
Région de Kolda
Région de Kaolack
Région de Fatick

Cibles : Populations rurales les plus pauvres avec un accent particulier aux jeunes ruraux et aux femmes.

Objectifs généraux « les 4 A » :

- Améliorer les revenus des familles rurales pauvres par la création de nouveaux emplois rémunérateurs et durables;
- Accroître la production de biens et de services de qualité pour le développement économique des zones rurales à travers la valorisation des productions et des ressources locales ;
- Allonger la période du travail productif annuel au-delà de la période des travaux agricoles ;
- Atténuer l'exode rural grâce aux opportunités de travail offertes aux jeunes dans les villages

Objectifs opérationnels :

- Création ou consolidation de 1231 micro entreprises rurales no agricoles ;
- 3350 emplois permanents ou saisonniers ;
- Production additionnelle de 3 milliards
- 720 millions de revenus additionnels.

Durée : 6 ans : mars 1997-mars 2003

Coût du projet : 10.94 millions de dollars us

Financement du projet : FIDA 67%, Bénéficiaires : 12.1%,
Crédit Mutuel de Sénégal :10.6%, Gouvernement du Sénégal 10.3%

Principales réalisations :

- 41 Communautés Rurales et 17 Arrondissements touchés ;
- 692 PIE identifiés;
- 301 comptes ouverts et 19819935 F CFA d'épargne collectée;
- 190 dossiers financés dont 45.26% pour les femmes et 26% pour les jeunes ;
- 30379832 F CFA de prêts accordés dont 37.7% pour les femmes et 30.8 % pour les jeunes;
- 431 PIE formés dans les domaines très variés (comptabilité/gestion, savonnerie, forge, embouche, micro pâtisserie, transformation des fruits et légumes, aviculture, teinture, coiffure, restauration, etc. dont 78% de femmes et 39% de jeunes;
- 403 MER créées ou consolidées;
- 706 emplois créés ou consolidés;
- Mise au point et test d'un protocole d'une table à couper le savon;
- Amélioration du rendement énergétique des fours artisanaux;
- Expérimentation d'une presse à karité;
- Elaboration et test d'une fiche de gestion simplifiée pour les analphabètes;
- Mise au point d'un dispositif de collecte et d'analyse des prix au niveau des principaux «loumas» pour une bonne in,formation des MER;
- Appuis organisationnels et commerciaux, à des groupements de femmes productrices de karité, Nététou, huile de palme et savon.

Le PROMER, de par ses réalisations contribue de façon indéniable à la réduction de la pauvreté dans la région de Tambacounda. Intervenant à l'échelle des Communautés Rurales, le PROMER gagnerait beaucoup en modifiant la conception même de du projet et de son intervention en finançant des activités agricoles.

Le non-financement d'activités agricoles qui mobilise plus de 70% des actifs exclut à priori la majorité de pauvres qui aurait pu bénéficier de son appui pour améliorer leurs revenus. Par ailleurs, les conditions d'accès au crédit devraient être revues. Une personne qui baigne dans un manque notoire se verrait très mal dans une situation d'épargnant pendant 6 mois pour pouvoir bénéficier d'un quelconque prêt. Ces deux contraintes majeures levées, le PROMER pourrait se positionner comme institution leader dans la lutte contre la pauvreté au niveau régional et même national.

D'autres institutions interviennent ou sont déjà intervenues dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, c'est le cas notamment du Groupe d'Appui pour le

Développement Communautaire (GADEC) mais aussi du SOUS PROGRAMME 2 puis, du SOUS PROGRAMME 1 du Programme Elargi de Lutte Contre la Pauvreté (PELCP), financés et appuyés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Il y a aussi des institutions financières dont l'objectif est de favoriser l'accès des populations au crédit et des acteurs socio-économiques, ce sont principalement le Crédit Mutuel du Sénégal (CMS), l'Alliance pour le Crédit et l'Épargne (ACEP), la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS). Mais, il n'existe pas encore de véritables structures de financement décentralisées (SFD) capable de prendre réellement en charge les besoins des populations les plus démunies. Les structures financières existantes même si elles interviennent en milieu rural ont des critères souvent très sélectifs excluant de fait les catégories les plus nécessiteuses.

L'ensemble de ces institutions participe de façon directe ou indirecte à la création d'emplois au niveau de la région et les résultats du PROMER sont édifiants. Leur orientation est de rompre avec l'esprit de l'emploi bureaucratique enraciné au niveau de certains esprits. A l'échelle de la région, le travail effectué par ces institutions est globalement bien perçu par les populations. Cependant, sur le terrain, la situation n'est pas aussi rose qu'on le pense. Ces structures doivent véritablement s'adapter aux réalités socio-économiques des ménages et des populations pauvres. Cette adaptation se traduira par l'assouplissement dans les critères de sélection des organisations communautaires partenaires et des agents économiques individuels.

Les populations quant à elles s'organisent en associations capables de prendre en charge leurs préoccupations en matière de développement. Certains de ces regroupements sont entrain de mener des expériences très intéressantes dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. L'expérience menée par le groupement de Dinguessou I dans le département de Kédougou. (Encadré n°7)

Encadré n°7 : Une expérience de développement économique et social local : Le groupement de Dinguessou I

Titre : Groupement de Dinguessou I

Localisation : Quartier Dinguessou

Date de création : 1983

Secteurs d'activités : agriculture, commerce, teinture, maraîchage, activités communautaires, etc.

Objectif : Participer à la promotion économique et sociale des femmes de Dinguessou.

Ce groupement féminin fait partie sans nul doute des plus anciens de la commune de Kédougou voire de la région de Tambacounda. Il reste résolument engagé dans l'amélioration du statut social et économique de la femme. La diversité des activités mentionnées ci-dessus témoigne de la vitalité de cette organisation.

Pour l'agriculture, les rendements sont cependant très faibles car les productions ne dépassent pas 300 kg. Les productions sont écoulées sur le marché local notamment pendant la période de soudure. La teinture est également une activité génératrice de revenus et les produits sont vendus à Dakar ce qui augmente les marges bénéficiaires. Les contraintes identifiées dans cette activité concernent essentiellement sur la facturation au niveau des postes douaniers.

Mais les recettes tirées de ces activités servent à renflouer leur compte et surtout à aider les membres du groupement en difficulté. Le rôle de sociabilisation est à ce niveau très important. En effet, les membres de l'association qui sont au nombre de 32 peuvent en cas de besoins solliciter de petits prêts pour régler des problèmes ponctuels (frais médicaux, dépense quotidienne, etc.).

Cette forme d'entraide non formelle basée sur la confiance des membres participe de façon conséquente à la réduction de la pauvreté et constitue une stratégie pertinente de sortie de crise. Le groupement mène également des activités communautaires notamment de l'information et de la sensibilisation sur des thèmes socio-sanitaires : SIDA, MST, hygiène, vaccination.

A côté de ces expériences menées par des structures limitées dans le temps ou mises en place par une portion de la population nous avons les actions des instances dirigeantes locales comme le Conseil Municipal ou celui Rural.

Il faut reconnaître que ce sont des structures transversales donc intervenant dans tous les domaines d'activités des populations. En principe, elles sont beaucoup plus proches des populations que les autres structures. Elles constituent même des acteurs incontournables pour toute intervention dans les terroirs.

Toutefois, malgré leur semblant de proximité, ce sont les structures les plus négativement stigmatisées par les populations. En effet, une kyrielle de griefs leurs est adressée. Parmi celle-ci :

- La moyenne d'âge très importante des membres de ces instances. L'essentiel des membres de ces conseils surtout au niveau du Conseil rural est formé de vieillards;
- L'analphabétisme et la capacité managériale faible des autorités locales. Cela explique la non compréhension de leur rôle de conseillers et fait qu'il prennent leur fonction comme un honneur et pas comme une charge. Ces raisons font que ces autorités locales n'utilisent leur fonction qu'à des fins personnels;
- Le clientélisme de ces structures. Il découle de la mauvaise appréciation de leurs charges. Les populations de même sensibilité politique que ces autorités locales sont les privilégiées dans toute action de soutien, d'aide et d'encadrement;

Ces divers griefs expliquent la généralisation des propos du genre : «ils ne sont là que pour leurs poches et leurs proches», « Ils se moquent des gens». On comprend pourquoi les populations tendent de plus en plus à refuser le paiement de la Taxe Rurale. Elles affirment que cet argent n'est pas utilisé à bon escient.

V. LES PRINCIPALUX IMPACTS DES PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE SUR L'ORGANISATION DES CITES ET VILLAGES

5.1. En milieu rural

La région de Tambacounda se caractérise dans sa partie rurale surtout par le poids de ses traditions. Ceci se répercute en général dans l'organisation spatiale des villages. Cela est beaucoup plus présent dans les villages Manding et Soninké. Ainsi nous avons le plus souvent au centre du village les demeures des descendants du fondateur qui sont à la fois les nobles et les

chefs de village. Les autres catégories sociales comme les hommes de caste (Esclaves, Griots, Forgerons, Cordonniers, etc.) sont logées à la périphérie ou parfois au centre mais dans un espace défini et distinct de celui des nobles.

Ce n'est pas le niveau de richesse qui est déterminant dans l'organisation spatiale des villages. C'est le facteur historique et culturel qui est déterminant. D'habitude, il faut noter que les nobles sont la première génération de riches. Et comme les villages sont organisés en fonction des classes sociales, il apparaît une organisation selon la richesse.

Certaines mutations ont conduit maintenant à une tendance à la disparition de cette organisation. Des nobles, du fait de l'exiguïté des demeures ont préféré aller s'installer vers la périphérie. De nouveaux riches que l'ont trouve aussi bien chez les nobles que chez les hommes de caste ont construit, dans les zones limitrophes des villages, leurs maisons et y ont demeuré. Ceci est beaucoup plus visible dans le département de Bakel avec les villages à fort taux d'émigrés.

5.2. En milieu urbain

Au niveau des villes, il faut dire que deux types de pauvres occupent différemment l'espace.

Dans les anciens quartiers situés au centre des villes, ce sont des ménages qui ont basculé dans la paupérisation du fait surtout du non-remplacement du soutien de famille. C'est l'exemple des ménages où les enfants n'ont pu prendre en charge le ménage lorsque le père est devenu économiquement inactif. (décès, retraite, déflation).

Dans les quartiers périphériques, nous avons deux types de pauvres qui au final sont identiques.

- Les ruraux qui ont fuit la campagne délaissant leur terre (principal capital) pour venir en ville s'adonner au petit métier car étant sans formation. Ces migrations peuvent être saisonnières ou définitives.

- L'autre type est constitué des villageois qui ont vu leur localité être engloutie par la ville dans son expansion spatiale. Ils ont conservé leurs terres et leurs principales activités.

Toutefois ces populations néo-citadines sont de plus en plus polarisées par la vie urbaine. Elles sont dans une phase transitoire hybride qui en fait des exclus. Car elles n'arrivent plus à vivre de leurs activités rurales et ne s'adaptent pas au mode d'acquisition des ressources de la ville.

En somme, ce sont ces quartiers périphériques qui sont perçus par les populations comme les plus pauvres. Cela s'explique par le fait que les valeurs

foncière et locative y sont beaucoup plus faibles. C'est dans ces quartiers aussi que la couverture en services sociaux de base est beaucoup plus faible et que le cadre environnemental est plus dégradé. Les habitants de ces zones sont en majorité des adeptes de petits métiers instables à revenus aléatoires et des paysans.

Même les nouveaux riches et autres catégories plus aisées qui y ont acquis des terrains camouflent leur appartenance à ces milieux. C'est le cas de cette adolescente K. D., fille d'un agent de la SNCS de condition relativement aisée : « *Lorsque je vais en boîte, au lieu de dire aux garçons qui m'abordent que j'habite à Saré Guilel, je leur dis que notre maison se trouve derrière le service des grandes endémies (trypano) »*

VI. ACTIONS ET STRATEGIES PRIORITAIRES DANS LA PLANIFICATION DE LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Il urge de mener dans le court et moyen terme un ensemble d'actions prioritaires pour résoudre définitivement la question de la pauvreté dans la région de Tambacounda. Cette résolution passera par des propositions concrètes émanant des populations et des ménages. Ces derniers touchés de plein fouet par cette pauvreté ont identifié des axes prioritaires pour sortir de cet état de privation, de manque et de frustration. Ces actions qui concourent tous vers le seul et unique objectif de réduction de la pauvreté diffèrent selon les catégories socio-économiques et les ménages.

6.1. Actions et stratégies prioritaires selon les ménages

Les ménages dans la région de Tambacounda sont confrontés à trois principaux problèmes : l'accès à l'eau dans certains quartiers périphériques et dans les zones rurales, l'accès à la santé, l'accès à la nourriture. Ces trois problèmes sont fondamentaux. Sans la résolution de ces trois problèmes aucun processus de développement durable ne pourra voir le jour et la pauvreté aura encore de beaux jours devant lui. Pour les ménages aussi bien ruraux qu'urbains, des mesures spécifiques sont préconisées :

✓ Accès à l'eau

La *création de bassins de rétention* d'eau doit être le fondement de la politique hydraulique rurale. Dans le département de Kédougou, la présence du socle ancien ne milite pas véritablement à la création de forage même s'il en existe. En milieu urbain, à défaut de branchements sociaux individuels, les populations démunies préconisent des *branchements collectifs* (type borne fontaine, robinet public) et une subvention de l'Etat et des collectivités locales dans la prise en charge des coûts.

✓ Accès à la santé

Selon les populations au-delà de la création d'infrastructures sanitaires, l'Etat doit favoriser la *création de mutuelles de santé* adaptées au contexte socio-économique capable de prendre en charge les problèmes de santé des populations. Aussi l'Initiative de Bamako (IB) doit s'étendre à d'autres types de médicaments. Ensuite, les populations estiment qu'un centre de santé doit pouvoir avoir le «minimum» en matériel et en personnel. Construire une infrastructure est une chose, l'équiper et le faire fonctionner en est une autre.

✓ Accès à la nourriture

L'objectif d'atteindre de l'autosuffisance alimentaire ne doit pas seulement être un vœu pieux de la part des autorités, elle exige des mesures concrètes et opérationnelles, selon les ménages. La mise en place de centrales d'achat décentralisées au niveau des quartiers, hameaux et bourgs de la région de Tambacounda avec des mécanismes de fonctionnement et de gestion souple intégrant les possibilités financières des ménages devrait incontestablement contribuer à l'amélioration de l'accès à une alimentation suffisante et équilibrée.

6.2. Actions et stratégies prioritaires selon les jeunes ruraux et urbains

L'objectif de la plupart des jeunes de la région de Tambacounda est d'émigrer dans l'espoir de réussir dans la vie. De nos entretiens, est ressorti le fait que la majorité d'entre eux pourrait reconsidérer leur position si leurs conditions économiques arrivaient à changer positivement. L'amélioration de ces conditions passera par :

✓ La création d'activités productrices

Ces activités devraient permettre d'accumuler des revenus substantiels et permettre la satisfaction de leurs besoins. La création de ces activités suppose l'accès au crédit à des conditions très souples et accessibles par tous.

✓ La création d'infrastructures économiques

Ces infrastructures économiques permettront selon les jeunes de fournir des emplois stables et durables. Ces infrastructures de par leur capacité d'entraînement produiront des externalités qui pourraient être exploitées par les autres agents économiques et même par l'Etat.

✓ La pratique d'une agriculture moderne

Les jeunes notent que l'agriculture de subsistance ne peut permettre en aucune manière de produire des ressources stables et suffisantes. La solution réside dans l'intensification agricole. Cette solution passera par la volonté et la capacité de l'Etat à fournir le matériel agricole et les intrants nécessaires.

6.3. Actions et stratégies prioritaires selon les acteurs du secteur agricole

Ces acteurs sont représentés principalement par les cultivateurs. Les activités agricoles mobilisent 70% des actifs et entrent pour 40% dans la formation du PIB régional. Elles constituent donc l'activité dominante dans la région. La lutte contre la pauvreté dans la région de Tambacounda passera impérativement par la résolution des problèmes agricoles. Ces problèmes sont liés entre autres à :

Doter les paysans en matériel et en intrants agricoles. Cette dotation passera par l'accès au crédit à des conditions acceptables et préférentielles qui tiennent compte des possibilités financières et de l'environnement socioéconomique du paysan. Ensuite, l'Etat devrait subventionner l'acquisition du matériel agricole à défaut de le fournir gratuitement aux paysans les plus démunies.

Proposer des prix vraiment incitatifs. Selon les paysans, il est vraiment dommage que l'Etat par le biais de ses structures de développement propose des prix de misère aux producteurs (SONACOS, SODEFITEX). Ils estiment que le premier jalon de la volonté de l'Etat à régler les problèmes agricoles serait la révision à la hausse des prix au producteur. Il ne s'agit plus de produire pour produire mais de produire pour gagner de l'argent et vivre décemment.

6.4. Actions et stratégies prioritaires selon les femmes

La crise qui frappe l'essentiel des ménages de la région de Tambacounda est beaucoup plus perceptible au niveau de la gente féminine. Ceci, du fait que les femmes constituent une importante portion des couches les plus vulnérables. Ce qui s'oppose d'ailleurs à leur rôle de gestionnaire des foyers et de l'éducation de la société. Pour ces raisons, nous pensons qu'il est incontournable dans des programmes de lutte contre la pauvreté, de dédier un volet spécifique aux femmes. Les actions en direction des femmes doivent avoir comme axes principaux :

✓ **Le renforcement des capacités**

Sans femme, le ménage semble beaucoup plus vulnérable, car c'est grâce à elle que les enfants sont bien éduqués et soignés, que les petits détails qui font de l'homme un adulte responsable sont assurés. Pour l'aider dans son rôle de gestionnaire du ménage, il faut renforcer ses capacités en l'éduquant. Ne pas seulement se limiter à l'apprendre à lire et à écrire, mais insérer dans les programmes d'alphabétisation, diverses autres disciplines.

Parmi ces enseignements devront figurer l'éducation à la vie familiale, des IEC en santé de la reproduction, en MST mais aussi des programmes de gestion financière et de création de projet. L'implantation de centres de nutrition communautaires dans les campagnes participera à ce renforcement des capacités. Nous pensons aussi qu'il est indispensable de rendre l'éducation pour tous obligatoire et gratuite pour le cycle primaire.

✓ **L'allégement des travaux des femmes**

Devant la crise, les femmes, en plus de leur rôle de gestionnaire des foyers, participent activement à la captation de ressources. Ce qui n'est pas pour faciliter leurs tâches domestiques. Pour cela alléger les travaux domestiques en rendant beaucoup plus accessible un certain nombre de biens et services nous semble important. Ces services concernent surtout l'accès direct et rapide à l'eau potable, l'accès aux produits et denrées de première nécessité, la dotation en moulin à mil, l'accès aux combustibles domestiques.

✓ **Favoriser l'accès au crédit**

Nous pensons que le crédit est une fonction très importante de l'activité économique. La femme aussi bien rurale qu'urbaine doit pouvoir bénéficier de ressources financières suffisantes pour mener des activités productrices et par conséquent génératrices de revenus. Il faut donc de véritables structures de financement décentralisées (SFD) qui puissent prendre en compte leurs besoins réels. L'accès au crédit ne se limite pas seulement l'implantation de ces SFD, il faut que les modalités d'accès à ce crédit soit collées à leurs conditions socio-économiques. Par ailleurs, les formalités administratives et autres conditionnalités doivent être réduites au strict minimum.

Comment se construisent les perceptions relatives à la pauvreté ?

Les perceptions de la pauvreté font référence à un certain nombre de valeurs, de sentiments qui à l'évidence sont déterminés par les cadres sociaux, économiques et culturelles des acteurs. Ces cadres qui connaissent une évolution spatio-temporelle, entraîne une variation dans le même sens des définitions de la pauvreté.

C'est ainsi qu'il est apparu que certaines perceptions naissent du fait de l'évolution d'un certain nombre de choses relatives à l'époque. L'amélioration globale des conditions de vie entraîne chez les populations une aspiration de plus en plus importante à une vie plus stable.

Les perceptions varient aussi en fonction des références culturelles. Les perceptions différeront ainsi selon que l'on est dans un environnement à fort ancrage traditionnel ou dans un autre plus moderne. Le plus souvent la tradition favorise la solidarité alors que dans des cadres modernes, l'individualisme est plus développé. Dans ce même ordre d'idées, soulignons que les liens entretenus avec la religion sont aussi déterminants dans l'émergence des perceptions.

CINQUIEME PARTIE

CINQUIEME PARTIE : RECOMMANDATIONS

I. Recommandations de ciblage pour atteindre les pauvres dans les différents programmes de développement.

La lutte contre la pauvreté doit être une combinaison de plusieurs mesures spécifiques allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables. Il est donc fondamental que ces groupes soient ciblés. Ce ciblage passera par :

- ✓ **La mise en place d'un Système d'Information Régional sur les populations vulnérables**

Il s'agira pour les décideurs et les initiateurs de projets et de programmes de lutte contre la pauvreté de disposer de base de données, régulièrement mise à jour, sur les conditions de vie de populations. Les indicateurs qualitatifs de la pauvreté et l'ensemble des données seront combinés et intégrés dans un système informatique avec des logiciels de cartographie et d'analyse de données qualitatives adaptées.

La vision spatiale qui en résultera permettra à l'Etat, aux collectivités et au ONG de prendre les décisions adéquates en temps opportun et d'orienter sur le terrain leurs actions en direction des populations vulnérables. C'est un outil d'aide à la décision au profit des populations et des ménages pauvres. Les zones les plus pauvres seront identifiées, leurs caractéristiques (atouts, contraintes, etc), leurs spécificités socioculturelles en rapport avec la pauvreté, l'intervention des structures de développement, les stratégies préconisées seront dégagées.

- ✓ **Mise en place d'un cadre de concertation et de coordination des actions de lutte contre la pauvreté dans la région**

Le Système d'Information Régional (SIR) sera complété par la mise en place d'un cadre de concertation permanente entre les acteurs concernés. Ce cadre aura des démembrements à l'échelle des quartiers et des villages. Nous estimons que pour atteindre pleinement les populations pauvres, les différentes structures de développement doivent coordonner leurs interventions sur le terrain. Une (1) intervention coordonnée et cohérente touchant des populations vulnérables sur un problème concret vaut plus que dix (10) interventions non coordonnées et éparpillées dans le temps et dans l'espace avec des fois des objectifs flous et irréalistes.

Nous pensons qu'il ne suffit pas seulement d'informer les populations sur les mesures préconisées ou envisagées en leurs faveurs et qu'elles donnent leurs avis. L'implication et la participation doivent commencer en amont. Les idées de projets et les stratégies de sortie de crise doivent émaner des populations vulnérables dans leur écrasante majorité. Même si aujourd'hui dans la planification des projets et programmes de développement le mot participation revient comme un leitmotiv mais dans la réalité l'approche du «top down» est toujours présente avec des formes moins «mécaniques» et plus ou moins évoluées.

- ✓ **Tenir compte des particularités culturelles, linguistiques, religieuses, sociales et économiques des populations pauvres**

Cette proposition recoupe la précédente. La pauvreté n'est pas uniquement un manque de moyens, les particularités précitées influencent beaucoup sur les perceptions des populations de la pauvreté. Ces considérations doivent être connues et prises en compte dans les phases de formulation participative des projets et programmes de développement en direction des populations pauvres.

II. RECOMMANDATIONS GENERALES

Les entretiens eus avec les populations, les discussions avec les personnes ressources et autres techniciens nous ont permis proposer un ensemble de recommandations d'ordre générale mais stratégiques allant dans le sens de la lutte contre la pauvreté dans la région de Tambacounda. Ces recommandations concernent entre autres, le désenclavement de la zone, le développement durable, la valorisation des atouts et potentialités de la région, la satisfaction de la demande sociale.

- ✓ **L'enclavement**

La question du désenclavement de la région de Tambacounda est un axe majeur dans la lutte contre la pauvreté. Ce désenclavement permettra une meilleure circulation des hommes, des biens et des services favorisant ainsi les échanges économiques, la circulation monétaire. Cet enclavement est un facteur limitant pour les investissements étrangers ou privés. «La route du développement passera par le développement de la route». Certaines localités notamment rurales comme Fongolimbi, Dimboli, Salémata, etc. dans le Kédougou, la poche de la Falémé (arrondissement de Kéniéba) dans le Bakel sont d'accès très difficiles et pratiquement isolées pendant la saison des pluies. Cet enclavement bloque les investissements privés étrangers et locaux et les échanges économiques.

sont d'accès très difficiles et pratiquement isolées pendant la saison des pluies. Cet enclavement bloque les investissements privés étrangers et locaux et les échanges économiques.

Il s'agira pour les pouvoirs publics principalement de :

Améliorer l'accès aux localités les plus reculées de la région ;
Renouveler et entretenir le réseau du chemin de fer et voir les possibilités de liaisons régionales entre le département de Tambacounda et celui de Bakel;
Faciliter et décentraliser à l'échelle la plus basse l'accès aux Nouvelles Technologies de la Communication et de l'Information (NTCI) ;
Étendre le réseau de la téléphonie rurale mobile et fixe.
Accroître et améliorer les liaisons et équipements fluviaux sur la Gambie et le Sénégal.

Le Développement Durable

Ce développement durable passera par :

La prise en compte de l'environnement et de ses interactions dans les plans régionaux, départementaux et locaux de développement;
L'implication des populations dans toutes les étapes de la planification environnementale;
La prise de conscience par les populations du caractère non pérenne des ressources naturelles;
L'exploitation rationnelle des ressources de l'environnement ;
L'amélioration du cadre de vie des populations.

✓ La valorisation des atouts et potentialités de la région

La région de Tambacounda dispose des atouts extrêmement importants pour amorcer et installer définitivement une dynamique de développement sans précédent. La valorisation de ces atouts et potentialités ne peut plus se conjuguer au futur. Elle nécessite une volonté politique réelle et inébranlable des autorités nationales et régionales. Cette volonté se traduira par des actes concrets allant dans ce sens.

Cette valorisation des potentialités et atouts se matérialisera par :

- La création d'unités industrielles pour exploiter les immenses potentialités minières de la région ;
- La création de véritables complexes touristiques à l'image de ce qui existe en Casamance ou sur la Petite Côte ;
- La création de PME/PMI qui investiront les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat où les potentialités existent réellement ;

- L'accroissement des productions dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, de l'apiculture, de l'élevage, de l'exploitation des produits forestiers, etc.
- **✓ La satisfaction de la demande sociale**

Pour améliorer les conditions de vie des populations et des ménages, il est fondamental que la demande sociale soit satisfaite. Cette demande sociale concerne principalement la santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau potable, la prise en charge des groupes vulnérables. Cette satisfaction de la demande sociale passera, entre autres actions, par :

- L'augmentation et l'équipement scolaires ;
- La promotion de la scolarisation des filles ;
- L'augmentation des infrastructures et équipements sanitaires ;
- L'approvisionnement correct en eau potable ;
- La lutte contre le sous emploi et le chômage ;
- L'amélioration de la prise en charge les groupes vulnérables.

Au-delà de la mise en place d'infrastructures dans les secteurs précités, l'Etat devra définir une politique favorisant l'accès à ces infrastructures et équipement aux populations les plus démunies. Rien ne sert d'avoir des équipements si ceux ci sont «vides» c'est à dire sans personnel et sans fréquentations réelles.

Ces infrastructures contribueront à la réduction de la pauvreté, et à la promotion économique et sociale des populations. Les infrastructures devront concerner davantage les localités rurales et atteindre ainsi les classes les plus défavorisées.

ANNEXES

LISTE DE ANNEXES

Annexe 1 : Liste des personnes consultées

Annexe 2 : Liste des personnes ressources et des autorités rencontrées

Annexe 3 : Calendrier détaillé de l'étude

Annexe 4 : Outils d'enquête

Annexe 5 : Liste des encadrés

Annexe 6 : Liste des tableaux et graphiques

Annexe 7 : Résultats préliminaires de la base de données des villages de la région de Tambacounda

Annexe 8 : Carte administrative de la région de Tambacounda

ANNEXE 1 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

NOMS PRENOMS	AGE	FONCTION	QUARTIER/LO CALITE
El haji Moussa GAYE	83	Chef quartier de Dinguessou	Dinguessou
Ndèye NDAO	45	Pdte GPF Dinguessou	Dinguessou
Kaly BOUBANE	46	Bana bana, cultivateur	Dinguessou
Coumba DIALLO	46	Cultivateur, ménagère	Dinguessou
Khadijatou BA	19	Ménagère	Dinguessou
Khady BA	22	Ménagère	Dinguessou
Penda KEITA	18	Ménagère	Dinguessou
Maimouna CAMARA	35	Ménagère	Dinguessou
Amady NDIAYE	50	Ecrivain, professeur	Dinguessou
Alassane BARRY	50	Commis SODEFITEX	Dinguessou
Sadio Danhnokho	30	Chauffeur	Dinguessou
Sidy M. DIALLO	22	Maçon	Dinguessou
Bouré MAGASSOUBA	26	Electricien	Dinguessou
Ndioubou CAMARA	29	Chauffeur	Togoro
Ansoumane BAYO	22	Elève	Togoro
Droua COULIBALY	29	Cultivateur éleveur	Togoro
Sambou KAMARA	23	Appr. chauffeur	Togoro
Sory SYLLA	53	Cultivateur	Togoro
Mamadou DIAKHITE	23	Trav au CEM	Togoro
Sanoussy WAGUE	31	Maçon	Togoro
Saniéné CAMARA	54	Vendeuse	Togoro
Coumba SIDIBE	40	Vendeuse	Togoro
Woury CAMARA	28	Vendeuse	Togoro
Fanta DOUMBIA	23	Vendeuse	Togoro
Coumba DIALLO	27	Vendeuse	Dalaba
Rougi SYLLA	18	Elève	Dalaba
Ndèye MANE	17	Elève	Dalaba
Sira KANTE	22	Ménagère	Dalaba
Aminata DIALLO	27	Couturière	Dalaba
Dienaba DIALLO	24	Ménagère	Dalaba
Bansan TRAORE	18	Elève	Dalaba
Mamadou BA	30	Commerçant	Dalaba
El hadi O. BIAGUI	84	chef de Q. de Dalaba	Dalaba
Fatoumata DIALLO	25	Relais centre Ado	Dalaba
Maimouna DIALLO	40	Ménagère	CR Fongolimbi
Adama dian SYLLA	25	Ménagère	CR Fongolimbi
Sidy TOURE	25	Apprenti. chauffeur	CR Fongolimbi
Chérif DIALLO	27	Tailleur	CR Fongolimbi

Oumar KANTE	33	Boulangier	CR Fongolimbi
Seydou NDIAYE	23	Boutiquier	CR Fongolimbi
Babacar DIALLO	24	Tailleur	CR Fongolimbi
Bramane BA	20	Bijoutier	CR Fongolimbi
Assane DIALLO	26	M. Alphabétisation	CR Fongolimbi
Sellou DIALLO	35	Volontaire E	CR Fongolimbi
Samba DIALLO	38	Boucher	CR Fongolimbi
Sassimity CAMARA	57	Cultivateur	CR Fongolimbi
Sara DIALLO	60	Cultivateur	CR Dimboly
Balla SQUARE	50	Cultivateur	CR Dimboly
Seydou SQUARE	47	Cultivateur	CR Dimboly
Souleymane DIALLO	30	Cultivateur	CR Dimboly
Djibi DIALLO	36	Instituteur	CR Dimboly
Issa DIALLO	40	Cult. Pdt CG forage	CR Dimboly
Khalifa DIALLO	35	Cult, SG jeunes	CR Dimboly
Tanou B. CAMARA	26	Cult. boulangier	CR Dimboly
Amadou D. CAMARA	35	Cult. boulangier	CR Dimboly
Sira SQUARE	50	Cult. ménagère	CR Dimboly
Mamadou S. DIALLO	26	M. Alphabétion	CR Dimboly
Diénabou DIALLO	30	Cult. ménagère	CR Dimboly
Mariama DIALLO	40	Cult. ménagère	CR Dimboly
Fatoumata DIALLO	35	Cult. ménagère	CR Dimboly
Awa CAMARA	40	Cult. ménagère	CR Dimboly
Korka DIALLO	70	Cultivateur	CR Dimboly
Sira SQUARE	50	Cultivateur	CR Dimboly
Diouldé SQUARE	49	Cultivateur	CR Dimboly
Diouma SQUARE	40	Cult. ménagère	CR Dimboly
Diabou SQUARE	40	Cult. ménagère	CR Dimboly
Sadio DIALLO	33	Cult. ménagère	CR Dimboly
Saraba DIALLO	50	Cultivateur	CR Dimboly
Salif SQUARE	65	Cultivateur	CR Dimboly
Thiébou SQUARE	50	Cultivateur	CR Dimboly
Salif DIALLO	30	Cultivateur	CR Dimboly
Yaya KANTE	30	Cultivateur	CR Dimboly
Bacari CAMARA	40	Cultivateur	CR Dimboly
Mamadou KEITA	72	Cultivateur	Bandafassi
Ousmane DIALLO	56	Cultivateur	Bandafassi
Ousmane DIALLO	48	Cultivateur	Bandafassi
Satemin KEITA	72	Cultivateur	Bandafassi
Moctar BA	47	Cultivateur	Bandafassi
Fatiou GUEYE	42	Ménagère	Bandafassi
Racky DIALLO	30	Ménagère	Bandafassi
Boye KEITA	40	Ménagère	Bandafassi
Woury KEITA	40	Ménagère	Bandafassi

Dalanda DIALLO	37	Ménagère	Bandafassi
Mariama BIDIAR	28	Ménagère	Bandafassi
Kadiatou BA	27	Ménagère	Bandafassi
Oumou TOURE	30	Ménagère	Bandafassi
Sadio COULIBALY	25	Cultivateur	Bandafassi
Samba KEITA	33	Volontaire Education	Bandafassi
Souleymane DIALLO	35	Cultivateur Agent santé	Bandafassi
Rigobert KEITA	27	Cultivateur Apiculteur	Bandafassi
Ousmane BA	58	Cultivateur Pdt GIE	Bandafassi
Mamadou W. DIALLO	36	Cultivateur Maçon	Bandafassi
Mamadou SIDIBE	42	Cultivateur Artisan Pdt ASC	Bandafassi
Boubacar DIALLO	21	Cultivateur	Landjeri
Gérard KEITA	54	Cultivateur Forgeron	Bandafassi
Opa DIALLO	43	Cultivateur	Bandafassi
Alpha CAMARA	22	Cultivateur Electricien	Bandafassi
Diariatou NDIAYE	50	Ménagère (veuve)	Bakel coura
Dieynaba SYLLA	56	Ménagère	Bakel coura
Dieynaba DIALLO	58	Ménagère	Bakel coura
Oumou TAMBOURA	24	Commerçante tissus	Bakel coura
Khadja KEITA	19	Vendeuse de crème glacée	Bakel coura
Demba TAMBOURA	70	Anc.Commerçant Chef Quar	Bakel coura
Aliou LY	30	Caisse EpargneCrédit	Bakel coura
Fily Fin NDONGO	79	Retraité	Bakel coura
Demba TALL	66	Notable	Bakel coura
Souleymane LY	51	Consultant	Bakel coura
Sadio CISSOKHO	24	Vendeur de bois	Darsalam
Mohamed CISSOKHO	36	Electricien	Darsalam
Boubacar DIALLO	29	Tailleur	Darsalam
Awa KANTE	30	Ménagère	Darsalam
Ousmane SOW	17	Apprenti chauffeur	Darsalam
Abdourahmane WADE	21	Apprenti chauffeur	Darsalam
Adama DIENG	18	Apprenti chauffeur	Darsalam
Aliou DIOP	18	Pêcheur	Darsalam
Cheikh A. CISSOKHO	25	Chomeur. Peintre	Darsalam
Mady K; CISSOKHO	54	Ancien mécanicien SAED	Darsalam
Khady DIOP	54	Ménagère	Darsalam
Samba Yoro GUEYE	88	Cultivateur	Darsalam
Maïmouna SOW	16	Ménagère	Darsalam
Abdoulaye BA	31	Chômeur	Grimpallé
Abdoulaye DIA	30	Chômeur	Grimpallé
Ousmane SY	30	Chômeur	Grimpallé
Adama SABALY	16	Chômeur	Grimpallé
Samba DOUCOURE	33	Chômeur	Grimpallé
Alimata SOW	29	Volontaire Education	Grimpallé

Ndiaye SYLLA	21	Ménagère	Grimpallé
Maïmouna BA	17	Ménagère	Grimpallé
Rokhaya DIARRA	17	Ménagère	Grimpallé
Bintou DIA	17	Ménagère	Grimpallé
Samba KOITA	18	Élève	Grimpallé
Sikhou KALOGA	17	Élève	Grimpallé
Badou KHANTA	16	Élève	Grimpallé
Moussa DIARRA	16	Élève	Grimpallé
Thié mokho DIOP	17	Élève	Grimpallé
Issa BA	16	Élève	Grimpallé
Cheikh SABALY	50	Cultivateur Maçon	Grimpallé
Daouda DIARRA	47	Cultivateur Eboueur	Grimpallé
Sory BA	61	Commis à la retraite	Grimpallé
Mory OUATTARA	54	Maçon	Grimpallé
Mamadou DICKO		Cultivateur Moniteur alphab.	Gathiary
Seydou KANTE	44	Cultivateur Forgeron	Gathiary
Balla DABO	34	Cultivateur	Gathiary
Alioune KANTE	39	Cultivateur Forgeron Moniteur alphabérisation	Gathiary
Madihéri MAGASSA	53	Cultivateur	Gathiary
Mamadou SAWANE	61	Cultivateur	Gathiary
Ndiogou KANTE	49	Cultivateur	Gathiary
Lassana SAWANE	62	Cultivateur	Gathiary
Samba DIALLO	56	Cultivateur	Gathiary
Coly SAWANE	78	Cultivateur	Gathiary
Fily DABO	61	Cultivateur	Gathiary
Falaye KANOUTE	70	Cultivateur	Gathiary
Dioulamady DIALLO	46	Cultivateur	Gathiary
Mamadou KANOUTE	46	Cultivateur	Gathiary
Dialy NDIAYE	58	Cultivateur	Gathiary
Séga KANTE	57	Cultivateur	Gathiary
Kany DABO	50	Ménagère	Gathiary
Awa KANOUTE	35	Ménagère	Gathiary
Diali Sira DAMBA	70	Ménagère	Gathiary
Goundo DIAKITE	40	Ménagère	Gathiary
Fanta DIAKHABY	40	Ménagère	Gathiary
Miran DIALLO	40	Ménagère	Gathiary
Aïssata SABALY	30	Ménagère	Gathiary
Mousa KANTE	53	Cultivateur	Gathiary
Bocar DIOP	30	Cultivateur	Koulor
Mohamed WILANE	31	Cultivateur	Koulor
Sidy WILANE	38	Cultivateur	Koulor
Yakouba SOUMARE	49	Cultivateur	Koulor
Moussa Saer NDAW	50	Cultivateur	Koulor

Moussa WILANE	33	Cultivateur	Koulor
Yoro DIOP	25	Cultivateur	Koulor
Seyni THIAM	50	Forgeron	Koulor
Moussa NDAW	57	Cultivateur	Koulor
Moustapha WILANE	22	Cultivateur	Koulor
Modou GUEYE	19	Tailleur	Koulor
Elhadj Babacar DIOP	83	Cultivateur	Koulor
Andala WILANE	53	Cultivateur	Koulor
Elhadj Moussa NDAW	70	Cultivateur	Koulor
Mor WILANE	64	Cultivateur	Koulor
Ibrahima DIOP n°1	60	Cultivateur	Koulor
Bassirou NDAW	48	Cultivateur	Koulor
Elhadj D. DIAW	78	Cultivateur	Koulor
Babacar DIOP n°2	45	Cultivateur	Koulor
Malick WILANE	51	Cultivateur	Koulor
Abdoulaye WILANE	60	Cultivateur	Koulor
Amadou DIOP	63	Cultivateur	Koulor
Dieynaba CAMARA	40	Ménagère	Koulor
Penda BA	60	Ménagère	Koulor
Adja Awa NDAW	59	Pdte GPF Koulor	Koulor
Alioune DUIOP	37	Marabout Emigré en vacanc	Koulor
Kandioura DIAKITE	32	Commerçant	Dougué
Demba SANKARE	20	Cultivateur	Dougué
Bacary DIALLO	30	Cultivateur	Dougué
Mamadou DIALLO	23	Cultivateur	Dougué
Ousseynou DIANKA	20	Cultivateur	Dougué
Goundo DIAWARA	45	Ménagère	Dougué
Mamo FOFANA	52	Ménagère	Dougué
Aïssata BARRY	50	Ménagère	Dougué
Hawa DIAKITE	38	Ménagère	Dougué
Mikhaïlou DIAKITE	25	Cultivateur	Dougué
Bassirou DIAKITE	22	Cultivateur	Dougué
Kagnoura DIAKITE	22	Cultivateur	Dougué
Sadi Alpha DIAKITE	73	Cultivateur	Dougué
Elhadj Kibi DIAKITE	54	Cultivateur	Dougué
Sadi Malé DIAKITE	67	Cultivateur	Dougué
Omar SOW	25	Volontaire Education	Gourel Diadié
Marie MANE	18	Ménagère	Gourel Diadié
Christine BINDIA	18	Bonne	Gourel Diadié
Fatoumata SAO	33	Commerçante (Bana bana)	Gourel Diadié
Sara KANTE	49	Manoeuvre	Gourel Diadié
Mouctar BA	19	Boutiquier	Gourel Diadié
Monique CAMARA	21	Bonne	Gourel Diadié
Tacky BINDIA	23	Bonne	Gourel Diadié

Mamadou A. DIALLO	39	Boulangier Manoeuvre	Gourel Diadié
Mame Diarra SECK	18	Ménagère	Gourel Diadié
Boubacar DIALLO	55	Coupeur de bois	Gourel Diadié
Alimatou BARRY	57	Ménagère	Gourel Diadié
Mamadou B. DIALLO	48	Cultivateur	Gourel Diadié
Mamadou Y. DIALLO	47	Cultivateur	Gourel Diadié
Ibrahima DIALLO	48	Cultivateur	Gourel Diadié
Mamadou SALL	55	Cultivateur	Gourel Diadié
Ibrahima DIALLO	44	Commerçant	Gourel Diadié
Astou MANE	39	Vendeuse boissons alcooliq	Gourel Diadié
Kadia Kamara	30	Bonne	Gourel Diadié
Samba BINDIA	40	Manoeuvre maçon	Gourel Diadié
Mody DIALLO	28	Divers petit travaux	Saré Guilél
Khouléye KOBOR	16	Ménagère	Saré Guilél
Adama Oumy BA	34	Ménagère	Saré Guilél
Amadou KOBOR	23	Maçon	Saré Guilél
Daouda DIARRA	29	Commerçant (Bana bana)	Saré Guilél
Pape KANTE	32	Menuisier	Saré Guilél
Mamadou GUEYE	19	Menuisier	Saré Guilél
Abdou KANTE	21	Electricien Plombier	Saré Guilél
Kany DIALLO	14	Elève	Saré Guilél
Fama TRAORE	17	Elève	Saré Guilél
Gnouma SY	25	Vendeuse de tabac	Afia
Oumar SALL	32	Scieur de bois	Afia
Abass SY	32	Scieur de bois	Afia
Abdoul MANGANE	22	Boutiquier	Afia
Omar Sadio BALDE	71	Cultivateur Chef de Quartier	Afia
Awa DIOP	56	Ménagère (veuve)	Afia
Youba NIAKHATE	40	Banabana, Courtier	Afia
Ibrahima DIAKHATE	33	Mécanicien	Afia
Nano DIALLO	22	Ménagère (divorcée)	Afia
Diari DIALLO	21	Ménagère	Afia
Ndiombo NDIAYE	18	Ménagère	Ndoga Babacar
Penda NDIAYE	18	Ménagère	Ndoga Babacar
Ami NDIAYE	16	Ménagère	Ndoga Babacar
Sophie MANE	17	Ménagère	Ndoga Babacar
Bokho NDAW	17	Ménagère	Ndoga Babacar
Ndiémé NDIAYE	46	Ménagère	Ndoga Babacar

Seune NDIAYE	48	Cultivateur	Ndoga Babacar
Birane NDIAYE	23	Boutiquier	Ndoga Babacar
Khouléye DIALLO	37	Ménagère	Ndoga Babacar
Fary NDIAYE	33	Cultivateur	Ndoga Babacar
Mamadou NDAW	22	Cultivateur	Ndoga Babacar
Sidy SARR	38	Directeur. Ecole Ndoga	Ndoga Babacar
Mamadou NDIAYE G	68	Cultivateur	Ndoga Babacar
Ibrahima NDIAYE	50	Cultivateur	Ndoga Babacar
Mamadou NDAW	51	Cultivateur	Ndoga Babacar
Mamadou MANE	67	Cultivateur	Ndoga Babacar
Gnacoudou NDAW	60	Cultivateur	Ndoga Babacar
Tthierno O. NDAW	83	Cultivateur	Ndoga Babacar
Moussa NDIAYE	35	Cultivateur, Banabana	Ndoga Babacar
Amadou NDIAYE	29	Emigré, Anc. Etudiant	Ndoga Babacar
Ousseynou KANDE	42	Cultivateur, Secrétaire PCR	Kouthiaba Ouolof
Aly DIALLO	52	Cultivateur, Maçon	Kouthiaba Ouolof
Samba NDAW	25	Cultivateur	Kouthiaba Ouolof
Amidou BADIANE	19	Cultivateur	Kouthiaba Ouolof
Ousmane NDIAYE	25	Cultivateur	Kouthiaba Ouolof
Saly Amadou KA	26	Cultivateur	Kouthiaba Ouolof
Seynabou NDIAYE	40	Ménagère	Kouthiaba Ouolof
Sagatte NDIAYE	15	Ménagère	Kouthiaba Ouolof
Aïda NDAW	40	Ménagère	Kouthiaba

			Ouolof
Matar NDAW	55	Cultivateur	Kouthiaba Ouolof
Diamé SIGNATE	47	Pdt Communauté rurale	Néttéboulou
Kissima CAMARA	31	Boutiquier	Néttéboulou
Yaya SIGNATE	29	Cultivateur	Néttéboulou
Sadio DIALLO	24	Animatrice PGCRN	Néttéboulou
Mama DIANE	53	Ménagère (veuve)	Néttéboulou
Diabou CAMARA	50	Ménagère (veuve)	Néttéboulou
Sandian DEMBELE	27	Volontaire Education	Néttéboulou
Ibrahima KEITA	35	Cultivateur	Néttéboulou
Maodo DEMBELE	29	Cultivateur	Néttéboulou
Oumar KEITA	29	Cultivateur	Néttéboulou
Séga CAMARA	23	Cultivateur	Néttéboulou
Samba DEMBELE	26	Agent CDEPS	Néttéboulou
Baba COULIBALY	45	Cultivateur	Néttéboulou
Oussey. COULIBALY	68	Cultivateur	Néttéboulou
Nanakoto SIGNATE	53	Ménagère Pdte GPF	Néttéboulou
Fatoumata KAMATE	39	Ménagère	Néttéboulou
Maïmouna BAYO	16	Ménagère	Néttéboulou
Bacary KOÏTA	44	Gérant pharmacie	Néttéboulou

**ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES RESSOURCES ET DES
AUTORITES RENCONTREES**

NOMS PRENOMS	FONCTIONS	LOCALITE
Samba Gallo BA	Chef S.R. Prévision Statistique.	Tambacounda
Aziz TANDIAN	Directeur ARD	Tambacounda
Boubacar S. SANGHARE	ARD	Tambacounda
Kalidou DIALLO	ARD	Tambacounda
Ibrahima Sory DIALLO	CONGAD	Tambacounda
Valence MANGA	Chef SR Aménagement Territoire	Tambacounda
Mansour SENE	Chef SR CERP	Tambacounda
Amadou BA	PROMER	Tambacounda
M. SY	Adjt Préfet	Tambacounda
M. BATHILY	Chef SR Planificatin	Tambacounda
M. SANE	Coordonateur régional SP1	Tambacounda
M. DIAGNE	VSCN	Kouthiaba Ouolof
M GUEYE	Préfet Bakel	Bakel
Souleymane B. LY	Consultant Directeur B.E.G.A.C.	Bakel
	Maire Bakel	Bakel
M. SYLLA	Sous préfet Kénieba	Kénieba
M. DIATTA	Sous préfet Goudiry	Goudiry
	Chef CERP Bala	Bala
Bocar SIDIBE	Maire Kédougou	Kédougou
Mor LO	VSCN	Kédougou
Magueye SOW	VSCN	Fongolimbi
M. DIALLO	Chef CERP Fongolimbi	Fongolimbi
M. FAYE	Adjt Insp. Départ. Enseignement	Kédougou

ANNEXE 3: CALENDRIER DE L'ETUDE

DATE	ACTIVITES	LIEU
Jeudi 31 mai 2001	Départ pour Tambacounda	Dakar Tamba
Vendredi 01 juin 2001	Prise de contact avec : - Chef du Service Régional de la Prévision et de la Statistique (M. Samba Gallo DIOP) - Représentant CONGAD (Ibrahima Sory DIALLO) - PROMER (Amadou BA: Responsable Suivi- Evaluation) - Agence Régionale de Développemet (M. Boubacar SANGARE) Sous Programme 1 (absent) Départ pour Kédougou	Tambacounda
Samedi 02 juin 2001	Enquête au quartier Dinguessou Restitution	Kédougou
Dimanche 03 juin 2001	Enquête au quartier Togoro Enquête au quartier Dalaba (Sékhofara). Restitution	Kédougou

Lundi 04 juin 2001

Enquête au village de
Fongolimbi

Fongolimbi

Enquête au village de
Dimboly

Dimboly

Restitution

Kédougou

Mardi 05 juin 2001

Enquête au village de
Bandafassi

Bandafassi

Restitution

Kédougou

Mercredi 06 juin 2001

Retour sur Tambacounda

Kédougou Tamba

Restitution

Tambacounda

Jeudi 07 juin 2001

Départ pour Bakel

Tambacounda Bakel

Prise contact Adjt Préfet.
(Préfet absent)

Entretien avec Maire

Bakel

Visite Radio
communautaire «Jida FM»

Bakel

Vendredi 08 juin 2001

Enquête au quartier Bakel
Coura

Bakel

Restitution

Bakel

Samedi 09 juin 2001

Enquête au quartier
Daresalam

Enquête au quartier
Grimpallé

Bakel

Restitution

Bakel

Dimanche 10 juin 2001

Prise de contact avec
Sous Préfet de Kéniéba.

Kidira

	Enquête au village de Gathiary.	Gathiary
	Restitution	Kidira
Lundi 11 juin 2001	Prise de contact avec Sous Préfet de Goudiry et son adjoint.	Goudiry
	Enquête au village de Dougué.	Dougué
	Restitution	Goudiry
Mardi 12 juin 2001	Enquête au village de Koulor.	Koulor
	Restitution	Tambacounda
Mercredi 13 juin 2001	Restitution générale de Bakel.	Tambacounda
	Rencontre avec Chef du Service Régional de la Prévision et de la Statistique.(SRPS)	
	Rencontre avec Chef du Service Régional de l'Aménagement du Territoire.	
Mercredi 14 juin 2001	Enquête au quartier Gourel Diadié.	Tambacounda
	Entretien avec Représentant du CONGAD	
	Restitution	
Vendredi 15 juin 2001	Enquête au quartier Saré Guilél	Tambacounda
	Enquête au quartier Afia	

	Restitution	Tambacounda
		Tambacounda
Samedi 16 juin 2001 :	Enquête au village de Ndogo Babacar	Ndogo Babacar
	Restitution	Tambacounda Koumpentoum
Dimanche 17 juin 2001 :	Rencontre avec le Sous Préfet Koumpentoum.	
	Enquête au village de Kouthiaba Ouolof	Kouthiaba Ouolof
	Restitution	Tambacounda
Lundi 18 juin 2001 :	Enquête au village de Néttéboulou	Néttéboulou
	Restitution	Tambacounda
Mardi 19 juin 2001 :	Restitution générale Tambacounda.	Tambacounda
	Entretien avec Chef S. R. P. S	
	Prise de contact avec Coordonnateur régional S.P.1	
Mercredi 20 juin 2001 :	Entretien avec Coordonnateur régional S.P.1	Tambacounda
Jeudi 21 juin	Fin de l'enquête	

ANNEXE 4: OUTILS D'ENQUETE

Le focus groupe

Les entretiens individuels ou collectifs

Les biographies

La matrice des revenus et des dépenses

L'arbre à problèmes

La carte sociale

Le profil institutionnel

Etudes de cas d'expériences réussies de lutte contre la pauvreté

Analyse contextuelle

ANNEXE 5: LISTE DES ENCADRES

Encadré n° 1 : Dépense journalière d'une famille rurale en période de soudure dans la Communauté rurale de Bandafassi.....	30
Encadré n°2 : Récit de vie d'une femme veuve.....	32
Encadré n°3 : Récit de vie d'une personne déflatée.....	34
Encadré n°4 : Anecdote sur les difficultés d'évacuation.....	40
Encadré n°5 : Une expérience en matière de lutte contre la pauvreté : Le Fonds de Développement Local de Kédougou (FDL.).....	66
Encadré n°6 : Une initiative de développement en faveur des populations rurales : Le Projet de Promotion de la Micro-Entreprise Rural.....	68
Encadré n° 7 : Une expérience de développement économique et social local : Le Groupement de Dinguessou I.....	71

ANNEXE 6: LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau n°1 : Situation administrative actuelle de la région de
Tambacounda.....12

Tableau n°2 : Taux de mortalité.....15

Tableau n°3 : Villages enquêtés.....24

Tableau n°4 : Quartiers enquêtés en zone urbaine.....24

ANNEXE 7 : Résultats préliminaires de la base de données des villages de la région de Tambacounda. Direction de la Statistique, Projet de Lutte contre la Pauvreté, Projet Fonds d'Investissement Social. Juin 2000.

REGION	DEPARTEMENT	ARRONDISSEMENT	COMMUNAUTÉ RURALE	NBRE DE VILLAGE	NOMBRE D'HABITANTS	POURCENTAGE DE VILLAGES DISPOSANT				
						POINT D'EAU	ECOLE PRIMAIRE	POSTE DE SANTE	COMMERCE	ROUTE
Tamba	BAKEL	BALA	BANI ISRAEL	51	10.698	76,5	35,3	5,9	25,5	33,3
Tamba	BAKEL	BALA	DOUGUE	39	6.904	59,0	25,6	10,3	18,0	5,1
Tamba	BAKEL	BALA	KO THIARY	36	7.733	58,3	30,6	8,3	25,0	11,1
Tamba	BAKEL	DIAWARA	BALLOU	11	14.146	45,5	90,9	54,6	54,6	9,1
Tamba	BAKEL	DIAWARA	GABOU	38	7.706	36,8	26,3	5,3	42,1	7,9
Tamba	BAKEL	DIAWARA	MOUDERY	14	17.128	64,3	57,1	50,0	64,3	14,3
Tamba	BAKEL	GOUDIRY	GOUDIRY	70	12.977	47,1	14,3	11,4	17,1	17,1
Tamba	BAKEL	GOUDIRY	KOULOR	72	11.969	37,5	13,9	1,4	22,2	4,2
Tamba	BAKEL	KIDIRA	BELLE	33	14.047	84,9	57,6	15,2	66,7	36,4
Tamba	BAKEL	KIDIRA	SINTHIOU FISSA	25	4.604	72,0	48,0	8,0	56,0	8,0
Tamba	BAKEL	KENIEBA	GATHIARY	9	1.668	11,1	55,6	11,1	22,2	-
Tamba	BAKEL	KENIEBA	MEDINA FOULBE	9	1.345	-	77,8	-	22,2	-
Tamba	BAKEL	KENIEBA	SADATOU	29	7.172	34,5	44,8	3,5	41,4	-
Tamba	BAKEL	KENIEBA	BANDAFASSI	43	11.725	44,2	72,1	4,7	27,9	44,2
Tamba	KEDOUGOU	BANDAFASSI	TOMBORONCOTO	25	7.193	28,0	56,0	12,0	28,0	68,0
Tamba	KEDOUGOU	BANDAFASSI	DIMBOLY	18	4.326	22,2	22,2	-	5,6	-
Tamba	KEDOUGOU	FONGOLIMBI	FONGOLIMBI	16	4.296	62,5	25,0	6,3	12,5	-
Tamba	KEDOUGOU	FONGOLIMBI	MADINA BAFFE	14	3.945	64,3	21,4	7,1	7,1	7,1
Tamba	KEDOUGOU	FONGOLIMBI	DAKATELI	18	6.154	77,8	66,7	-	11,1	5,6
Tamba	KEDOUGOU	SALEMATA	SALEMATA	41	10.520	26,8	34,2	4,9	19,5	2,4
Tamba	KEDOUGOU	SALEMATA	KHOSSANTO	21	6.846	42,9	66,7	4,8	71,4	19,1
Tamba	KEDOUGOU	SARAYA	MISSIRAH SIRIMANA	20	4.761	25,0	65,0	10,0	45,0	25,0
Tamba	KEDOUGOU	SARAYA	SARAYA	32	7.615	46,9	56,3	9,4	18,8	28,1
Tamba	KEDOUGOU	SARAYA	BAMBA NDIAYENE	38	18.247	89,5	39,5	5,3	34,2	31,6
Tamba	TAMBA	KOUMPENTOU	KOUMPENTOU	28	9.707	60,7	17,9	7,1	28,6	10,7
Tamba	TAMBA	KOUMPENTOU	KOUMPTOU	87	28.775	35,6	18,4	2,3	40,2	-
Tamba	TAMBA	KOUMPENTOU	KOUTHIBA OULOLOF	53	11.383	30,2	32,1	1,9	32,1	1,9
Tamba	TAMBA	KOUMPENTOU	MALEME NIANI	93	16.439	28,0	15,1	1,1	35,5	11,8
Tamba	TAMBA	KOUSSANAR	KOUSSANAR	67	11.003	32,8	19,4	1,5	35,8	16,4
Tamba	TAMBA	KOUSSANAR	SINTHIOU MALEME	64	13.385	10,9	29,7	3,1	39,1	23,4
Tamba	TAMBA	MAKACOU LIBANTANG	KAHENE	70	12.687	7,1	30,0	5,7	24,3	7,1
Tamba	TAMBA	MAKACOU LIBANTANG	MAKA	83	10.298	1,2	16,9	2,4	20,5	33,7
Tamba	TAMBA	MAKACOU LIBANTANG	NDOGA BABACAR	35	8.060	25,7	34,3	2,9	25,7	34,3
Tamba	TAMBA	MISSIRAH	DIALACOTO	73	21.813	19,2	34,3	5,5	26,0	34,3
Tamba	TAMBA	MISSIRAH	MISSIRAH	60	9.988	36,7	20,0	1,7	15,0	23,3
Tamba	TAMBA	MISSIRAH	NETEBOULOU							

BIBLIOGRAPHIE

1. BA S.G., (2000) ; **Les manifestations de la pauvreté dans la région de Tambacounda**. S.R.P.S / Tambacounda, 12 p.
2. BERHAUT J. (1967) : **Flore du Sénégal**, 2^{ème} édition, Dakar, Clairafrique, 485 p.
3. Conseil Régional, (2001) : **Plan Régional de Développement Intégré de Tambacounda 2001-2006**, Version provisoire, Tome I et II.
4. Conseil Régional de Tambnacounda, Sous Programme 2 (PNUD), (2000) : **Programme d'investissement d'urgence de la poche de la Falémé. Arrondissement de Kéniéba/Département de Bakel**. Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire/Direction des Collectivités Locales-PNUD/PELCP
5. Direction de la Planification, (2000) : **Développemnet humain durable et lutte contre la pauvreté**. Note technique n° 3, Travaux préparatoires au X^{ème} Plan. Phase Diagnostic.
6. Direction de la Planification, (2000) : **La pauvreté au Sénégal : Enjeux et perspectives**. Note technique n° 5, Travaux préparatoires au X^{ème} Plan. Phase Diagnostic.
7. Direction de la Planification, (2000) : **Pauvreté : Concepts et enjeux** . Note technique n° 56, Travaux préparatoires au X^{ème} Plan. Phase Diagnostic.
8. Kédougou (Commune) : **Bases de données urbaines. Commune de Kédougou**. (Document provisoire), 3 p. Non daté.
9. MOSSE E. (1985) : **Les riches et les pauvres**. Paris, Edition du Seuil, 250 pages.
10. NDOUR H., WANE A. (Cabinet REMIX) : **Intermédiation financière et pauvreté au Sénégal. Document ½ : Aspects Institutionnels**. Etude réalisée dans le cadre du Programme EAGER, USAID-Washington. Non paginé, non daté.
11. NUBUKPO K. (2001) : «L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne : le rôle des incertitudes ». In *L'union*, Trimestriel d'infomation de la BCEAO, n°18, juin 2001; pp26-27.

12. **Programme Elargi de Lutte Contre la Pauvreté. : Document d'Accord de Projet**, PNUD/République du Sénégal, 1999-2000.
13. **VALTRIANI P.** (1994) : «**La notion de pauvreté : Des frontières floues**» .In Problèmes économiques n°2386, Economie Internationale.
14. **FALL A. S.** (2001) : **Enquête Perception Pauvreté au Sénégal. Méthodologie de collecte**: Cahier à l'intention des consultants régionaux. 45 pages
15. **Sen- Onu**, Bulletin du système des Nations Unies, n°4, octobre 1999
16. **SOW M.**, (2001), : **Initiative pour le développement local : Approche des problèmes des populations du « mythe » du département de Kédougou : Fongolimbi**. Volontaires du Service Civique National.

TABLE DES MATIERES

RESUME ANALYTIQUE.....	1
PREMIERE PARTIE : PROBLEMATIQUE.....	7
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	7
1.1. Contexte national	7
1.2. Contexte régional	7
II. OBJECTIFS DE L'ETUDE	8
2.1. Objectif générale	8
2.2. Objectifs spécifiques	8
III. FINALITE DE L'ETUDE	8
IV. PRESENTATION DES AXES OU HYPOTHESES MAJEURS DE RECHERCHE DES PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE	10
V. CONTEXTE DE LA ZONE D'ETUDE.....	10
1. Présentation de la zone d'étude.....	10
2. Cadre physique.....	11
3. Les structures socio-démographiques.....	12
4. Atouts et contraintes de la région.....	16
5. Services sociaux de base.....	19
DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE.....	23
I. CIBLAGE DES ZONES A ENQUETER.....	23
II. LES CRITERES DE CHOIX DES SITES D'ENQUETE.....	23
III. LES OUTILS D'ENQUETE.....	25
IV. LES CONTRAINTES ET LES DIFFICULTES.....	26
V. LES LIMITES DES DONNEES.....	26
VI. LES ENSEIGNEMENTS MAJEURS DE L'ENQUETE QUALITATIVE DE LA PERCEPTION DE LA PAUVRETE.....	27

TROISIEME PARTIE : LES RESULTATS DE L'ETUDE.....	28
I. LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS ET DES MENAGES.....	28
II. TYPOLOGIE SOCIO-ECONOMIQUE DES MENAGES.....	30
III. LES POINTS DE RUPTURES DANS LE VECU DES ACTEURS : FAITS STRUCTURANTS ET LEURS MODALITES OPERATIONNELLES.....	32
1. Le décès.....	32
2. Le divorce.....	33
3. L'héritage mal géré.....	33
4. La déflation.....	33
IV. LES PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE SELON LES POPULATIONS ET LES MENAGES.....	36
1. L'alimentation.....	36
2. La santé.....	36
3. L'existence de bétail.....	37
4. L'emploi.....	37
5. La capacité à subvenir aux besoins des autres.....	37
6. L'habitat.....	37
7. L'habillement.....	38
7. Le cadre de vie.....	38
8. Les perceptions selon les différentes entités géographiques.....	38
V. FORMES ET MECANISMES DE VULNERABILITE, D'INSECURITE, DE RISQUES, D'EXCLUSION, DE MARGINALISATION, ETC.....	39
1. L'enclavement de la région.....	39
2. L'action des prédateurs.....	41
3. Le déficit en infrastructures, en équipement et en ressources humaines.....	41
4. Les vols de bétail, de récoltes et les braquages.....	42
5. Les atteintes à l'environnement et la crise des systèmes de production.....	42
6. L'absence de retombées économiques de l'exploitation des ressources locales.....	42
7. Les structures sociales.....	43
8. Le repli identitaire propre aux ethnies minoritaires.....	44
9. Les visites et séjours inopinés chez les plus aisées.....	44
10. Endémisme de plusieurs maladies.....	45
11. Non transmission de patrimoine.....	45
12. Conflits entre les acteurs politiques.....	45

11. Non transmission de patrimoine.....	45
12. Conflits entre les acteurs politiques.....	45

VI. PRINCIPALES TENDANCES DU VECU AU QUOTIDIEN DES MENAGES ET DES ACTEURS INDIVIDUELS.....	46
1. L'éffritement de l'autorité des parents et dégradation des moeurs.....	46
2. Le développement des mouvements associatifs formels et non formels.....	46
3. Le décloisonnement ethnique.....	47
4. La disparition des barrières sociales.....	47
5. La banalisation du phénomène des filles mères célibataires.....	48

QUATRIEME PARTIE : REACTIONS DES ACTEURS FACE A LA PAUVRETE.....	49
---	-----------

I. LES AJUSTEMENTS A LA PAUVRETE.....	49
1. Les ajustements par rapport au mode de vie.....	49
1.1. Les ajustements par rapport à la question alimentaire.....	49
1.2. Les ajustements par rapport à la question du logement.....	51
1.3. Les ajustements par rapport à la question de l'habillement.....	52
1.4. Les ajustements par rapport à la question de la santé.....	53
1.5. Les ajustements par rapport à la mobilité.....	53
1.6. Les autres types d'ajustements.....	54
2. Les échanges et formes de sociabilité.....	55
3. La gestion des loisirs.....	56
4. Les stratégies de camouflages.....	57
5. Les inscriptions dans les espaces publics.....	57

II. LES STRATEGIES SOCIO-ECONOMIQUES DES PAUVRES ET DES AUTRES COUCHES SOCIALES.....	58
1. En zone rurale.....	58
1. En zone urbaine.....	60

III. TYPOLOGIES DE LA SEMIOLOGIE POPULAIRE RELATIVE A LA PAUVRETE ET AU BIEN ETRE.....	62
1. La typologie par rapport à la définition.....	62
2. Typologie des sémiologies par rapport à la question alimentaire.....	63
3. Les sémiologies à caractère religieux.....	64
4. Les sémiologies développées par les populations déterminées à se défaire de la pauvreté et qui innovent.....	64
5. Les autres types de sémiologies.....	64

IV. ANALYSE DU ROLE DES INSTITUTIONS DANS LA REDUCTION DE LA PAUVRETE.....	65
V. LES PRINCIPAUX IMPACTS DES PERCEPTIONS DE LA PAUVRETE SUR L'ORGANISATION DES CITES ET VILLAGES...72	72
1. En milieu rural.....	72
2. En milieu urbain.....	73
VI. ACTIONS ET STRATEGIES PRIORITAIRES DANS LA PLANIFICATION DE LA REDUCTION DE LA PAUVRETE.....	74
1. Actions et stratégies prioritaires selon les ménages.....	74
2. Actions et stratégies prioritaires selon les jeunes ruraux et urbains.....	75
3. Actions et stratégies prioritaires selon les acteurs du secteur agricole.....	76
4. Actions et stratégies prioritaires selon les femmes.....	76
COMMENT SE CONSTRUISENT LES PERCEPTIONS.....	78
CINQUIEME PARTIE : RECOMMANDATIONS.....	79
I. RECOMMANDATIONS DE CIBLAGE POUR ATTEINDRE LES PAUVRES DANS LES DIFFERENTS PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT.....	79
II. RECOMMANDATIONS GENERALES.....	80